REVUE ÉTRANGÈRE.

II.

L'ESPAGNE
Depuis la révolution de la Granja.

La révolution de la Granja, diversement jugée par des opinions contraires, n'a fait à l'Espagne ni le bien, ni le mal qu'elles en attendaient. En exprimant cette opinion sur un évènement déjà loin de nous, et dont les résultats n'ont répondu d'aucune manière aux prévisions, aux craintes et aux espérances des premiers jours, nous n'entendons assurément pas le justifier, car son plus grand tort à nos yeux, c'est de n'avoir eu ni motifs, ni conséquences directes que puisse avouer aucune opinion; c'est d'avoir jeté au milieu des partisans désunis de la cause constitutionnelle un nouvel élément de discorde; c'est d'avoir usé en luttes stériles des forces et des ressources dont la concentration la plus vigoureuse et le plus habile emploi ne suffiraient peut-être pas encore à l'accomplissement de leur tâche commune; c'est enfin d'avoir profondément abaissé l'Espagne, en achevant de démontrer à tous l'impuissance des partis qui s'arrachent les uns après les autres le triste privilége d'en constater les misères aux yeux de leur patrie humiliée et de l'Europe indifférente ou ennemie. Mais pour être équitable envers l'Espagne, il faut mettre à côté de ce jugement sévère, porté en toute conscience sur la révolution elle-même, une appréciation impartiale et non moins exacte de

la situation actuelle qui laissera dans les esprits une impression plus favorable.

Si la révolution de la Granja était restée fidèle à son berceau, si le vent qui avait enflé ses voiles depuis Malaga jusqu'au palais de Saint-Ildephonse avait continué à souffler dans la même direction, il n'y aurait plus aujourd'hui en Espagne ni royauté ni pouvoir. La constitution de 1812, qui annulait la première et désarmait l'autre, aurait consacré un état de choses indéfinissable où l'on n'aperçoit que des moyens et des centres de résistance à l'action du gouvernement, multipliés par système, sans aucune force régulièrement organisée, pour que cette action se réalise. Et par exemple, on ne conçoit pas trop comment, sous l'empire de cette constitution loyalement appliquée, il eût été possible d'opposer une résistance efficace au dernier mouvement insurrectionnel de la Catalogne, ou comment, l'ordre ayant été rétabli par la force, on maintiendrait les mesures prises pour empêcher qu'il ne soit troublé de nouveau. Si donc la révolution de la Granja n'a pas fait à l'Espagne le mal qu'on pouvait en attendre et que nous en attendions, nous, pour notre compte, c'est qu'elle a cessé d'être elle-même; c'est qu'elle a perdu son caractère, désavoué son origine et complètement changé son but; c'est que non seulement elle a commencé par s'arrêter, mais que bientôt après elle est retournée en arrière, et que, sous le rapport des institutions politiques, elle est arrivée à reculons, presqu'au même point que le statut royal aurait atteint dans son développement naturel. Quant au bien que d'autres en espéraient et qui ne s'est pas réalisé non plus, les faits parlent assez haut, et leur irrésistible puissance a dissipé beaucoup d'illusions: des finances épuisées, une armée affaiblie, après avoir été pendant deux mois menacée d'une dissolution complète, un découragement universel, l'égoïsme provincial et municipal substitué partout à l'intelligence des grands intérêts du pays, les prestiges de la patrie et de la liberté évanouis, un peuple qui doute de lui-même et qui n'intéresse plus les autres; voilà tout le progrès dont l'Espagne est redevable à la révolution de la Granja, déplorables résultats que rien ne rachète dans le présent et qui effraient pour l'avenir.

Nous avons maintenant à présenter dans ses détails l'histoire et le tableau de cette situation. Nous ne voulons en faire ni un plaidoyer ni un acte d'accusation pour ou contre personne, soit en ce qui concerne les hommes et les affaires de l'Espagne, soit relativement à la politique suivie par les autres puissances envers ce malheureux pays. Nous chercherons surtout à bien exposer les faits, et quand l'é-

preuve sera plus complète, nous en tirerons peut-être un jour la conclusion. Mais nous craignons bien que, dès à présent, il n'en ressorte pour tout le monde, avec la dernière évidence, que l'Espagne est incapable de se sauver par elle-même et par elle seule.

La cause immédiate de la révolution dont les évènemens de la Granja ont décidé le triomphe, se trouve dans le résultat des élections générales que rendit nécessaires la dissolution des cortès prononcée par le ministère Isturitz, peu de jours après qu'il fut entré aux affaires. Ces élections, les plus vraies et les plus libres qui aient eu lieu en Espagne depuis la mort de Ferdinand VII, s'étaient faites presque partout dans un système de résistance que le gouvernement encourageait de toutes ses forces, et qui avait pour lui la faveur des circonstances. Les deux tiers des nominations portaient sur les hommes du parti libéral modéré, et M. Mendizabal, que l'insurrection des juntes avait une première fois élevé au pouvoir en 1836, n'aurait certainement trouvé que des dispositions hostiles dans la majorité de la nouvelle chambre. On a même supposé, peut-être à tort, que ses partisans et lui redoutaient une enquête sévère sur l'administration des finances du dernier cabinet, et que tous moyens leur parurent bons pour échapper à ce danger. Quoi qu'il en soit, le résultat des élections était à peine connu, que le parti exalté commença à s'agiter, et qu'un mouvement pareil à celui de l'année précédente, coloré des mêmes prétextes, se prépara sur tous les points où les manœuvres de ce parti avaient réussi à pervertir l'esprit des populations. Ces prétextes, c'étaient *la marche timide, le système rétrograde, les tendances aristocratiques* du ministère, et autres banalités de la même force; c'étaient encore les revers trop fréquens des armes constitutionnelles qui n'ont jamais été plus malheureuses et plus impuissantes que sous les deux ministères de *progrès* dont l'Espagne a été redevable aux deux dernières insurrections.

On sait comment, le signal de la révolution étant parti de Malaga, l'Andalousie tout entière, Valence, l'Aragon et une grande partie de la Catalogne, proclamèrent presque en même temps la constitution de 1812, et se séparèrent du gouvernement de Madrid sans se prononcer néanmoins contre l'autorité de la reine régente et les droits de sa fille. Il se forma des juntes provinciales, des armées insurrectionnelles, des autorités locales de toute nature, qui s'attribuèrent aussitôt les prérogatives de la souveraineté, levèrent des impôts, donnèrent des grades, établirent des magistrats, modifièrent ou suspendirent les règlemens de douanes, en un mot exercèrent sans scrupule

tous les droits du pouvoir royal. Quant aux autorités régulières qui existaient dans les provinces soulevées, tantôt elles transigèrent avec l'insurrection et en acceptèrent même de nouveaux pouvoirs, comme à Cadix; tantôt elles se retirèrent, sans opposer la moindre résistance au mouvement; tantôt elles essayèrent de résister, et quelquefois heureusement, comme Lopez Baños dans la province de Grenade. Il en fut à peu près de même des armées et des garnisons. Mais l'esprit d'insubordination les gagna très vite. Une foule de corps déposèrent leurs officiers; d'autres se dispersèrent : officiers et soldats rentrèrent chez eux; tous, une fois la révolution accomplie, se trouvèrent plus ou moins désorganisés, et l'ensemble de l'armée était fort affaibli. Cependant l'insurrection, quoique maîtresse d'une grande partie du royaume, ne s'était pas encore généralisée le jour du soulèvement de la Granja. Les deux Castilles, Léon, la Galice, et plusieurs autres provinces de l'est et du nord, ne remuaient point; le général Cordova maintenait assez heureusement son armée dans le devoir; la main vigoureuse de Mina contenait les anarchistes de Barcelonne, et Quesada, capitaine-général de Madrid, imposait par sa fermeté aux agitateurs de la capitale. Il y avait encore de grandes ressources dans cette situation, et peut-être la révolution n'eût-elle pas été consommée, si la reine s'était trouvée à Madrid, au milieu de troupes qui restèrent fidèles, au sein d'une population qu'on eût aisément raffermie, et sous la protection de deux hommes aussi énergiques et aussi dévoués que M. Isturitz et l'infortuné Quesada. Mais la reine était à Saint-Ildephonse, loin de ses ministres, et, comme l'évènement ne le prouva que trop, à la merci d'une poignée de soldats, auxquels on devait, par une étrange fatalité, un arriéré considérable, et qu'on savait depuis quelques jours travaillés par des émissaires inconnus qui n'épargnaient pas l'argent. Il arriva ce qu'il devait arriver. Quand cette poignée de soldats eut reçu sa consigne, qui était d'imposer à la reine la constitution de 1812 et le renvoi de son ministère, elle l'exécuta fidèlement. Ce fut l'affaire de quelques heures dans la nuit du 12 au 13 août. Ces soldats, dont un grand nombre étaient ivres, ce qui est fort rare en Espagne, ne comprenaient certainement pas ce qu'ils faisaient, ni la portée de la révolution dont ils étaient les aveugles instrumens. Nous ne voulons pas rappeler ici avec plus de détails les déplorables violences exercées pendant cette nuit envers la reine, violences si honteuses, que le ministère Calatrava n'a rien négligé pour qu'elles ne fussent connues ni en Espagne, ni en Europe; mais tout ce que nous en savons ne permet pas de

douter que si la reine avait opposé une plus longue résistance à l'inexorable volonté des soldats qui l'entouraient, c'en était fait de sa vie.

C'est alors qu'il n'y eut plus de ressource, quoique le ministère et le marquis de Moncayo fussent encore maîtres de Madrid. Tout l'avantage de la situation avait passé du côté de leurs ennemis. Une partie des troupes commençait à hésiter. Les partisans de la constitution reprenaient courage et se couvraient du nom de la reine. Vainement on essaya de la soustraire aux soldats révoltés de Saint-Ildephonse et de la faire venir à Madrid. Elle était prisonnière; les soldats auxquels on avait d'abord réussi à persuader de la laisser partir, craignirent un piége, et exigèrent que la constitution de 1812 eût été préalablement proclamée à Madrid, que le nouveau ministère y eût pris possession du pouvoir, et que d'autres cortès eussent été convoquées. Et le lendemain, quand tout cela était fait, ils poussèrent encore si loin la défiance, que pour laisser la reine partir de Saint-Ildephonse avec eux, et au milieu d'eux, ils exigèrent des ôtages de M. Carrasco, officier de la garde nationale de Madrid, et bien connu pour approuver la révolution qui venait de s'opérer.

Quesada fut massacré à Madrid le jour même où l'on y apprit, par le retour de l'ex-ministre de la guerre, Mendez Vigo, que la reine avait ordonné de proclamer la constitution, de rendre leurs armes aux miliciens désarmés, et avait désigné MM. Calatrava et Gil de la Cuadra pour former le noyau d'une nouvelle administration.

Nous reviendrons tout à l'heure à l'histoire intérieure de l'Espagne et aux évènemens qui ont suivi la révolution de la Granja. Mais c'est ici que se place la première conséquence extérieure de ce grand fait, la suspension d'abord, et puis l'abandon des mesures adoptées par le ministère du 22 février pour secourir l'Espagne, abandon qui a constaté un changement de dispositions envers ce pays, et amené la retraite du cabinet présidé par M. Thiers.

Après avoir plusieurs fois refusé à M. Mendizabal, chef du cabinet espagnol que le ministère du 22 février trouva aux affaires, toute espèce d'intervention ou de coopération armée, le gouvernement français paraît avoir changé de résolution vers la fin du mois de juin de l'année dernière. M. Mendizabal avait demandé en avril :

1° L'interception absolue, pendant quelques mois, de toute communication entre la France et les provinces insurgées;

2° La garantie d'un emprunt;

3° L'occupation du Bastan.

Aucune de ces demandes n'avait été accueillie, bien que l'Angleterre prît à la même époque une attitude plus décidée sur la côte septentrionale de l'Espagne, et accordât une plus large coopération de ses forces navales et de ses troupes de marine. On rappelait à M. Mendizabal la promesse qu'il avait solennellement faite, et qu'il venait de répéter dans la *Gazette de Madrid*, de terminer la guerre par des moyens purement nationaux, et, sans rien préjuger pour l'avenir, on refusait tout dans le présent. On allait même plus loin : sur les plaintes des députés de la frontière des Pyrénées, on modifiait une ordonnance royale du 3 juillet 1835 qui prohibait absolument toute importation de vivres en Espagne, et ces modifications attiraient au gouvernement français, de la part du ministère espagnol, les reproches les plus vifs, les plus injurieux, les plus inconvenans, toujours répétés par la presse anglaise, fidèle écho de M. Mendizabal.

Cependant ce ministre étant tombé, le cabinet du 22 février prépara spontanément, et sans aucune demande spéciale de M. Isturitz, un recrutement considérable de la légion étrangère, joint à un ensemble de mesures dont l'exécution aurait engagé la France dans la question espagnole bien au-delà des limites où l'on s'était tenu jusqu'alors, et aurait même rendu l'intervention inévitable, si le plan adopté pour y suppléer n'avait pas tout le succès qu'on s'en promettait effectivement. M. de Bois-le-Comte fut chargé, par M. Thiers, d'aller offrir ces secours au gouvernement de la reine Christine, et partit avant que la première nouvelle des troubles de Malaga ne fût parvenue en France.

De cette donnée, essentielle à recueillir, il résulte que les conditions dans lesquelles on avait conçu, en faveur de l'Espagne, un nouveau plan de coopération sur une plus large échelle, subissaient de notables altérations au moment même où son exécution commençait à se réaliser. En effet, à mesure que M. de Bois-le-Comte se rapprochait du terme de son voyage, les choses changeaient complétement de face par les progrès de l'insurrection. Même avant les évènemens de la Granja, et dès l'arrivée de M. de Bois-le-Comte à Madrid, M. Isturitz et M. de Rayneval n'hésitèrent pas à déclarer que la question s'était prodigieusement compliquée dans l'intervalle qui la séparait de l'époque des résolutions prises à Paris par le ministère du 22 février. C'est ce qui explique sans doute pourquoi, avant la nouvelle de la révolution de la Granja, on a commencé, en haut lieu, à reculer devant l'exécution des mesures adoptées. Tout

annonçait que l'insurrection, si rapidement propagée dans le midi de l'Espagne et en Aragon, ne tarderait pas à être partout victorieuse, et que bientôt les destinées de la Péninsule passeraient forcément dans d'autres mains, encore inconnues, mais qui mériteraient assurément moins de confiance.

Quoique les secours dont M. de Bois-le-Comte apportait la promesse au gouvernement de la reine fussent considérables, et surtout fort bien combinés pour assurer le succès, ce n'était pas l'intervention. En voyant arriver le ministre français, tout Madrid pensa le contraire; tout Madrid voulait l'intervention, tout Madrid la croyait indispensable, et pour éteindre la guerre civile dont le siége aurait pu sans cela être facilement transporté de la Navarre en Catalogne, et pour empêcher, après l'extinction de la guerre civile, une réaction effroyable, et pour contenir le parti démagogique, et pour donner au gouvernement espagnol le temps de réorganiser l'administration, l'armée, les finances, la force publique, avec suite et avec unité, sous la protection d'une occupation française dont les circonstances auraient déterminé la durée. C'était aussi l'opinion de M. Isturitz. Il remercia M. de Bois-le-Comte des offres de secours qu'il lui apportait au nom du gouvernement français, et les accepta; mais il craignait que ces secours ne fussent insuffisans, et il regrettait vivement que les instructions de M. de Bois-le-Comte lui prescrivissent de déclarer que cette assistance était le dernier effort de la sympathie du gouvernement français pour la cause de la reine Isabelle II.

L'opinion de M. Thiers était différente. Le chef du cabinet du 22 février croyait fermement à la réussite du plan qu'il avait conçu, et dont sa prodigieuse activité d'esprit avait prévu les moindres détails. Puis il disait que, l'insurrection carliste une fois anéantie dans les provinces du nord, son principal foyer, elle ne pourrait plus que languir, et bientôt s'éteindre partout ailleurs; que le parti exalté ne serait plus à craindre quand il ne pourrait plus invoquer pour prétexte des mouvemens anarchiques, les victoires de don Carlos et la prolongation de la guerre civile, qui, depuis trois ans que durait cet état de choses, ranimaient de distance en distance la fièvre révolutionnaire. Il ajoutait que le gouvernement espagnol, débarrassé de son véritable ennemi par les généreux secours de la France, puiserait dans cette situation la force nécessaire pour se réorganiser paisiblement, et se laisserait guider par nos conseils, au grand avantage des deux pays.

C'est un autre système qui a prévalu. Les mesures adoptées par le

recrutement de la légion étrangère ont été abandonnées; les soldats qu'on avait enrôlés pour ce service dans les divisions de la frontière des Pyrénées, non sans mécontenter vivement les généraux et désorganiser les corps, ont été rendus à leurs régimens. On a ainsi solennellement réprouvé la révolution de la Granja, et il s'est formé un nouveau ministère, non, disait-il, pour abandonner la cause de l'Espagne, non pour trahir les engagemens du traité de la quadruple alliance, non pour reconnaître don Carlos s'il arrivait à Madrid, mais pour attendre et pour se replacer dans la situation où le ministère de M. de Broglie et celui de M. Thiers lui-même s'étaient maintenus obstinément, vis-à-vis de M. Mendizabal, depuis l'insurrection des juntes et la chute de M. de Toreno. La dispersion des amis de la France, le triomphe d'un parti qui se défiait d'elle, pour ne rien dire de plus; le travail des sociétés secrètes et des idées anarchiques dans l'armée avec laquelle nos soldats auraient dû marcher; l'épuisement du trésor espagnol, qui nous aurait imposé l'obligation de solder et d'entretenir la légion considérablement renforcée; ces juntes debout, ou légèrement transformées en commissions de pillage légal; ces cortès inconnues, dont on avait tout à craindre, tels sont les motifs qui déterminèrent l'attitude prise par le ministère du 6 septembre.

Le premier cabinet espagnol formé après la révolution de la Granja, et qui ne s'est complété qu'au milieu de septembre 1836, fut composé de la manière suivante:

M. Calatrava, ministre des affaires étrangères et président du conseil;

M. Landero, ministre de la justice;

M. Gil de la Cuadra, ministre de la marine;

M. Lopez, ministre de l'intérieur;

Le marquis de Rodil, ministre de la guerre;

M. Mendizabal, ministre des finances (1).

Il trouva les affaires dans une confusion inexprimable, où elles

(1) Ce ministère a été modifié plusieurs fois. Le général Rodil ayant pris le commandement de l'armée d'Aragon, le brigadier Camba fut chargé par *interim* du portefeuille de la guerre, qu'il résigna peu de temps après la destitution du ministre titulaire, ne voulant ni hériter de ses dépouilles, ni continuer de poursuivre son ancien chef et compagnon d'armes. Après la retraite de Camba, le département de la guerre fut confié, encore par *interim*, à M. Rodriguez Vera, député d'Albacete, nullité politique, administrative et militaire. Enfin, quand on ne put résister davantage à la clameur publique, le comte d'Almodovar, ancien collègue de M. Mendizabal pendant son premier ministère, fut nommé ministre de la guerre; mais ce choix paraît avoir provoqué la retraite de M. Lopez, ministre de l'intérieur, à la fin du mois de mars de cette année. Le comte d'Almodovar, commandant à Valence, y avait

restèrent pendant plus de deux mois avec fort peu de progrès. Ce ministère était forcé de désavouer les moyens et les instrumens de la révolution de la Granja, en justifiant la révolution elle-même; il demandait l'appui de la France, en se laissant aller aux plus étranges illusions sur le peu de stabilité qu'il attribuait à son gouvernement; il voyait sortir de l'Espagne tous les hommes éminens de la cause constitutionnelle, qu'il se reconnaissait impuissant à protéger contre les aveugles fureurs de la populace. Les soldats de la Granja effrayaient Madrid par leur indiscipline et l'extravagance de leurs prétentions. L'esprit public était assiégé de mille terreurs; mille projets incohérens, mille ambitions avides se heurtaient dans le sein du parti vainqueur. On croyait une grande puissance aux sociétés secrètes; on redoutait tous les jours quelque mouvement séditieux, arrêté la veille, disait-on, dans leurs conciliabules. On ne savait pas si la reine Christine conserverait la régence, et il était question de lui adjoindre ou de lui substituer cinq régens, pris dans les sommités de l'opinion démocratique. Enfin le trésor était vide; Gomez paraissait aux portes de Madrid; une foule d'officiers-généraux et d'officiers donnaient leur démission, plusieurs corps d'armée ne conservaient qu'un simulacre d'existence; résistait au gouvernement qui voulait, et l'enthousiasme menteur des provinces, où la population tout entière brûlait de se précipiter en masse sur les factieux, se dissipait en bravades ridicules et en séditions sans gloire comme sans danger. Trois grandes mesures furent prises au milieu de ce chaos, une levée de cinquante mille hommes avec faculté de s'exempter du service moyennant une certaine somme d'argent, la mobilisation de tous les gardes nationaux célibataires de dix-huit à quarante ans, une contribution extraordinaire, ou emprunt forcé, de 200,000,000 de réaux (50,000,000 de francs). Nous ne voulons pas condamner ces mesures. Il fallait bien, d'une manière ou d'autre, se procurer de l'argent, il fallait bien recruter l'armée, il fallait bien opposer des forces

réprimé un soulèvement dont M. Lopez était le chef principal, et quoique tout s'oublie en politique, il était difficile que l'ardent tribun de 1835 siégeât dans le même conseil auprès de l'homme qui avait eu à combattre sa fougue révolutionnaire. D'ailleurs M. Lopez embarrassait souvent ses collègues, qu'il n'estimait pas, et deux ou trois discours extravagans l'avaient perdu dans l'opinion publique. Après avoir donné sa démission, M. Lopez s'est mis aussitôt à la tête de l'opposition, qui l'en a récompensé en lui donnant toutes ses voix pour la présidence des cortès, à l'élection du mois d'avril; mais la majorité a manifesté son éloignement pour l'ex-ministre en portant ses suffrages sur un autre candidat. M. Pio Pita, chef politique de Madrid, homme intègre, mais dur, a remplacé M. Lopez au ministère de l'intérieur.

locales aux bandes carlistes, qui pullulaient sur tous les points. Mais la vérité nous commande d'ajouter qu'elles ont fort mal réussi. La *quinta*, ou la levée de cinquante mille hommes, a soulevé de très vives résistances, et il a fallu renoncer à l'accomplir dans de grandes et populeuses provinces, qui n'avaient pas trop de toutes leurs ressources en hommes et en argent pour se défendre contre les factieux. La mobilisation des gardes nationales s'est effectuée en partie; mais elle a envoyé des déserteurs aux carlistes, elle a été trop souvent, pour les petites villes et les campagnes, un véritable fléau, et les bandes, mieux servies par les paysans, fort rapides dans leurs marches, ont presque toujours échappé à la poursuite des mobilisés. Cependant il y a des gardes nationales non mobilisées, qui ont fait chez elles, dans le clocher de leur paroisse, dans le château-fort de leur petite ville, en combattant *pro aris et focis*, de ces admirables résistances dont l'Espagne est la terre classique. Quant à l'emprunt forcé, la répartition en ayant d'abord été faite d'une manière inique, arbitraire et capricieuse, il a eu le malheur de servir trop fréquemment des haines particulières, et il est devenu, en un grand nombre de lieux, un nouveau moyen de persécution politique, non-seulement contre les carlistes ou réputés tels, mais contre une classe nombreuse de propriétaires, désignés à l'oppression des juntes locales comme modérés et *estatutistes*, ou partisans du statut royal. Le gouvernement n'en a d'ailleurs pas retiré grand'chose. Comme le recouvrement n'en était pas confié à ses agens, les autorités provinciales en ont appliqué une partie considérable à leurs propres dépenses, aux fortifications des chefs-lieux, au paiement des troupes affamées qui venaient à y passer; et, en définitive, M. Mendizabal a reconnu lui-même devant les cortès, il n'y a pas long-temps, que le trésor avait à peine reçu 70,000,000 de réaux sur les 200 qui ont été imposés, c'est-à-dire un peu plus de 17,000,000 de francs, dans l'espace de six ou sept mois. Nous avons hâte de le répéter, il n'était peut-être pas possible qu'il en fût autrement. Cet emprunt, cette levée, cette mobilisation de gardes nationales, étaient peut-être indispensables, et enfin on a vécu sur ces faibles ressources; mais il nous sera bien permis de croire que la pauvreté des résultats, en accusant un peu le décousu de l'administration, accuse bien plus encore la gravité des désordres que la révolution a laissés après elle, et pourrait donner la juste mesure des sentimens de la nation envers les principes et les hommes de cette révolution.

On n'était pas encore sorti de la confusion dans laquelle les évène-

mens de la Granja précipitèrent l'Espagne, quand se sont faites les élections destinées à renouveler les cortès. C'était la troisième fois de l'année qu'on remuait la nation tout entière pour lui faire nommer des représentans. La reine régente n'avait accepté la constitution que sauf les modifications qu'y apporteraient des cortès spécialement convoquées. Celles-ci devaient avoir pour tâche principale de réviser la constitution, de confirmer les mesures extraordinaires arbitrairement prises par le ministère, et de statuer sur la régence, qui ne pouvait être exercée par la reine Christine sans une dérogation formelle à la constitution même qu'on venait de rétablir. Elles devaient, d'ailleurs, décider seules de ces grands changemens, car la chambre des procérès avait disparu dans la tempête avec le principe et les institutions du statut royal.

Le système de l'élection directe avait régi la formation de la dernière assemblée; cette fois on devait appliquer le système de l'élection indirecte, à plusieurs degrés, consacré par la constitution de 1812, et les opérations électorales mirent donc, à la lettre, toute l'Espagne en mouvement.

Les élections qui se sont faites en Espagne pendant la période constitutionnelle, et depuis la mort de Ferdinand VII, sous l'empire du statut royal, ont manqué généralement de sincérité. La liberté morale et physique n'y a jamais été assez grande, à cause de la faiblesse du gouvernement, pour que les cortès qui en sont sorties pussent être regardées comme la véritable expression de l'opinion nationale. Mais les dernières élections, faites le lendemain de la révolution de la Granja, sont assurément celles qui présentent, sous ce rapport, le résultat le moins satisfaisant. On n'imagine pas que la déception du système indirect puisse être poussée plus loin. Les populations rurales, indifférentes ou ennemies, n'y ont pris aucune part. Il y a même des provinces où la difficulté des communications a empêché tout simulacre de réunion. Dans les villes, le parti modéré, c'est-à-dire la très grande majorité de la classe moyenne, s'est effacé complètement. Cinq ou six cent personnes, sur des milliers qui devaient concourir aux élections du premier degré, se présentaient aux juntes de paroisse dans toute l'étendue d'une province, et il n'y a pas quinze mille citoyens qui, dans un système de suffrage universel, ou peu s'en faut, aient pris part aux opérations électorales de tous les degrés. Aussi, non-seulement ne retrouve-t-on pas dans les cortès actuelles un seul des hommes éminens de l'opinion modérée; mais il n'en est pas un dont on ait même prononcé le nom dans les

colléges électoraux, comme si d'un jour à l'autre la nation avait tout d'un coup vu des ennemis et des traîtres dans les plus illustres défenseurs de la cause libérale. « Quand bien même nous serions allés aux élections, disaient leurs partisans, si nous avions eu la majorité, ils n'en auraient pas siégé davantage dans les cortès; car on aurait fait aussitôt, comme en juillet, une nouvelle révolution pour les proscrire. » Cependant le triomphe du parti exalté s'est arrêté là. Les élections du mois de septembre 1836 ont été sa dernière manifestation générale, et depuis cette époque, les cortès et l'administration, poussées par l'opinion publique, remontent péniblement vers l'ordre, avec des succès mêlés de revers.

Le premier symptôme de cette réaction est la lutte soutenue par le gouvernement contre Gaminde, Calvo de Rosas, et quelques autres brouillons qui voulaient ouvrir un club à Madrid, sous le nom de *Société patriotique*. Le conseil municipal s'en était fort ému, et il avait adressé des représentations à ce sujet. Alors le ministère, encouragé par ces démonstrations d'un nouvel esprit public, déclara aux président et secrétaires de la société, qu'il ne lui permettait pas de se former, et qu'il s'opposerait à toute tentative de réunion. Cet essai de résistance eut un plein succès; il déjoua les plans insensés, mais dangereux, de quelques tribuns de bas étage, ridicules plagiaires de la révolution française dans ce qu'elle a eu de plus mauvais.

A partir de ce moment, il s'est rétabli un peu de sécurité dans la capitale; les citoyens paisibles ont repris confiance, et les chances que donne l'anarchie à don Carlos ont recommencé à diminuer. Quand l'ouverture des cortès a eu lieu, ce mouvement de réaction avait pris encore plus de consistance; les dispositions de la garde nationale de Madrid présentaient de meilleures garanties, et on s'élevait de toutes parts à l'idée de renforcer le pouvoir, qui en avait grand besoin et se hâta d'en profiter. Nous avons vu comment les cortès avaient été nommées. Leur origine et leur composition inspiraient beaucoup d'inquiétudes. On craignait que la régence ne fût point confirmée à la reine, et déjà on désignait parmi les nouveaux députés plusieurs personnages qui travaillaient à se la faire conférer, ou du moins à se faire adjoindre à la reine en qualité de co-régens. Cependant le ministère, que cette mesure aurait en quelque sorte annulé, et qui, d'ailleurs, en appréciait mieux tous les inconvéniens, promettait de s'y opposer et répondait même du succès. Il avait raison. Dès que les cortès furent ouvertes, et avant même que la moitié de leurs membres fussent arrivés à Madrid, soixante-six députés

signèrent et déposèrent sur le bureau la proposition de confirmer la reine Christine dans l'exercice de la régence; la seconde lecture en fut autorisée par cinquante-deux voix contre onze, et bientôt après, sur le rapport d'une commission spéciale, elle fut définitivement adoptée sans avoir eu de résistance sérieuse à vaincre. Six voix seulement sur cent trente protestèrent contre.

La tendance générale des cortès à ménager le pouvoir, à faciliter son exercice, à réformer plutôt qu'à détruire, s'est manifestée dès-lors avec un caractère de plus en plus rassurant. Néanmoins il y avait encore dans les esprits trop de préjugés, d'illusions et d'inexpérience, pour que le droit d'initiative accordé à chaque député n'amenât point quelquefois des propositions fort dangereuses. Telles sont, par exemple, toutes les motions faites dans les premières séances pour immiscer les cortès dans la direction des opérations militaires, soit par l'envoi de députés aux différens corps d'armée, soit par la communication hebdomadaire de toute la correspondance des généraux avec le ministère de la guerre. Ces motions, expliquées par le mécontentement universel qu'inspirait l'inaction de Rodil envoyé à la poursuite de Gomez, furent rejetées pour la plupart, et ce qui en resta fut sans importance et sans danger.

La réforme de la constitution, qui était le principal objet de la convocation des cortès, ne les a occupées qu'assez tard, à cause de la lenteur des formes et de la multiplicité des épreuves que chaque proposition doit subir. Plusieurs discussions importantes ont eu lieu avant celle-là, et entre autres la discussion d'un rapport de M. Caballero, au nom d'une commission chargée de présenter les meilleurs moyens de terminer promptement la guerre civile et d'activer les opérations militaires contre les factieux. Ce rapport concluait à autoriser l'épuration des gardes nationales, à donner des pouvoirs extraordinaires aux juntes d'armement et aux députations provinciales pour lever et entretenir des troupes, à créer dans chaque capitale de province des tribunaux révolutionnaires, jugeant sommairement et sans appel tous les cas de révolte et de conspiration. La discussion fut très vive, et aucune de ces propositions ne fut adoptée sans des changemens essentiels. On peut apprécier aujourd'hui jusqu'à quel point elles ont réussi, et si le mal qu'elles devaient guérir a perdu de son intensité. Mais la discussion a prouvé que les cortès elles-mêmes se défiaient beaucoup des juntes d'armement et de tout ce qui avait survécu des autorités insurrectionnelles : un grand nombre d'orateurs ont dénoncé leurs brigandages, et les actes d'oppression inutile aux-

quels se livraient ces puissances irresponsables, fortes de l'appui de la populace. Le ministre de l'intérieur, qui était alors M. Lopez, un des chefs de l'opinion démocratique, a montré, dès cette première discussion, tout ce qu'on pouvait craindre de sa turbulence et de sa fougue, en défendant l'institution des tribunaux révolutionnaires, que repoussait évidemment l'instinct de l'assemblée; il a prononcé un discours de tribun, fort embarrassant pour ses collègues qui ne tenaient pas le même langage et ne voulaient pas faire de terrorisme. Il a marqué alors sa place dans l'opposition où il est rentré trois ou quatre mois plus tard.

Pendant que cette discussion occupait les cortès, le ministère découvrit à Madrid une espèce de conspiration informe, dans laquelle se trouvaient impliqués les meneurs de la société patriotique dont le gouvernement avait empêché la formation; le ministère avait besoin de faire croire à sa force; il voyait les cortès pencher vers la modération : aussitôt il résolut de leur exposer la situation des affaires et de leur demander des pouvoirs extraordinaires avec l'autorisation pour les ministres de siéger dans l'assemblée. On sait que non-seulement ils ne pouvaient pas en faire partie, d'après la constitution de 1812, et c'est ce qui explique pourquoi M. Mendizabal, M. Calatrava, Rodil, ne furent élus nulle part, mais ils ne pouvaient s'y rendre que sur l'invitation expresse des cortès. Quant aux pouvoirs extraordinaires, ils consistaient dans la faculté de suspendre la liberté individuelle, d'éloigner de Madrid ou d'exiler les personnes suspectes, sous la responsabilité collective du ministère, prononçant l'exil en conseil.

Dès qu'on apprit à Barcelonne que le ministère demandait la faculté de suspendre la liberté individuelle, l'*ayuntamiento*, dit du progrès rapide, et plusieurs autres corporations s'agitèrent. On rédigea des pétitions aux cortès, qui furent appuyées par le député Vila; et le parti anarchique, qui perdait successivement toutes les positions, concentra ses espérances sur Barcelonne, qui devait bientôt lui échapper. Néanmoins on passa outre. Arguelles accusa la Catalogne de nourrir des opinions séparatistes qui éclataient au moindre prétexte, contesta le droit que s'arrogeait le conseil municipal de Barcelonne de faire des représentations aux cortès, et défendit, dans toute leur étendue, les pouvoirs extraordinaires demandés par le gouvernement. L'article qui permettait l'exil, en quelque sorte arbitraire, des personnes suspectes, fut le plus vivement disputé. Cependant il passa enfin le 17 décembre à la majorité de quatre-vingt-

quatorze voix contre quarante-sept. Un certain nombre de députés avaient jugé cette disposition exorbitante et lui refusèrent leur assentiment, quoique leurs opinions fussent très modérées, mais parce qu'ils craignaient sincèrement que le ministère en abusât. En effet, l'opposition systématique ne comptait pas quarante-sept voix dans l'assemblée, surtout à cette époque, et elle n'a guère dépassé le chiffre de trente-un, terme moyen, dans les divisions qui ont eu lieu sur les questions principales soumises à l'examen des cortès; mais déjà au mois de décembre Caballero était à sa tête. Le rival de Caballero en importance parlementaire, M. Olozaga, qui lui est bien supérieur, se maintenait au contraire plus près du gouvernement, soutenait fort souvent ses mesures et ne le combattait que sur des questions de détail. Dans la discussion des pouvoirs extraordinaires, il fut au nombre de ceux qui en redoutaient la trop grande extension, et ne les votèrent que conditionnellement; dans celle des moyens de terminer la guerre civile, il défendit avec beaucoup de mollesse l'article qui instituait des tribunaux révolutionnaires, et nous le retrouverons encore plus tard dans cette attitude indépendante, soutenue par un grand talent, qui ne manque ni de dignité ni d'avenir.

Le ministère de M. Calatrava n'a point abusé des pouvoirs extraordinaires votés en sa faveur, et souvent ils lui ont été fort utiles; mais quelque temps après ils ont servi de prétexte à une tentative d'insurrection dans Barcelonne, que les autorités de cette ville ont énergiquement réprimée, et qui l'a replacée sous l'empire de l'état de siége, levé par Serrano à la mort de Mina. Depuis les évènemens du mois d'août 1835, Barcelonne est restée un redoutable foyer de révolution; à mesure néanmoins que cette disposition turbulente et anarchique y augmentait la misère, déjà très grande par suite de l'état général de la Catalogne, il s'y est reformé, dans la bourgeoisie et dans la classe commerçante, un certain esprit de modération, qui a soutenu la lutte, sans trop de désavantage, contre les élémens de désordre, indigènes et étrangers, que cette populeuse cité nourrit dans son sein. Le général Mina y avait établi un état de siége rigoureux; il faisait déporter sans jugement et maintenait l'ordre, au nom des doctrines les plus libérales, par les moyens les plus despotiques. Au milieu des insurrections qui ont précédé la révolution de la Granja, Barcelonne est la dernière ville qui se soit prononcée pour la constitution, tant la main de fer qui l'étreignait avait de force. Mais ensuite, Mina expirant abandonna au général Serrano le commande-

ment de la principauté ; on leva l'état de siége; le parti démocratique, long-temps comprimé, envoya aux cortès des représentans d'une opinion très avancée, et au mois d'octobre la victoire fut couronnée, dans Barcelonne, par l'élection d'un *ayuntamiento* ardemment révolutionnaire. C'est celui qui protesta d'avance contre les pouvoirs extraordinaires demandés aux cortès par le gouvernement.

On ne peut douter que cet *ayuntamiento* n'ait favorisé la révolte des deux bataillons de la garde nationale le 13 janvier. Ses proclamations et ses actes l'avaient préparée. Aussi, quand la fermeté du général Parreño, capitaine-général par interim, eut rétabli l'ordre, avec le secours et l'appui non équivoque de l'élite des habitans de Barcelonne, la municipalité donna sa démission, comme si elle se reconnaissait vaincue. Peu après, son exemple fut suivi par la junte d'armement et de défense, et la députation provinciale se compléta dans le sens modéré. Il n'est pas inutile d'ajouter que, dans une exposition adressée aux cortès, la plupart des corporations industrielles de Barcelonne et les maîtrises de la bourgeoisie ont accusé cet *ayuntamiento du progrès rapide* d'avoir été nommé au mois d'octobre par un millier de citoyens tout au plus, le parti vainqueur ayant écarté tous les autres par la terreur. Le général Serrano, qui revint à Barcelonne au milieu de février, approuva, un peu à regret, dit-on, les changemens opérés en son absence, et qui furent ensuite plus énergiquement confirmés par le baron de Meer, actuellement vice-roi de la principauté de Catalogne. Malheureusement, le ministère espagnol a cru désarmer l'opposition des députés catalans en prescrivant au baron de Meer plusieurs concessions dangereuses, comme la réorganisation de l'*ayuntamiento* constitutionnel, et par ses ordres l'état de siége venait d'être levé, quand l'insurrection de Reus a fait éclater, par contagion, à Barcelonne, un second soulèvement, dont nous parlerons plus loin, pour ne pas trop anticiper sur l'ordre des évènemens.

Si la discussion des réformes à introduire dans la constitution, qui était le principal objet de la convocation des cortès, n'a pas eu lieu plus tôt, ce n'est pas qu'on ne s'en soit occupé de très bonne heure; mais on y procéda fort lentement, et avant d'aborder la constitution elle-même, on discuta les bases du système à établir ; puis les travaux de la commission et de l'assemblée furent arrêtés par une foule de propositions individuelles et de discussions sur les évènemens ou les rumeurs du jour, qui firent perdre un temps précieux.

La commission de réforme, complétée le 16 novembre, a été com-

posée des neuf membres dont les noms suivent : MM. Arguelles, Ferrer, Gonzalez, Olozaga, Sancho, Laborda, Torrens y Miralda, Acuña et Acevedo. Son premier rapport a été lu aux cortès par M. Olozaga, dans la séance du 30, et le 13 du mois suivant la discussion a commencé. Ce rapport ne comprenait, d'après l'ordre adopté, que les bases de la constitution, c'est-à-dire les principes essentiels dont l'application devait y être formulée en articles ; mais il suffisait pour faire juger de l'esprit dans lequel s'opérerait la réforme, et on vit aussitôt que si l'assemblée se rangeait aux idées de sa commission, la nouvelle loi fondamentale ne conserverait de la constitution de 1812 que le nom, et se rapprocherait beaucoup de la constitution belge, dont plusieurs journaux recommandaient le mécanisme à l'attention des cortès. En effet, le *veto* absolu accordé à la couronne, le principe des deux chambres, l'élection directe et plusieurs autres concessions de la même importance aux idées monarchiques, tout annonçait la volonté sérieuse de concilier dans la nouvelle charte les prérogatives nécessaires au pouvoir avec les garanties nécessaires à la liberté, et de rendre le gouvernement plus praticable qu'il ne l'avait été de 1820 à 1823. Toutes ces bases furent adoptées par les cortès, à une majorité qui ne laissait aucun doute sur le résultat de la discussion future. Cependant la lutte n'en a pas été moins vive, quand on a repris au mois de mars l'examen du projet tout entier, article par article.

L'assemblée comptait alors ordinairement de cent cinquante à cent soixante députés présens, rarement un plus grand nombre, quelquefois beaucoup moins. Le chiffre de l'opposition systématique s'est manifesté dans cette discussion, dès la première division, à la séance du 18 mars. Il s'agissait de voter sur l'ensemble du projet de constitution, qui non-seulement reproduisait toutes les bases dont nous avons parlé plus haut, mais contenait bien d'autres dérogations encore à la loi fondamentale de Cadix, par l'omission calculée de plusieurs dispositions essentielles. MM. Caballero, Fuente Herrero, Pascual, Soler, Montoya, avaient attaqué le projet, en disant qu'ils n'avaient pas été nommés sous l'empire de la constitution de 1812, solennellement rétablie par la victoire du peuple, pour faire une constitution nouvelle, empreinte d'un autre esprit, et où les législateurs de Cadix ne reconnaîtraient certainement pas leur œuvre glorieuse. On répondit que la nation n'avait pas borné les pouvoirs de ses représentans à telle ou telle réforme, qu'ils avaient reçu le mandat général de mettre la constitution à la hauteur des idées et des besoins

de l'époque, pourvu que le système de la monarchie représentative y fût consacré par toutes les garanties et les institutions qui sont indispensables à l'existence de cette forme de gouvernement. L'ensemble du projet fut adopté, après six jours de discussion, à la majorité de cent vingt-quatre voix contre trente-cinq, et plusieurs autres divisions ont reproduit ce chiffre de trente-cinq, élevé en certains cas jusqu'à quarante et quarante-un, comme représentant une opposition qui désapprouve et détruirait, à la première occasion favorable, l'œuvre tout entière si péniblement élaborée par les cortès actuelles, sous l'influence du ministère Calatrava.

M. Olozaga, rapporteur de la commission, est l'homme qui a fait la plus grande figure dans la discussion des réformes constitutionnelles, et c'est, à tout prendre, le talent le plus élevé dont la tribune espagnole puisse s'enorgueillir. Les cortès ont sans doute quelques autres orateurs et plusieurs spécialités en diverses branches de la science législative; mais ceux qui pourraient le disputer à M. Olozaga ne sont point assez de leur temps : les uns en sont opiniâtrément restés à la constitution de 1812, moulée sur les idées françaises de 1791; les autres n'ont que des passions révolutionnaires, et ne sont que des hommes de lutte, avec des lambeaux de terrorisme systématisé pour toute doctrine gouvernementale et pour toute faculté d'organisation politique. C'est l'influence de M. Olozaga qui a donné à la nouvelle constitution espagnole son caractère pratique, qui a fait rendre au souverain son importance dans l'état, qui a débarrassé la machine du gouvernement de rouages inutiles ou dangereux, comme le conseil d'état de la constitution de Cadix et la députation permanente des cortès; qui a fait éviter la tendance des législateurs de 1791 et de 1812 à tout régler géométriquement, et qui enfin a mis une nation monarchique en possession d'une charte où l'élément monarchique n'est plus entièrement sacrifié au principe électif.

Les articles qui concernent le sénat ont donné lieu à des discussions multipliées et très vives. Ils forment, dans la loi fondamentale, une partie tout-à-fait neuve, puisque la constitution de 1812 n'admettait qu'une seule chambre.

La commission avait proposé de conférer au souverain le droit de nommer les sénateurs, sur une triple liste de candidats, émanant des mêmes électeurs que la nomination directe des députés, et elle demandait en même temps que les fonctions de sénateur fussent à vie. Plusieurs orateurs, frappés de la contradiction qui existe entre

ces deux dispositions, réclamèrent, en faveur de la couronne, la prérogative de nommer directement les sénateurs, sauf certaines conditions d'âge, de services, de fortune; mais M. Calatrava, qui aurait dû accepter cette tendance des esprits à fortifier le pouvoir et tenter les chances du vote sur cette question, vint déclarer, comme autorisé par la reine, que sa majesté repoussait, au nom de sa fille et de la royauté, la prérogative demandée pour la couronne, et l'article de la commission fut adopté. Si nous sommes bien informés, le premier ministre n'avait pas été autorisé par la reine à faire ce sacrifice, ni surtout à faire intervenir son nom dans une discussion de cette nature; mais on croit que, les principes de la constitution de 1812 ayant déjà subi de si fortes atteintes, il a vu de grands inconvéniens dans une disposition qui aurait en quelque sorte rétabli la chambre des procérès, et qu'il a craint que l'opinion démocratique, déjà si froissée, n'en tirât contre les cortès un parti trop favorable à ses ressentimens et à ses vues.

Après l'adoption de l'article qui consacrait l'intervention de l'électorat dans la constitution de la seconde chambre, la discussion s'est établie sur la durée des fonctions de sénateur. M. Olozaga, qui n'avait point partagé l'avis de la commission sur ce point, a exposé, dans un discours remarquable, pourquoi il jugeait nécessaire de les restreindre à un certain nombre d'années. Ses raisons étaient plausibles. Il ne comprenait pas que, le principe électif ayant été appliqué à la composition de la seconde chambre, ce corps ne fût point obligé de se retremper périodiquement à sa source. Il en résulterait alors pour le sénat, disait-il, une prépondérance d'autant plus fâcheuse que les hommes vieillissent vite en Espagne. On rejeta l'article de la commission, pour sanctionner le principe de la durée limitée; mais ce ne fut qu'à la majorité de huit voix, quatre-vingt-onze contre quatre-vingt-trois, la division la plus nombreuse que nous ayons remarquée dans les procès-verbaux des cortès : tant il est vrai qu'on attribue toujours à un sénat, chambre des pairs ou seconde chambre, une mission de conservation et de résistance à l'esprit novateur et mobile de la démocratie, mission qui, pour s'exercer avec succès, semble avoir besoin de la durée dans le corps qui en est investi, afin que les traditions politiques aient le temps de s'y former et de s'y maintenir!

Dans la plupart des constitutions qui reconnaissent deux chambres électives, on a rendu hommage à cette vérité. Le sénat belge dure huit ans, et se renouvelle par moitié tous les quatre ans, et voici la combinaison assez bizarre et pleine d'inconvéniens, au moyen

de laquelle on y a pourvu dans la nouvelle constitution espagnole. C'est une sorte de transaction entre plusieurs systèmes différens. Toutes les fois que la chambre des députés cessera d'exister, soit par dissolution, soit par l'expiration de ses pouvoirs, dont la durée est limitée à trois ans, il sera procédé au renouvellement d'un tiers du sénat. Cette combinaison établit entre les séries de la seconde chambre des inégalités possibles de durée. Telle série peut épuiser son *maximum* légal de neuf ans, tandis que telle autre peut n'avoir que six, que cinq, que quatre ans d'existence; et comme la couronne voudra sans doute exercer son droit de dissolution, il est probable que les sénats dureront toujours moins de neuf ans.

En adoptant ce système, on a voulu que le sénat ne restât point étranger aux grands changemens d'opinion qui pourraient se faire dans le pays, d'une législature à une autre, et qu'il en eût au moins un reflet, pour modifier une assemblée élue sous des impressions différentes. Cependant il nous semble que cette partie de la constitution est vicieuse, compliquée dans son mécanisme et remplie d'inconvéniens dans son exercice.

Le nombre des sénateurs sera égal aux trois cinquièmes de celui des députés. Ils seront nommés par chaque province en proportion de sa population; les princes, fils du roi, et héritiers immédiats de la couronne, siégeront dans le sénat à l'âge de vingt-cinq ans, l'âge d'éligibilité pour les autres sénateurs étant fixé à quarante; enfin, la nomination du président et du vice-président de la seconde chambre appartient à la couronne. Telles sont les autres dispositions constitutionnelles qui se rapportent au sénat. Celle qui accorde aux membres de la famille royale le droit d'y siéger à vingt-cinq ans fut vivement combattue, mais adoptée par cent vingt-quatre voix contre trente-six, chiffre ordinaire de l'opposition Caballero.

Nous avons vu que les ministres avaient obtenu le droit de siéger dans les cortès, et déjà M. Lopez, ministre de l'intérieur, avait été admis en qualité de député d'Alicante. Ces dispositions provisoires ont été confirmées par l'article 62 de la constitution, qui porte que les ministres pourront faire partie de l'une des deux chambres.

Au commencement de la session, dès que la tendance des cortès se fut prononcée, l'opposition, dans laquelle figurait déjà au premier rang M. Caballero, avait cherché à retarder l'œuvre de la réforme, en demandant, pour toutes les modifications qui seraient apportées à la constitution de 1812, la majorité des deux tiers de l'assemblée.

Mais les cortès décidèrent, à quatre-vingt-neuf contre vingt, que la majorité absolue suffirait, et elles écartèrent ainsi une grande difficulté; car il aurait fallu réunir sur chaque question cent cinquante voix affirmatives, puisque l'assemblée se compose de deux cent vingt-cinq membres, et c'est un chiffre auquel ne s'est pas élevée une seule fois la majorité gouvernementale. On aurait donc arrêté, par ce moyen, les travaux de l'assemblée. Plus tard, la même opposition, qui venait de se renforcer par l'accession de M. Lopez, a essayé d'un autre expédient pour arriver au même but. Le 2 avril, un député de Valence, nommé don Ascension Tarin, a déposé dans les bureaux une proposition à cet effet : « Que, attendu que les députés actuels, ne tenant leurs pouvoirs que de la constitution de 1812, n'ont qualité que pour la réviser, et non pour lui en substituer une autre, le congrès voulût bien renoncer à la discussion du nouveau pacte fondamental pour s'occuper exclusivement de terminer la guerre civile, » ajoutant que si sa proposition n'était pas admise, il se croirait obligé de se retirer de l'assemblée. Invité à la développer, M. Tarin, qui a joué dans cette affaire le rôle d'enfant perdu du parti Caballero, s'est renfermé dans un silence opiniâtre, faute de moyens oratoires, et il a été résolu, à quatre-vingt-dix-sept voix contre cinquante, que la proposition ne serait pas admise à discussion; et puis elle a été l'objet d'un vote de blâme formel, à la majorité de cent une contre trente-deux. M. Tarin s'est, en effet, abstenu de reparaître dans les cortès, au moins de quelques jours; mais il a signé la constitution que ses collègues ont achevée sans lui le 27 avril.

D'après ce que nous en avons dit, on peut juger du mérite de ce travail. Assurément ce n'est point une œuvre parfaite; et si nous en avions entrepris l'examen détaillé, nous aurions eu bien des défauts à y relever. Mais ces défauts disparaissent en quelque sorte quand on la compare à l'impraticable constitution de Cadix, qu'elle est destinée à remplacer. Cependant cette constitution de 1812, renversée si facilement et si vite par les mains qui l'avaient relevée, régit encore aujourd'hui l'Espagne sous bien des rapports. L'administration provinciale a été réformée en 1836, après la révolution de la Granja, suivant les dispositions qu'elle consacre, et qui ne sont plus en harmonie avec le nouveau système électif. Peu à peu l'Espagne sortira de ce chaos de constitutions, de lois et de coutumes incohérentes. Aussi bien n'est-ce pas malheureusement ce qu'elle a de plus pressé. Le désordre et l'épuisement de ses finances, le fléau de la guerre civile qui s'éternise, les habitudes d'insubordination dans l'ar-

mée, de révolte dans les provinces, d'égoïsme dans les individus, d'apathie dans les populations, le relâchement de tous les liens sociaux, la fatigue de tous les ressorts du pouvoir dans les derniers rouages de la machine politique, voilà les maux qui appellent un prompt remède; voilà les tristes symptômes de désorganisation et de décrépitude contre lesquels ne peuvent rien ni les lois, ni les chartes, ni les discours, et que la forte main, la volonté intelligente de véritables hommes d'état sont seules capables de combattre avec succès. Peut-être l'Espagne avait-elle trouvé un de ces hommes : c'était M. Isturitz; mais il est aujourd'hui en accusation devant les cortès, et c'est à peine si le ministère espagnol pourrait lui garantir une pleine sécurité dans sa patrie pour venir répondre à ses accusateurs. Peut-être, dans les profondeurs de l'avenir, quelque autre grandit ignoré, pour paraître à son heure; mais jusqu'ici aucun ne se rencontre, même à l'horizon le plus lointain. Des médiocrités en tout genre se disputent un pouvoir sans force et des dignités sans honneur. La guerre civile moissonne de temps en temps les plus braves, des Irribaren, des Gurrea, des Léon, des Conrad, dont la glorieuse mort n'assure pas même le triomphe de leur cause. Des révolutions inutiles et les préventions de l'esprit de parti éloignent successivement des affaires, de la tribune, des conseils de la nation et du souverain, les illustrations les plus pures, les plus brillantes lumières, les plus hautes expériences politiques, les cœurs les plus droits et les plus fermes raisons. Quand on envisage cette situation vraiment déplorable du parti de la reine en Espagne, il n'y a qu'une seule chose qui console et qui empêche de perdre tout espoir : c'est de ne voir dans le parti de Carlos, avec beaucoup de ténacité, de courage et même d'habileté militaire, aucune intelligence supérieure, comme il y en a quelquefois au service des plus mauvaises causes, de sorte qu'entre les deux partis les armes sont égales. Mais on s'indigne davantage de l'impuissance du premier, parce qu'on lui suppose plus de ressources, parce qu'on croit que les sympathies les plus honorables de la nation sont en sa faveur, et parce qu'on désire son triomphe.

Aussitôt après les évènemens de la Granja, quand Gomez était aux portes de Madrid, quand le général Cordova se retirait en France, quand l'armée de la reine présentait tous les symptômes d'une désorganisation complète, on a cru que la révolution du 13 août donnerait à la guerre civile un grand élan, et que don Carlos prendrait, hors de la Navarre, une offensive redoutable et décidée.

Ces craintes, que justifiaient les circonstances, ne se sont pas réalisées. L'offensive s'est bornée à cette aventureuse expédition de Gomez, qui n'a servi qu'indirectement la cause carliste, et au siége de Bilbao, dont la coopération angaise a seule empêché le succès, sans que sa levée ait eu, pour la cause constitutionnelle, les résultats qu'on devait s'en promettre. Cependant, si l'impuissance de rien faire de grand et de décisif s'est manifestée de part et d'autre avec plus d'évidence que jamais, pendant le cours de la dernière année, la guerre civile n'en a pas eu moins d'activité : elle a présenté des évènemens d'une haute importance; elle a étendu sa sphère, elle a jeté de plus profondes racines dans cette terre qu'elle épuise, et en se prolongeant elle semble avoir acquis en même temps des moyens et des raisons pour se prolonger plus encore, loin que sa durée en ait usé les forces et permette à l'humanité d'en espérer la fin prochaine.

Notre intention n'est pas de décrire minutieusement les faits multipliés de la guerre civile dans les provinces insurgées, en Catalogne, dans le royaume de Valence et dans les provinces si audacieusement traversées par Gomez, depuis la révolution de la Granja. Mais il est nécessaire d'en rappeler succinctement les principaux, pour qu'on apprécie bien, d'abord le peu d'influence que la révolution a exercée sur la question militaire, et ensuite la force et les chances respectives des deux causes qui se combattent. C'est à l'inexorable réalité des faits qu'il faut demander, contre les partisans maladroits de l'une et de l'autre, justice de leurs puériles déclamations.

Les faits saillans de la guerre civile, depuis la révolution de la Granja, sont l'expédition de Gomez, le siége de Bilbao, l'inutile expédition de Sanz dans les Asturies et en Castille par le nord-est, plusieurs engagemens heureux, dans le royaume de Valence et en Catalogne, avec les bandes carlistes, comme l'affaire de San-Quirze, le 4 octobre, où fut tué le baron d'Ortaffa, et dont les résultats forcèrent Maroto à se rejeter sur le territoire français; la prise de Bicerte et de Cantaviéja; l'invasion du royaume de Valence et de la Manche au mois de mars de cette année, par Forcadell et Cabrera, qui avaient réparé toutes leurs pertes; un peu avant, le désastre d'une brigade de l'armée du centre à Siete-Aguas; le 16 mars, l'échec essuyé par la légion anglaise devant Hernani; les retraites successives de Saarsfield et d'Irribaren sur Pampelune; enfin la prise d'Irun par le général Évans, et au moment où nous écrivons ces lignes, l'expédition de l'infant don Sébastien en Catalogne, évènement d'une grande portée, qui a déjà eu de bien funestes conséquences, et qui

se lie évidemment à une combinaison générale dont l'issue est encore douteuse.

Maintenant, si on voulait grouper ces faits en situations générales à diverses époques, on trouverait à peu près les phases et les vicissitudes suivantes.

Pendant les premiers mois qui suivent la révolution de la Granja, les succès de Gomez, la défaite des troupes constitutionnelles à Jadraque par ce chef hardi, la trop longue impunité de ses courses à travers la Manche, sa jonction menaçante à Utiel avec Cabrera, le peu de résultats de l'avantage remporté à Villarobledo par les troupes de la reine, l'invasion de l'Andalousie, la prise de Cordoue, la destruction du corps des volontaires de Malaga, commandés par Escalante à Baena, le commencement du siége de Bilbao, l'organisation ou l'essai d'organisation des bandes catalanes par Maroto, l'anéantissement de l'armée du centre, forment un ensemble de faits qui inspire les plus graves inquiétudes aux amis de la cause libérale, qu'ils constituent en état d'infériorité.

A cette période de revers et d'humiliation succèdent de meilleurs jours. Gomez poursuit ses succès; mais il n'établit nulle part un nouveau foyer d'insurrection carliste. Les généraux de la reine combinent mal leurs opérations, et ne s'entendent pas assez bien pour le détruire; mais quand ils l'atteignent, ils le battent; et enfin Narvaoz le contraint à regagner précipitamment la Navarre, sans avoir pu donner à son aventureuse expédition le caractère d'une diversion permanente. La bataille de San-Quirze, gagnée au commencement d'octobre par le brigadier Ayerbe sur Maroto et le baron d'Ortaffa, oblige le premier de ces deux chefs, homme dangereux par ses talens et l'énergie de son caractère, à se rejeter sur le territoire français, en abandonnant l'œuvre difficile de l'organisation des bandes catalanes. Sanz, battu dans les Asturies et dans la province de Burgos, est forcé de retourner en Biscaye, après avoir perdu beaucoup de monde. Cabrera éprouve défaite sur défaite depuis sa séparation d'avec Gomez; les autres chefs ne sont pas plus heureux. Albuin, Gurrea, Borso, San-Miguel, obtiennent de brillans succès contre les factions catalanes et aragonaises. Enfin le siége de Bilbao est levé, après une de ces héroïques résistances qui feront l'éternel honneur de l'Espagne.

L'année 1837 s'ouvre sous de favorables auspices : la supériorité morale a passé du côté de la cause constitutionnelle; mais il se prépare une funeste réaction. L'inquiétude succède au premier enthousiasme

en voyant Espartero, Saarsfield, Evans, s'obstiner dans une inaction dont on ne comprend pas les motifs. Espartero est malade, ses troupes sont exténuées et manquent de tout. La légion Evans est mécontente, quoique le gouvernement espagnol s'impose en sa faveur bien plus de sacrifices que pour la légion française, dont les services ne sont ni appréciés ni reconnus. Pour faire le moindre mouvement hors de Pampelune, Saarsfield est obligé d'emprunter 40,000 piastres aux habitans de cette ville, qui les lui accordent sous l'impression de la délivrance de Bilbao, et les redemandent ensuite quand ils ne le voient pas bouger. La légion française, jalousée par les généraux espagnols, est menacée, au mois de février, d'une dissolution complète, par suite de l'insuffisance des ressources envoyées de Madrid et des mauvaises mesures prises à son égard. D'ailleurs, l'insubordination s'accroît dans les rangs supérieurs de l'armée. La querelle de Narvaez et d'Alaix préoccupe tous les esprits; on craint les relations de Narvaez avec le parti réactionnaire; les officiers, fort imprudemment attaqués par M. Mendizabal dans les cortès, lui répondent par des insultes publiques, et le mécontentement de l'armée est à son comble. C'est pendant cette troisième période que Cabrera et Forcadell ont envahi la Manche, pénétré dans Albacete, Orihuela, Elche, menacé Valence, Alicante et Murcie, détruit, à Siete-Aguas et à Burjasot, deux brigades de l'armée du centre, et jeté le trouble jusque dans Madrid. Puis est survenue la désastreuse affaire d'Hernani, où Villaréal et l'infant don Sébastien auraient anéanti la légion anglaise, si les troupes de marine débarquées par lord John Hay n'avaient protégé sa retraite jusque dans Saint-Sébastien. De là des récriminations sans fin contre la perfidie ou la lâcheté des généraux espagnols du côté des Anglais, et de l'autre côté une recrudescence de mépris contre des auxiliaires si coûteux et si peu utiles. En Catalogne, seulement, les troupes de la reine, bien dirigées, ont conservé l'avantage sur les bandes nombreuses et féroces qui désolent cette province.

Sur la fin d'avril, Oraa et ses lieutenans étaient parvenus à refouler Cabrera et Forcadell dans leurs montagnes, et quelque temps après, la légion anglaise, bien affaiblie, comme on en peut juger par son état actuel, avait réparé l'échec d'Hernani par la prise d'Irun. Mais la retraite du général Évans, à la suite de ce succès, semble prouver qu'il a craint de voir flétrir ses lauriers, s'il restait plus long-temps au service de l'Espagne. Il est retourné siéger au parlement, et le corps qu'il commandait, réduit à une brigade de

quinze cents hommes, ne les compte même plus aujourd'hui. On ne le regrette certainement pas en Espagne. Les hideux excès qui ont suivi la prise d'Irun ont confirmé les uns dans leur haine et les autres dans leur indifférence, mêlée d'aversion, pour les étrangers auxiliaires, recrutés à Londres en 1835. Le système de la coopération indirecte a fait son temps. Il est jugé. La légion française qui vient de perdre son digne chef, et qui est aussi réduite à une poignée d'hommes, avait une tout autre valeur. Depuis qu'elle a mis le pied sur le territoire espagnol, elle a presque constamment tenu la campagne, au milieu de privations inouies et qu'il a fallu des forces surhumaines pour supporter. C'était une troupe vraiment française, admirablement organisée et disciplinée, soutenue par le sentiment de l'honneur et l'orgueil du drapeau. Elle s'est honorée en Espagne par une conduite et par un courage au-dessus de tout éloge. Quand elle agissait seule, toutes ses entreprises, habilement combinées, étaient couronnées de succès; quand elle marchait avec les troupes espagnoles, soit au premier rang, soit à l'arrière-garde, elle rendait toujours les plus grands services, et plus d'une fois elle a seule protégé des retraites, qui sans elle n'eussent été que des déroutes. Il est fâcheux qu'on ait sacrifié cette brave légion aux combinaisons d'une politique irrésolue, et le gouvernement espagnol, qui surtout depuis la révolution de la Granja, l'a laissée périr sans secours, regrettera plus d'une fois l'indifférence avec laquelle il a accueilli toutes les réclamations faites en sa faveur.

Depuis que les armes de la reine ont repris le dessus dans les provinces du nord, bien qu'elles ne soient pas maîtresses des principales vallées où il avait concentré ses moyens de défense, le prétendant a transporté ailleurs le foyer de la guerre civile. Cette expédition était depuis long-temps prévue, et c'était là ce que devait faire don Carlos quand l'épuisement de la Navarre, de la Biscaye et du Guipuzcoa ne lui permettrait plus d'y entretenir des forces aussi nombreuses. La rareté des subsistances s'y faisait déjà sentir depuis long-temps, et l'ordonnance du 20 janvier qui a fermé la frontière aux exportations de farines et autres provisions de bouche, avait considérablement aggravé cette situation. Aussi le ministère espagnol sentait-il tout le prix de ce retour à l'ordonnance du 3 juillet 1835, et celle de 1837 est, quoi qu'en disent les feuilles légitimistes de Paris, une des causes principales qui ont déterminé don Carlos à tenter son expédition de Catalogne, dont il est encore bien difficile d'assigner le véritable but.

En sortant de la Navarre, don Carlos avait paru manœuvrer pour

passer l'Èbre vers le milieu de son cours, et les généraux de la reine s'attachèrent d'abord à rendre impossible l'exécution de ce projet. Puis il s'éloigne du fleuve, prend la route de Catalogne, et semble se diriger sur le pays montagneux que les bandes catalanes ont choisi pour en faire le centre et l'appui de leurs opérations. On lui attribue alors le dessein de recruter son armée parmi elles, et de leur donner une meilleure organisation, comme l'avait essayé, l'année précédente, le général Maroto. Dans cette supposition, le danger se serait éloigné de Madrid, et le prétendant n'aurait fait que chercher une autre Navarre dans les montagnes de la Haute-Catalogne. Est-ce le manque de vivres et le peu d'accord des Catalans avec les Navarrais qui ont fait descendre don Carlos de Solsona sur Agramunt et puis sur le bas Èbre? ou bien ne voulait-il que réchauffer l'insurrection par sa présence dans un pays qui lui est dévoué, et réaliser du côté de Tortose le passage de l'Èbre, qui aurait été le véritable but de l'expédition dès sa sortie de la Navarre? C'est ce qu'on ne peut guère déterminer, à si peu de distance des évènemens; mais nous inclinons à penser que le passage de l'Èbre au-dessous de Tortose a dû être effectivement le but de l'expédition, parce que le succès en était assez sûr, et que cette direction des opérations militaires présentait de fort grands avantages.

Deux fois on a rattaché avec beaucoup de vraisemblance les mouvemens de l'expédition navarraise à des préparatifs que la Sardaigne tolère ou encourage dans ses ports, pour lui procurer ce dont elle manque le plus, des armes et des munitions de guerre; la première fois, quand elle a paru se diriger vers la côte de Catalogne, après son échec à Guisona; la seconde, quand on l'a vue passer l'Èbre si près de son embouchure, et qu'on lui a supposé l'intention de descendre le long du littoral dans le pays de Valence. La première fois, c'était une erreur; mais si don Carlos s'établit et réorganise son armée au moyen des renforts que lui amènent Cabrera et les autres chefs du Bas-Aragon, dans les montagnes au nord-est de Valence, il est probable qu'on cherchera à opérer quelque débarquement d'effets militaires, soit à Vinaroz, soit à San Carlos de la Rapita, dans la baie des Alfaques.

D'après les dernières nouvelles, l'expédition carliste est arrivée sans obstacle à Cantarvieja. C'est le point culminant du groupe de montagnes qui domine et sépare les trois provinces d'Aragon, de Catalogne et de Valence. Cette importante position est au centre d'un pays de difficile accès, où les bandes carlistes se sont très souvent

retirées, après leurs incursions dans la Manche et les provinces limitrophes. Cependant il y aurait encore loin de là à Madrid, si l'armée du général Oraa, qui se trouvait à la même époque sur la droite et en tête des forces carlistes, dans les environs d'Alcaniz et de Teruel, agissait avec vigueur et décision, comme l'exigent les circonstances les plus critiques où se soit trouvée la cause de la reine depuis le commencement de la guerre civile.

Ce qu'il faudrait au gouvernement de la reine, avant même une bonne armée, pour terminer la guerre civile, ce serait de l'argent, parce qu'avec de l'argent il aurait une bonne armée, parce qu'il y maintiendrait constamment la discipline, parce qu'il aurait sur les chefs carlistes un puissant moyen d'action, parce qu'il n'enverrait pas sans cesse aux bandes qui désolent le royaume des renforts de déserteurs. Ce fut une illusion de compter sur des corps francs ou sur des milices mobilisées. De pareilles troupes n'ont réussi, et encore très imparfaitement, qu'en Catalogne. Partout ailleurs elles n'ont commis que des excès, ou se sont déshonorées par la plus odieuse lâcheté, mêlée aux plus ridicules fanfaronnades. Cela s'est vu dans l'Andalousie, à l'époque de l'expédition de Gomez, dans l'Estremadure, quand le général Rodil fit un appel au patriotisme de cette province, et tout récemment dans le royaume de Valence. Quand le général Oraa est arrivé à Valence, au mois d'avril, avec la mission de mettre promptement un terme aux incursions dévastatrices de Forcadell et de Cabrera, quoiqu'il eût peu de troupes à ses ordres pour accomplir cette tâche, son premier acte a dû être la dissolution de deux corps francs, dont les brigandages étaient devenus aussi affreux que ceux des bandes carlistes.

Il faut donc de l'argent. Mais où le trouver? L'Espagne elle-même est épuisée, parce que rien ne s'y reproduit, que l'industrie est paralysée, que le commerce extérieur est mort, que les travaux de l'agriculture sont abandonnés sur quelques points, faute de bras, de capitaux, de sécurité, des premiers moyens d'exploitation. Il y a des provinces qui, écrasées de réquisitions en nature, ont payé d'avance plusieurs années de certains impôts, et qui, envahies par les factions, ne demandent pas qu'on les vienne défendre, pour n'avoir pas à nourrir à la fois leurs défenseurs et leurs ennemis. La vente des biens nationaux procure, de temps en temps, quelques ressources, et il est à remarquer que les prix d'adjudication sont bien supérieurs aux estimations primitives; mais ce n'en est pas moins, dans son ensemble, une fort mauvaise opération. Les acheteurs obtiennent de

longs termes pour payer, et ils paient souvent en titres et créances de diverses natures et de diverses origines, sur le gouvernement, qui sont actuellement sans valeur, puisque les intérêts ne sont pas servis, et, pour un grand nombre de ces dettes, ne le seront peut-être jamais. Il y a telle propriété ecclésiastique vendue comme bien national, dont le trésor n'a pas retiré, en capital réel, ce qu'il percevait sur elle chaque année, en droits et contributions de toute espèce, parce que ce genre de propriétés en acquittait de très considérables. L'avenir, nous le savons, nous l'espérons au moins, effacera les misères du présent; mais le déficit s'accroît de jour en jour, on ne pourvoit à aucun service, le trésor ne remplit aucune obligation, tout manque à la fois.

M. Mendizabal, qui a épuisé toutes les ressources d'une imagination féconde en expédiens, et qui ne se laisse pas arrêter par de vulgaires scrupules, semble reconnaître aujourd'hui que ce système dilatoire est arrivé à son terme; car depuis plus de trois mois il travaille à la conclusion d'un emprunt à l'étranger. Un riche capitaliste espagnol avait fait ou accepté des propositions pour un capital nominal de 800,000,000 de réaux (200,000,000 de francs), que diverses conditions auraient certainement réduit d'un tiers; mais il demandait la garantie, au moins morale, des deux gouvernemens de France et d'Angleterre, qui l'ont refusée (1). Cette négociation n'a donc pas eu de suites. Maintenant il est fortement question d'un autre emprunt moins considérable, qui se négocierait à Londres, et pour sûreté duquel le gouvernement espagnol offrirait les revenus de Cuba et de Porto-Rico. On assure que celui-là est en voie de réussir. Si cette combinaison n'est pas accompagnée de mesures propres à soulever, de la part de l'administration coloniale, une résistance qui serait difficile à surmonter, malgré ses inconvéniens, il faudrait l'accueillir. Elle en a certainement beaucoup moins que le projet d'un traité de commerce avec l'Angleterre, ou de concessions commerciales faites à cette puissance, par voie de réglemens douaniers, dont il a été aussi question, et au moyen desquels on obtiendrait d'elle un fort subside; car non-seulement on devrait craindre alors que les tendances séparatistes de la Catalogne ne prissent un caractère sérieux, et n'entraînassent Valence par la communauté d'intérêts; mais la France ne pourrait, ce nous semble, tolérer des arran-

(1) Les différends survenus entre M. de Campuzano, ministre d'Espagne à Paris, et le gouvernement français se rattachent à cette affaire, que M. de Campuzano avait eu le tort de ne pas vouloir traiter dans les formes accoutumées.

gemens qui changeraient, à son préjudice, une situation garantie par d'anciens traités. Il en résulterait donc infailliblement une grave perturbation dans le système de la quadruple alliance, et nos départemens méridionaux se plaindraient alors, avec trop de raison, des sacrifices qu'il leur impose, pour qu'il fût sage ou possible de les exiger plus long-temps.

L'Espagne est maintenant assez calme. L'insurrection qui a éclaté, dans les premiers jours du mois de mai, à Barcelonne, quoique fort sérieuse, n'a cependant servi qu'à compromettre plus encore la bourgeoisie de cette grande ville dans les voies de l'ordre et de la modération. Les mesures rigoureuses, mais nécessaires, que les autorités militaires et civiles ont adoptées à la suite de cette coupable tentative pour prévenir un nouveau soulèvement du parti républicain, se sont exécutées sans résistance et sans trouble. L'empire des lois est rétabli sur tous les points où s'était propagée la révolte, et l'invasion de la Catalogne, par les carlistes, a momentanément effacé les divisions du parti constitutionnel. Valence ne songe qu'à défendre ses murs, sans cesse menacés par des bandes audacieuses et féroces. Cadix est tranquille. A Malaga, le général Quiroga et ses successeurs dans le commandement de cette partie de l'Andalousie se sont attachés à neutraliser, autant que possible, tous les élémens de désordre que renferme une des populations les plus remuantes de l'Espagne, et ils ont réussi. On a désarmé la populace, on a puni les assassins, on a dispersé les fauteurs de séditions. Enfin les dispositions de la garde nationale de Madrid sont rassurantes, et le ministère affecte de ne plus craindre que les complots des réactionnaires ou partisans du statut royal, qui sont l'objet de toutes ses rigueurs.

Mais ce ministère lui-même est-il bien certain de son avenir? nous ne le croyons pas. L'opinion générale est qu'il doit prochainement subir un changement essentiel dans sa composition. La majorité des cortès en a beaucoup moins adopté les hommes que la direction politique; et toutes les fois qu'il s'est agi, soit à propos de finances, soit à l'occasion des malheurs de la guerre civile, de déclarer qu'on ne le trouvait ni assez prévoyant, ni assez habile, ni assez heureux, la majorité s'est affaiblie, et quelquefois même lui a fait défaut. Au moment où nous écrivons ces lignes, il y a crise. L'opposition des cortès et le parti modéré, dont l'existence ne se révèle plus que par une presse fort bien maniée, travaillent, de concert, au renversement du ministère Calatrava. Dans celui-ci, on sent la nécessité de se modifier; et chacun est à la recherche de nouveaux alliés. Mais on n'est

pas encore parvenu à s'entendre, et M. Calatrava reste le collègue de M. Mendizabal. Au milieu de tous ces embarras, le parti modéré nous semble trop impatient, non pas de revenir aux affaires (il n'a, en ce moment, aucune chance de succès), mais d'user contre les difficultés du pouvoir une autre nuance de l'opinion qui l'en a fait tomber.

La constitution nouvelle, acceptée et jurée par la reine régente au nom de sa fille, a été solennellement promulguée à Madrid et dans toutes les grandes villes d'Espagne. L'ordre n'a été troublé nulle part à cette occasion, et l'approbation du pays semble ratifier l'œuvre des cortès. Mais l'assemblée ne doit pas se séparer, avant d'avoir voté les institutions organiques et les principales mesures de réforme destinées à compléter la révolution dans l'ordre politique et dans l'ordre civil. La loi électorale et la suppression des dîmes ont déjà signalé cette seconde phase de son existence, que le ministère cherchera sans doute à prolonger le plus possible, pour n'avoir pas en même temps la guerre civile à combattre et deux nouvelles chambres à manier. Cependant la promulgation du pacte fondamental a soulevé une grave question, celle du maintien ou de la suppression des *fueros* de la Biscaye et des trois autres provinces. Légalement cette question n'en est pas une. La constitution s'applique à toute la monarchie espagnole, et doit en régir toutes les parties. Mais en fait, les provinces qui avaient conservé leurs priviléges ne veulent pas s'en dessaisir; et ce n'est pas des insurgés carlistes que nous voulons parler, c'est de la population libérale qui reconnaît le gouvernement de la reine et l'ordre de succession établi par le testament de Ferdinand VII. Bilbao proteste contre la suppression des franchises de la province, et jusqu'ici aucun acte officiel n'a constaté sa soumission à la loi qui les abolit. L'insurrection provinciale qui s'est armée du nom de don Carlos a donc des racines bien profondes dans l'attachement de ce pays à ses anciennes institutions et à des priviléges qui ont fait sa prospérité, au milieu de la décadence du reste de la monarchie! Aussi ne peut-on s'expliquer comment, depuis l'origine de cette guerre, le gouvernement espagnol n'a pris aucune mesure pour rassurer solennellement les populations sur le sort des libertés qui leur ont mis les armes à la main.

Le tableau que nous venons de tracer montre combien est grave la situation actuelle de l'Espagne, combien de dangers elle présente, et combien peu elle offre de ressources.

La politique et l'humanité ont également à gémir de la prolongation

de la guerre civile dans la Péninsule. On ne peut espérer la fin prochaine de cette déplorable lutte par les seules forces de l'un ou de l'autre des deux partis; et si don Carlos s'établissait à Madrid, ce serait pour la France une source de complications et de dangers, dont la seule perspective devrait suffire pour faire adopter, dès à présent, l'unique moyen assuré de les prévenir. Toutes les opinions qui ont été successivement appelées à diriger les affaires de l'Espagne, ont eu la prétention de la sauver et de terminer la guerre civile sans l'intervention française, et toutes ont fini par la demander à genoux. Il n'y a plus même aujourd'hui un reste d'orgueil national dans cette Espagne, broyée par les révolutions, pour protester contre l'apparition du drapeau français de l'autre côté des Pyrénées. Toutes les conditions morales se réunissent donc en faveur de l'intervention, épuisement des partis, et découragement des peuples; et nous n'étonnerons que ceux qui ne connaissent pas le fond des choses, en affirmant qu'un grand nombre de chefs carlistes ne demandent qu'à pouvoir désarmer honorablement. L'intervention serait glorieuse; elle serait, pour la dynastie, un grand moyen de consolidation, pour la France un gage de sécurité, pour la paix générale une garantie de plus, en ôtant à certaines espérances un dernier appui. Nous n'ajouterons plus qu'un mot. Tout ce qu'elle devait à l'Espagne, la France l'a fait, et au-delà : le temps est venu d'examiner si elle ne se doit pas quelque chose de plus à elle-même.

C.

LES

VOIX INTÉRIEURES,

DE M. VICTOR HUGO.

Plus d'une fois déjà il nous est arrivé d'insister sur le caractère exclusivement lyrique des ouvrages de M. Hugo; ce caractère, nous l'avons retrouvé dans ses drames aussi bien que dans ses romans, et comme le drame est plus loin de l'ode que le roman, nous avons été naturellement amené à dire que nous préférons *les Feuilles d'Automne* à *Notre-Dame de Paris*, et *Notre-Dame de Paris* à *Hernani*. Il nous semble que cette affirmation est assez claire, assez évidente par elle-même, et pourrait se passer de démonstration; mais comme un grand nombre d'esprits sincères, et familiarisés par l'étude avec la discussion littéraire, ont cru voir dans cette affirmation plutôt un parti pris d'avance, un avis préconçu, que l'énoncé rigoureux de notre conviction, nous nous croyons forcé de donner à notre opinion de nouveaux développemens. Si la réflexion eût entamé notre premier avis, nous ne répugnerions aucunement à dire comment et pourquoi notre avis aurait changé; mais chaque nouvelle œuvre de M. Hugo nous affermit dans le premier jugement que nous avons porté sur l'ensemble de ses facultés, et notre devoir se réduit à chercher, pour l'expression de notre pensée, des formules de plus en plus claires, de plus en plus précises.

Sans doute le drame et le roman se proposent tous deux la peinture de la vie humaine, et si le lecteur ne consentait pas à voir les différences cachées sous cette identité apparente, il serait absolument impossible de lui montrer pourquoi M. Hugo, nature lyrique, amoureux de la strophe abondante et sonore, est plus voisin du roman que du théâtre; mais il ne faut pas une grande clairvoyance pour apercevoir l'intervalle qui sépare l'action racontée de l'action mise en scène, pour comprendre que l'intervention directe du poète dans plusieurs parties du récit permet à la faculté lyrique de se déployer librement, tandis que cette même faculté trouve rarement l'occasion de se produire au théâtre. Dans le roman comme dans le drame, l'analyse des caractères et le mouvement des personnages sont les deux premières conditions à remplir, et si l'une de ces deux conditions est violée ou méconnue, le roman et le drame sont incomplets; mais il est plus facile de dissimuler la fausseté des caractères ou l'invraisemblance de l'action dans le roman que dans le drame. Car le poète qui raconte dispose de toutes les richesses du langage, parle en son nom et peut prodiguer les images éclatantes, les comparaisons ingénieuses, les allusions lointaines, sans choquer le lecteur. Le dramatiste est sans cesse rappelé à son devoir par les deux mille spectateurs qui ont les yeux fixés sur la scène; s'il oublie son héros pour arranger des paroles sonores, ou des images coquettes, il est puni par l'indifférence ou par les railleries du parterre, et la rapidité du châtiment ne lui permet pas de mettre en doute la réalité de sa faute. De cette vérité générale, applicable à tous les romanciers, à tous les dramatistes, il est facile de conclure la supériorité des *Feuilles d'Automne* sur *Notre-Dame de Paris*, et de *Notre-Dame de Paris* sur *Hernani*. Mais peut-être convient-il de montrer sous un autre jour le rapport qui unit cette conclusion aux prémisses que nous avons posées. L'opinion générale est plus indulgente pour les héros de roman que pour les héros de théâtre; la même foule qui, assise sur les banquettes du parterre, ne pardonne pas au poète la violation de la vérité, se montre volontiers crédule lorsqu'elle suit des yeux les pages d'un roman. Au théâtre, elle veut être émue; en lisant un roman, elle préfère les épisodes qui excitent sa curiosité aux scènes naturellement et logiquement déduites. Il suit de là que la fantaisie a plus beau jeu dans le roman que dans le drame, que le poète impose plus facilement sa personnalité au lecteur qu'au spectateur. L'opinion générale est évidemment une opinion erronée; toute fable épique ou dramatique, pour être vraiment belle,

a un égal besoin de naturel, de vraisemblance et de logique; les actions racontées, pas plus que les actions mises en scène, ne peuvent se passer de caractères posés simplement, de passions sincères, de personnages vivans et pareils, quoique supérieurs, aux hommes que nous voyons tous les jours; mais comme la majorité n'a pas le loisir de méditer sur les conditions fondamentales du récit, elle continuera long-temps encore de lire avec indulgence, sinon avec sympathie, des romans invraisemblables, et de hausser les épaules à la représentation d'un drame dicté par la seule fantaisie.

Cependant il serait injuste, il serait absurde de croire que le développement de la faculté lyrique s'oppose absolument au développement de la faculté dramatique. Quelque grande que soit la distance qui sépare le drame de l'ode, cette distance n'est pas infranchissable. Mais la poésie lyrique, telle que la conçoit M. Hugo, telle qu'il l'a réalisée depuis neuf ans, telle qu'il la voudra réaliser sans doute jusqu'à la fin de sa carrière, s'occupe de l'image bien plus que de l'idée, du mot bien plus que de l'homme, de la rime bien plus que de l'émotion; or, si l'idée, en tant qu'humaine, peut se transformer et passer de l'ode au drame, le mot n'a pas la même faculté. A notre avis, les *Feuilles d'automne* sont le meilleur recueil lyrique de M. Hugo; et ce recueil n'est que l'ébauche d'une manière que l'auteur n'a pas complétée. Venues après *les Orientales*, qui célébraient la couleur et l'étendue à l'exclusion du sentiment et de la pensée, *les Feuilles d'automne* promettaient une conversion qui ne s'est pas accomplie; elles montraient moins d'admiration pour les choses, un peu plus de sympathie pour l'homme; cette sympathie n'a pas été de longue durée. *Les Chants du crépuscule*, avec moins d'éclat, et surtout moins d'unité que *les Orientales*, expriment cependant, au même degré que *les Orientales*, l'amour de la couleur et de l'étendue, et négligent presque toujours de montrer l'homme sous le velours, la femme sous le satin. Il est donc permis d'affirmer que la poésie lyrique de M. Hugo appartient plutôt à la langue qu'à la pensée, et c'est ce qui explique pourquoi l'auteur des *Orientales*, après avoir exécuté, dans ses strophes disciplinées, les plus savantes évolutions, après avoir fait manœuvrer la césure et la rime en tacticien consommé, n'a pas réussi à nous montrer des hommes de la famille humaine. Il a transformé sa parole, il n'a pu transformer sa personnalité. Il avait préféré, dans ses odes, le mot à l'idée, et comme rien ne le gênait dans le maniement des mots, il avait accompli des prodiges; en se continuant, en appliquant à la création des personnages dramatiques le procédé qui

avait suffi à produire des strophes, il a été vaincu par l'humanité qu'il ne connaissait pas; il n'a pu deviner, par la seule combinaison des mots qui lui obéissaient, les caractères qu'il n'avait pas étudiés.

S'il faut, comme nous le croyons, rapporter à la nature même des odes de M. Hugo l'insuffisance épique et l'impuissance dramatique de l'auteur, la logique prescrit évidemment d'étudier avec un soin particulier chaque nouveau volume d'odes que M. Hugo publie. Le titre donné au dernier volume que nous avons sous les yeux nous avait fait concevoir une espérance qui ne s'est pas accomplie. En voyant l'auteur de tant d'odes splendides consentir à baptiser un recueil lyrique du nom de *Voix intérieures*, nous avions pensé qu'il se rendait enfin aux avertissemens que la critique ne lui a pas ménagés depuis *les Orientales*, c'est-à-dire depuis neuf ans; il nous était permis, sans présomption, de croire que M. Hugo apercevait tout le néant de la poésie purement extérieure, et comprenait la nécessité d'interroger sa conscience plus souvent que ses yeux; le succès des *Feuilles d'automne* semblait se réunir à la critique pour le décider à ce dernier parti; mais le nouveau recueil n'est pas fidèle au baptême qu'il a reçu. Les *Voix intérieures*, telles que M. Hugo les explique et les définit dans la préface de son volume, n'appartiennent, à proprement parler, ni au monde, ni à l'homme, ni au spectacle extérieur, ni au spectacle intérieur, mais ne sont qu'un chuchottement, un murmure, un dialogue insaisissable entre l'homme et les choses, entre la créature et la création. Quoique ce dialogue ne soit pas absolument dépourvu de réalité, il était difficile à M. Hugo d'y trouver la matière de trois mille vers. Pour l'entendre, pour l'exprimer, il eût fallu être familiarisé de longue main avec l'analyse des sentimens et des idées; il eût fallu avoir vécu avec l'homme plus intimement qu'avec les choses, et c'est précisément ce que M. Hugo a négligé jusqu'ici. Aussi, quoique les *Voix intérieures* soient, à mon avis, très supérieures aux *Chants du crépuscule*, quoique le dernier recueil ait sur le précédent un avantage positif, quoiqu'il offre une sorte d'unité implicite, je suis forcé de reconnaître qu'il ne dépasse pas *les Feuilles d'automne* par le côté humain, et que, pour l'éclat extérieur, il reste souvent au-dessous des *Orientales*. Pour dire toute notre pensée, nous ajouterons que les *Voix intérieures* ne nous apprennent rien sur M. Hugo, c'est-à-dire n'élargissent pas d'une ligne la gloire qui lui appartient. Avec l'habileté consommée qu'il possède, rompu comme il l'est à toutes les ruses de la versification, il lui sera facile de publier, tous les deux ans, un recueil pareil aux *Voix intérieures*; mais cette fécondité sera

stérile pour la grandeur de son nom, pour la popularité de sa pensée. Cependant il est bon d'analyser *les Voix intérieures*, comme si M. Hugo débutait aujourd'hui, comme s'il n'avait pas déjà écrit dix-huit mille vers lyriques, avec la même opulence de rime, avec la même mobilité de césure, avec la même variété de synonymie; car cette étude nous offre l'occasion de montrer les relations qui unissent la vie à la pensée, la pensée à la parole, relations évidentes pour tous les esprits sérieux, mais trop souvent méconnues par la poésie contemporaine, et en particulier par M. Hugo. En insistant sur ces relations, nous sommes sûr d'entourer d'une évidence mathématique ce que nous avons dit plus d'une fois du théâtre de M. Hugo.

Sunt lacrymæ rerum, l'une des pièces les plus étendues de ce recueil, roule tout entière sur la mort de Charles X. Il n'entrera jamais dans notre pensée de blâmer la reconnaissance du poète envers le roi mort dans l'exil. A l'âge de vingt-trois ans, M. Hugo, dont la renommée était encore très modeste, reçut du feu roi une lettre close pour assister aux fêtes de Reims; il écrivit au retour une ode qui est un de ses meilleurs ouvrages, et le roi, pour le remercier, le décora et lui donna une pension sur sa cassette. Quelques mois plus tard, le ministre de l'intérieur, excité par l'exemple royal, accorda au poète un encouragement de même nature, et désormais il fut permis à M. Hugo d'attendre l'heure de l'inspiration, de laisser mûrir sa pensée. Un tel bienfait mérite assurément un témoignage de gratitude. Ce n'est donc pas le sujet de la pièce que nous blâmons, mais bien le mouvement et la nature des pensées que le poète appelle à son aide, pour exprimer sa reconnaissance. Il reproche aux canons de l'hôtel des Invalides de n'avoir pas sonné le glas aux funérailles de Charles X, il les accuse de partager la lâcheté humaine, et d'adorer tour à tour Henri IV et Louis XI. Ce grief est au moins singulier; il est difficile de comprendre comment les canons d'un hôtel fondé par Louis XIV ont pu saluer Louis XI et Henri IV, c'est-à-dire deux rois, dont le premier est mort en 1483, et le second en 1610. Si c'est à l'entraînement de la rime qu'il faut attribuer cette impardonnable bévue, si le mot bronze nous a valu Louis onze, les amis de M. Hugo feront bien de l'entretenir souvent de l'esclavage de la rime, dussent-ils même réciter les vers de Nicolas Boileau sur cet important sujet. Si Henri IV et Louis XI signifient, dans la pensée du poète, générosité, duplicité, que ne prenait-il, pour exprimer ces deux idées, Titus et Tibère, dont le sens est consacré depuis long-temps et peut s'appliquer, sans anachronisme, à tous les momens de notre histoire. Avions-nous donc

tort de croire que M. Hugo gouvernait la langue comme un écuyer son cheval? M. Hugo dit aux canons des Invalides : — Le fondeur a jeté dans le moule dont vous êtes sortis l'étain, le cuivre et l'oubli du vaincu; — cette alliance de la matière et de la pensée est monstrueuse, inintelligible, et donne aux reproches du poète un caractère puéril. En parlant de Versailles, il dit qu'à la cour de Louis XIV tout homme avait sa dorure; si nous avions conservé quelque doute sur le caractère général de ses odes, ce seul mot suffirait à le résoudre. Pour traiter un homme comme un plafond, il faut porter à la réalité visible un amour effréné, et nous craignons fort que cet amour chez M. Hugo ne soit tout-à-fait inguérissable. Arrivant aux malheureuses destinées de la maison de Bourbon, à Louis XV châtié dans Louis XVI, le poète ajoute : — Quand il a neigé sous les pères, l'avalanche est pour les enfans. — Je défie le physicien le plus habile de trouver à cette phrase un sens raisonnable, à moins que la neige, soustraite aux lois de la gravitation, ne parte du centre de la terre pour arriver à la surface. A cette condition seulement, l'image présentée par M. Hugo pourrait signifier quelque chose. Encore resterait-il à deviner comment la chute de la neige est à l'avalanche ce que les fautes d'une génération sont aux malheurs de la génération suivante. Plus loin, M. Hugo compare la famille de Bourbon à une étoile sans orbite, et comme s'il craignait que cette figure ne fût pas par elle-même assez effrayante, il ajoute : poussée par tous les vents. La science astronomique nous apprend si peu de choses sur le mouvement des étoiles multiples, nous sommes si loin de posséder sur ce sujet des notions précises, qu'il se passera bien du temps encore avant que l'orbite parcourue par ces corps soit déterminée. Il est probable que M. Hugo a confondu les étoiles avec les planètes. Mais lors même que la science connaîtrait le mouvement des étoiles multiples aussi bien que le mouvement des planètes, il faudrait nier toutes les découvertes de Galilée, de Newton et de Laplace, pour attribuer ce mouvement à l'impulsion du vent. Je conçois bien que le vent agite les feuilles, enfle les voiles d'un navire; mais je ne conçois pas, je ne crois pas que personne comprenne comment le vent agiterait les corps célestes. La figure employée par M. Hugo pour peindre les malheurs de la maison de Bourbon est donc de tout point une figure absurde. Je ne demande pas à la poésie de lutter de rigueur avec la science; mais je veux que toute image cache une idée. Que le poète, pour éclairer sa pensée, emprunte le secours de la physique ou de l'astronomie, peu importe; mais il ne peut se dispenser de respecter la

vérité. Or, pour la respecter, il est nécessaire de la connaître. La pièce sur Charles X, malgré le nombre des vers que le poète a consacrés au feu roi, exprime très obscurément l'idée qui aurait dû dominer la pièce entière, et respirer dans chaque ligne, je veux dire la reconnaissance. Quant à la conclusion, où le poète témoigne l'espérance de voir un jour rayer de nos lois la proscription des races royales, qu'il me soit permis d'affirmer qu'une pareille espérance ne sera jamais ratifiée par la politique la plus généreuse. Que Napoléon dorme sous la colonne, et que les cendres de Charles X descendent dans les caveaux de Saint-Denis, c'est une piété sans danger; mais la raison ne conseillera jamais de garder en France les rejetons d'une race détrônée. Une pareille espérance n'est qu'un enfantillage, une déclamation de collége. Si M. Hugo désire obtenir la pairie pour développer de semblables motions, il fera très bien de renoncer à la législature.

En 1823, l'auteur avait écrit quelques strophes sur l'arc de triomphe de l'Étoile, strophes énigmatiques qui peuvent s'appliquer également à la promenade militaire du duc d'Angoulême en Espagne, ou à la mémoire des campagnes de Napoléon. La pièce du nouveau volume sur le même sujet n'a rien de politique. M. Hugo commence par exprimer l'émotion qu'il éprouve en présence de ce monument qu'il appelle immense; nous ne partageons ni son émotion, ni son avis. L'arc est un monument monstrueux, mais ses proportions n'ont rien d'effrayant. Cent cinquante-deux pieds ne suffisent pas à frapper de terreur. Si MM. Chalgrin, Huyot et Blouet, fidèles au souvenir des arcs de Thésée, de Constantin et de Septime-Sévère, eussent établi des relations harmonieuses entre la hauteur et la largeur du monument, la ligne menée du sol à la clef de voûte n'étonnerait personne. M. Hugo dit que l'arc est *superbe*, quel est le sens de cette épithète. Méconnaîtrait-il la signification des mots au point de confondre l'orgueil et la beauté? Notre question est d'autant plus facile à concevoir, qu'après avoir qualifié l'arc de superbe, il n'hésite pas à déclarer que le temps seul pourra donner à l'arc la beauté qui lui manque. Nous croyons, comme lui, que le temps ajoute beaucoup à la valeur des monumens; mais le temps, qui combine si merveilleusement les élémens de la beauté, ne peut créer ces élémens eux-mêmes. Un monument sans valeur aucune à l'heure de son achèvement sera dans mille ans ce qu'il est aujourd'hui. La mousse et le lichen auront beau revêtir les sculptures de la frise, ces sculptures sont si parfaitement absurdes, les soldats et les che-

vaux taillés dans la pierre, sont d'une telle difformité, que nos derniers neveux ne pourront réussir à les admirer; ou s'ils éprouvaient un pareil sentiment, c'est que la notion de la beauté serait à jamais perdue. L'auteur, se transportant par la pensée à plusieurs siècles dans l'avenir, au moment où Paris ne sera plus qu'un monceau de ruines, suppose qu'il ne restera plus debout que l'arc de l'Étoile, la colonne de la place Vendôme, et les deux tours de Notre-Dame; et pour peindre l'impression produite par ces débris imposans, il nous parle d'un berger accroupi dans les seigles de la plaine. Ou le mot accroupi a changé de sens, ou il est impossible de comprendre qu'un berger s'accroupisse pour contempler les ruines. Il est probable que M. Hugo n'a donné au berger une attitude si singulière que pour obéir à la rime. Il avait appelé sur l'arc de l'Étoile une nuée d'aigles, aigle rime avec seigle, et comme accroupi renferme une syllabe de plus que debout, la même raison qui avait appelé le seigle auprès des aigles, a fléchi les membres du berger. Je ne demande pas à M. Hugo d'après quelle autorité il appelle les aigles dans la plaine de Paris, ni s'il compte sur un soulèvement pour convertir la plaine en montagnes, car il lui est permis d'ignorer les mœurs des oiseaux de proie; mais je ne puis lui pardonner son berger accroupi. Je comprends bien qu'il parle de la *révolte* de la cariatide contre l'*archivolte*, car la rime est assez riche pour le séduire; mais je ne sais pas où il a vu les cariatides de l'arc de l'Étoile, où le marbre, où les chapiteaux et les fûts. M. Huyot avait l'intention d'enrichir les quatre faces de l'arc de colonnes de marbre, mais ces colonnes n'ont jamais existé que sur le papier; et quelle que soit la liberté accordée à la poésie, il est au moins maladroit d'admettre parmi les ruines d'un monument des élémens imaginaires. Je ne m'explique pas non plus pourquoi M. Hugo parle du granit de Notre-Dame. Il y a en Bretagne et en Auvergne des églises de lave et de granit, mais personne, que je sache, n'a jamais aperçu le granit de Notre-Dame. Je ne devine pas non plus pourquoi M. Hugo nomme les deux tours de Notre-Dame, tours de Charlemagne; car la cathédrale de Paris, telle que nous la voyons aujourd'hui, n'a été achevée que dans les premières années du XIVe siècle; Maurice de Sully l'a commencée dans la seconde moitié du XIIe, sans pouvoir tirer grand profit des travaux exécutés sur le même emplacement, pendant la domination des deux premières races, et nous savons par Alcuin que Charlemagne s'est fort peu occupé de Paris. L'illustre auteur des Capitulaires se reposait, après chacune de ses nombreuses expéditions, tantôt à Aix-la-Cha-

pelle, tantôt à Paderborn, et c'est à peine s'il a parcouru le sol de la France proprement dite. Certes, s'il n'y a aucun mérite à connaître ces détails; il y au moins de l'étourderie à mettre Notre-Dame sur le compte de Charlemagne.

Mais le plus grave de tous les défauts de la pièce adressée à l'arc de l'Étoile est, à coup sûr, l'indécision générale de la pensée; car, au moment où le lecteur espère que le poète va prendre un parti, et qu'après de nombreux tâtonnemens il est arrivé à un ordre d'idées nettement circonscrit, l'ode se termine brusquement par un regret et une épigramme. Le regret s'adresse au père de l'auteur, au général Hugo, dont le nom n'est pas inscrit sur l'arc de l'Étoile; l'épigramme à Phidias absent. Que M. Victor Hugo réclame en faveur de son père, c'est un sentiment honorable, un sentiment qui ne choquera personne; mais qu'il termine par un bon mot ce qu'il lui plaît d'appeler immense rêverie, voilà ce que le goût ne peut amnistier. Je déclare sincèrement ne pas savoir quelle est l'intention, quel est le sens de l'ode adressée à l'arc de l'Étoile.

Dieu est toujours là est une des œuvres les plus abondantes, les plus faciles, les plus heureuses de M. Hugo. La peinture du printemps est pleine de grâce et de fraîcheur; le bonheur du pauvre, pendant les beaux jours de l'année, est tracé avec une grande richesse d'expression, et, malgré quelques détails puérils, produit sur l'ame du lecteur une émotion douce à laquelle l'auteur ne nous a pas habitués. La joie sereine du vieillard qui se réchauffe aux rayons du soleil, la course insouciante de l'enfant dans les bois, qui se garnissent de verdure et d'ombre, compteront certainement parmi les meilleurs tableaux créés par l'imagination de l'auteur. Mais la peinture de l'hiver, que M. Hugo nomme le sommeil de Dieu, est loin de pouvoir se comparer à la peinture du printemps; l'émotion cesse pendant quelque pages pour renaître au moment où l'auteur commence une hymne à la louange de la Charité. Cette conclusion se distingue, comme la première partie, par une grande vérité. Cependant il n'est pas douteux que la peinture du printemps et l'hymne à la charité ne gagnassent beaucoup à être simplifiés. Ce qui d'abord n'est qu'abondance et richesse devient bientôt éblouissant et monotone. Les rayons, en se multipliant, finissent par abolir les contours que l'œil aimerait à suivre. Telle qu'elle est, la pièce *Dieu est toujours là* rappelle les meilleures des *Feuilles d'automne;* mais il n'y a pas progrès.

La pièce à Virgile débute avec simplicité; malheureusement, après quelques vers dans le goût antique, l'auteur se laisse aller à son

amour pour la réalité flamboyante, et il abandonne les lignes chastes et sévères du poète romain pour dessiner confusément les allées mystérieuses et les grottes discrètes qu'il aime à visiter avec une personne chérie. M. Hugo a, selon nous, grand tort de se mesurer avec Virgile, car il est séparé de l'intelligence de l'antiquité par un espace incommensurable. Quoique Virgile ne soit que la lune d'Homère, et, malgré la singularité de l'expression qui appartient à M. Hugo, nous ne pensons pas à le contester, le poète qu'Alighieri a pris pour guide dans son terrible pélerinage, ne se laisse pas pénétrer du premier regard. Pour comprendre, pour aimer Virgile, il faut avoir le goût des pensées fines et délicates, il faut se complaire dans la simplicité, dans la sobriété de l'expression; or, M. Hugo n'a jamais prouvé qu'il fût passionné pour la simplicité. Il n'est donc pas étonnant qu'il bégaie lorsqu'il essaie de parler la langue de Virgile. Il y a deux ans, dans *les Chants du crépuscule*, il avait montré combien il était loin de comprendre Anacréon et Pétrarque; depuis ce temps son goût ne s'est pas épuré, car Virgile et Pétrarque sont de la même famille.

La pièce sur Albert Dürer mérite le même reproche que la pièce sur Virgile. Pour tout homme familiarisé avec les œuvres d'Albert Dürer, il est évident que M. Hugo ne le comprend pas. D'un artiste religieux, sévère, remarquable entre tous, sinon par l'harmonie et la grandeur, du moins par la précision et la naïveté des contours, il fait un rêveur demi-mystique, demi-panthéiste. Aux figures graves qui se pressent sous le crayon du maître allemand il substitue des figures sans nom, qui n'appartiennent à aucun règne de la nature, et qui embarrasseraient fort la sagacité d'un Linnée ou d'un Cuvier. Aussi, malgré l'habileté que M. Hugo a déployée dans la versification de cette pièce étrange, il est impossible de n'y pas voir un perpétuel contresens.

Un jour que la fenêtre était ouverte, tel est le titre que l'auteur a choisi pour l'une des pièces les plus courtes de son nouveau volume. Je lui pardonne de grand cœur ce titre d'une simplicité affectée, en faveur des pensées qui s'y trouvent développées. Pendant que le poète relit pour la centième fois le récit du siége de Troie, une personne aimée vient poser sa tête sur le dos de son fauteuil; il promène ses yeux du beau livre au visage radieux, et à mesure qu'il contemple d'un regard plus attentif les yeux humides et veloutés de l'enchanteresse, Homère lui paraît plus grand, l'Iliade plus merveilleuse, comme si le bonheur agrandissait l'intelligence. Un des principaux mérites de cette pièce, c'est la brièveté; aucun détail inutile n'obs-

curcit la pensée de l'auteur. C'est un modèle que M. Hugo devrait relire, au moins une fois chaque semaine, pour s'habituer à la concision.

La Vache, aussi bien que la pièce adressée à Virgile, démontre, sans retour, que M. Hugo n'arrivera jamais à la simplicité antique. L'idée de *la Vache* est grande et belle; mais l'exécution est loin de répondre à la conception. Figurer l'éternelle bonté de la nature, l'éternel abri qu'elle offre à l'humanité, tour à tour ingrate et furieuse, par les puissantes mamelles sous lesquelles se jouent des enfans demi nus, et que tourmentent leurs mains et leurs lèvres impatientes, est assurément une donnée féconde, digne d'exercer les plus habiles, et que l'auteur des *Géorgiques* eût traitée avec bonheur. Mais M. Hugo charbonne la face des marmots, emplit leurs cheveux de broussailles, et couvre de boue les mamelles ruisselantes. Non-seulement ces ignobles détails sont condamnés par le goût antique, mais ni Rubens, ni Paul Potter, que personne n'a jamais accusés de répudier la réalité, n'eussent commis une pareille faute.

Le Passé exprime heureusement l'impression mélancolique éprouvée par le poète qui parcourt, avec une femme préférée, les allées d'un vieux château, autrefois animées par les amours royales. Le souvenir des entretiens mystérieux qui n'avaient pour témoins que le feuillage des allées et le bronze des tritons couchés au bord des bassins, est retracé avec une émotion vraie. Je n'aime pas l'expression : conquête féodale, appliquée à une femme jeune et belle qui entrait en disant : Sire, et partait en disant : Louis. Il est fâcheux que la rime ait ainsi dénaturé la pensée de l'auteur. Mais j'ai vu, avec plaisir, dans cette pièce, l'homme animer les choses, au lieu de se confondre avec elles.

La Soirée en mer peint fidèlement ce qui se passe en présence d'un spectacle unique, dans l'ame instruite par le malheur et dans l'ame rivée à l'ignorance par un bonheur constant. Le poète a tiré bon parti de cette éternelle opposition. Je regrette seulement qu'il n'ait pas su s'arrêter à temps. L'idée, d'abord claire et précise, au lieu de s'expliquer par une évolution savante, s'émiette et vole en poussière; et pourquoi? parce que M. Hugo n'a pas voulu la quitter avant de l'avoir épuisée, parce qu'il n'a pas voulu lui dire adieu avant de l'avoir terrassée sous ses caresses. Avec moins de mots, il lui eût été facile de dire davantage.

La pièce *à un Riche* exprime aussi bien que *la Soirée en mer* une idée vraie; personne ne contestera que l'intelligence de la nature, la

faculté de jouir de la splendeur du ciel, de la verdure des forêts, donne au peintre, au rêveur, au poète, une félicité souvent supérieure à celle du riche qui possède, sans les comprendre, le murmure et l'ombre de ses bois. Les développemens à l'aide desquels M. Hugo a commenté cette idée, sont généralement justes. Il suit le riche dans ses projets, dans ses souvenirs, il épelle, syllabe à syllabe, toutes les tristes pensées qui se succèdent dans l'ame dépravée par la satiété. Mais cette pièce, comme *la Soirée en mer*, gagnerait beaucoup en devenant moins verbeuse. Çà et là l'homme est encore envahi par la chose; au lieu de femmes émues, attendries, capables de dévouement et de repentir, l'auteur nous donne du velours et du satin, des diamans et des rubis, et il oublie que les femmes dont il parle ne sont pas réunies pour un bal de cour, mais pour causer, dans une salle du château où le riche les a conviées. Cependant, malgré sa verbosité, malgré la réalité souvent exubérante de plusieurs détails, cette pièce doit être comptée non-seulement parmi les meilleures du volume nouveau, mais aussi parmi les plus belles de l'auteur.

Les Oiseaux envolés avaient leur place marquée dans *les Feuilles d'automne*. Le sujet de cette pièce est plein de grace, et empreint d'une simplicité touchante. Les enfans du poète ont, en jouant, jeté au feu les feuillets où il avait écrit ses vers ébauchés, et dans un moment de colère il les a chassés. Bientôt la tristesse et le découragement prennent la place de la colère. Seul, livré à lui-même, il gourmande son orgueil et regrette la joie bruyante des *Oiseaux envolés*. Il rappelle près de lui les marmots étourdis qu'il avait exilés; pour expier les reproches que tout à l'heure il leur adressait, il leur demande pardon. Jusque-là tout est bien, tout est vrai, tout est plein d'émotion et d'intérêt; mais, par malheur, M. Hugo, en essayant d'attendrir et de ramener les oiseaux envolés, trouve l'occasion de décrire ses fauteuils, son canapé, son plafond, les porcelaines de sa cheminée, les parchemins entassés sur les rayons de sa bibliothèque, et il ne sait pas résister à cette tentation dangereuse. Il s'engage dans une description sans fin, et ne s'arrête qu'après avoir dressé l'inventaire complet de toutes les richesses qui servent à ses études et à son délassement. Les pauvres enfans, en l'écoutant, si toutefois ils l'écoutent jusqu'au bout, ne doivent savoir que penser. Au milieu de toutes les promesses que le poète leur prodigue, comment se reconnaître? que choisir parmi toutes les merveilles qu'il met à leur disposition? Les voilà jetés dans une perplexité sans issue. Je ne parle pas de la singularité de plusieurs comparaisons employées

par l'auteur pour exprimer la forme de ses livres et de ses porcelaines, et dont le plus grand défaut est d'être absolument inintelligibles pour les oiseaux envolés. Mais je crois devoir insister sur l'exagération et maladresse des louanges adressées à M. Méry. Quel que soit le mérite de *la Villéliade*, assurément ce n'est pas un titre suffisant pour entrer dans la famille d'Homère; car ce poème, si vanté sous la restauration, n'est qu'une imitation ingénieuse de Boileau et de Delille, qui rappelle tour à tour les plaisanteries du *Lutrin* et les périphrases descriptives de *l'Imagination*. Peut-être M. Hugo a-t-il voulu remercier M. Méry d'avoir quitté Boileau et Delille pour les strophes dorées des *Orientales*. Nous inclinons à le croire; mais si le disciple de M. Hugo est fils d'Homère, Homère et M. Hugo ne seront plus qu'une seule et même personne. En supprimant la description de quelques joujoux, et en rayant M. Méry de la liste des Homérides, je suis sûr que M. Hugo ne ramènerait pas moins sûrement les oiseaux envolés, et qu'il plairait à tous les hommes de goût.

Tentanda via est se rapporte, comme la pièce précédente, à la vie de famille. Le poète, pour calmer l'inquiétude de sa compagne qui s'effraie des longues rêveries de son enfant, essaie de lire dans l'avenir, et déroule devant la mère éplorée toutes les gloires réservées à son fils. Assurément c'est là un noble orgueil, une noble confiance, un espoir légitime dont la raison peut sourire, mais qu'elle ne condamne pas. Que M. Hugo voie dans son fils un héritier de Mozart ou de Michel-Ange, de Raphaël ou de Palladio, il n'y a là rien qui nous étonne, et souvent il est sage de se consoler des jours mauvais qu'on a soi-même parcourus en rêvant pour ceux qu'on aime des jours meilleurs. Un rhéteur chicanerait M. Hugo sur l'alliance du bonheur et de la gloire, mais il me semble inutile de réveiller cette question éternelle. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de M. Hugo, les questions ne manquent pas. J'ai peine à comprendre, par exemple, pourquoi espérant que son fils prendra l'Europe pour échiquier, il rapproche François Ier de Napoléon. Je concevrais très bien qu'il mît en regard l'empereur du VIIIe siècle et l'empereur du XIXe; mais, à moins de chercher dans les guerres d'Italie le lien mystérieux qui rattache François Ier à Napoléon, je ne devine pas la parenté de ces deux noms. Il est permis de reprocher à Napoléon l'ignorance des limites où devait s'arrêter sa volonté; mais s'il lui est arrivé de prendre quelquefois l'audace pour le courage, il n'a jamais eu le goût des aventures. Or, François Ier, comme Charles VIII et Louis XII, courait en Italie chercher des aventures. Entre le prisonnier de

Madrid et le prisonnier de Sainte-Hélène, il y a toute la distance qui s'épare l'étourderie du génie. Si le fils de M. Hugo doit un jour entrer dans l'histoire et jouer parmi nous un rôle éclatant, s'il préfère à la peinture la guerre ou la politique, j'espère qu'il se sera préparé au rôle qu'il aura choisi par la lecture attentive des annales européennes, et qu'il ne prendra pas pour modèle un homme tel que François Ier. Mais si la gloire doit être pour lui une croix aussi lourde que pour son père, puisse-t-il ne jamais la connaître!

M. Hugo, depuis qu'il écrit pour le théâtre, se plaint amèrement en toute occasion des inimitiés qui le poursuivent. Poète lyrique, il jouissait avec bonheur des applaudissemens qu'il recueillait; depuis que son nom a été prononcé devant le parterre, nous devons croire que sa vie n'est pas heureuse. La pièce adressée à Mlle L. B. n'est qu'une amplification élégante, mais verbeuse, sur un thème déjà développé par l'auteur dans *les Chants du crépuscule*, et ce thème c'est le doute. M. Hugo considère le doute comme un des plus grands malheurs infligés à l'humanité; nous partagerons volontiers son avis, pourvu toutefois qu'il consente à distinguer le doute scientifique du doute appliqué aux affections dont nous avons besoin. Car l'étude des lois éternelles de la nature et des évènemens accomplis, malgré les innombrables tâtonnemens imposés à notre intelligence, est assurément une des joies les plus grandes de notre vie. Le doute, en ce qui concerne la science, est souvent un instrument puissant, une méthode d'invention; le doute, ainsi conçu, loin d'être un malheur, nous rapproche de plus en plus de la vérité, et, puisque notre intelligence est avide de connaître, ce serait folie de déplorer les conditions attachées à l'agrandissement de nos idées. Sans doute il vaudrait mieux arriver plus promptement à l'évidence et n'avoir pas à traverser tant de ténèbres lumineuses avant de voir la lumière éclatante et pure; mais il n'y a pas une intelligence, amoureuse de savoir, qui ne se résigne facilement au doute comme à un noviciat; car la complication même des procédés auxquels nous sommes obligés d'avoir recours, pour nous saisir de l'évidence, grave plus profondément les idées acquises dans notre mémoire. Les conquêtes lentes et laborieuses sont souvent les plus durables. Il est probable que M. Hugo, en déplorant le doute sous lequel gémit l'humanité, était moins préoccupé de l'incertitude de la science que de la mobilité des affections sans lesquelles la vie sociale n'est qu'une longue torture. Si nous acceptons son témoignage comme irrécusable, s'il est vrai qu'il ne voie autour de lui que perfidie et trahison, amitiés menteuses,

s'il est réduit à douter de toutes les promesses, certes il est malheureux, et il a raison de se plaindre.

La versification de cette pièce est d'une souplesse remarquable; nulle part M. Hugo n'a manié plus habilement les ressources de notre langue. Cette fois comme toujours, il a prodigué les images, mais il a su les gouverner, et la rime obéissante n'a pas dénaturé sa pensée. Les mots se sont rangés fidèlement à la place qu'il leur avait assignée; pourtant cette pièce n'est pas plus claire que la pièce publiée en 1835 sur le même sujet. Je crois que M. Hugo a dit tout ce qu'il voulait dire, mais qu'avant de parler, il n'avait pas nettement circonscrit ce que sa bouche allait exprimer. Il nous entretient de sa tristesse sans nous l'expliquer; seul avec lui-même, il remet tout en question; c'est là, sans doute, une souffrance réelle, mais non inguérissable. Car les hommes se sont partagé la recherche de la vérité, et depuis qu'ils se sont franchement résolu à cette division du travail indéfini de la science, ils ont, Dieu merci, découvert quelque chose. La science possible dépasse de beaucoup la science que nous possédons; mais si étroite qu'elle soit, elle suffit encore à occuper toute la vie d'un homme, et elle résout un assez grand nombre de questions pour donner souvent à l'esprit la joie de l'évidence. Pour goûter cette joie, il ne faut qu'étudier. La raison n'accepte pas comme un malheur la curiosité qui trouverait à se satisfaire en ouvrant un livre. D'ailleurs, j'ai quelque peine, je l'avoue, à concilier les souffrances que M. Hugo raconte à Mlle L. B., avec le portrait du sage qu'il a tracé dans la même pièce. Cet homme détaché des passions vulgaires, qui n'a plus pour le bruit du monde qu'un dédain sévère et paisible, maître de lui-même et plein de confiance dans l'avenir, peut-il connaître les douleurs que M. Hugo déplore en vers éloquens? Nous ne le croyons pas.

La pièce à Eugène Hugo, l'un des frères aînés de l'auteur, se divise en trois parties bien distinctes. La première partie est tout entière consacrée à la peinture de l'enfance des deux frères, la seconde au supplice de la gloire, et la troisième à l'éloge de la paix et de la sérénité dont jouissent les morts. Tout ce qui se rapporte à l'enfance des deux frères peut se comparer, pour la grace et l'élégance, aux meilleures pièces des *Orientales*. Il est impossible de ne pas admirer comme un chef-d'œuvre de fraîcheur et de vérité le tableau de ces deux têtes blondes endormies dans le même berceau, éveillées à la même heure, enivrées des mêmes rêves, courant aux mêmes jeux sous la feuillée, ruisselant de sueur et grondées par leur

mère inquiète, groupées autour de la même table, et n'entrevoyant dans l'avenir qu'une suite de jours pareils. M. Hugo abandonne ce frais tableau, qu'il pouvait continuer sans s'exposer au reproche de prolixité, pour se plaindre de la vie qui lui est échue, et parler des *bouches de cuivre* de la renommée, comme un condamné parlerait des instrumens de son supplice. Comment expliquer cette transition inattendue? Il félicite son frère mort de n'avoir pas connu les tourmens de la gloire, de n'avoir pas combattu corps à corps avec la calomnie, et il oublie bientôt l'ombre à laquelle il s'adresse pour ne plus s'occuper que de lui-même. Il se complaît dans l'étude de sa douleur, comme si sa gloire personnelle était l'unique sujet de l'ode commencée. Mais bientôt sa douleur même devient difficile à comprendre, car il a entendu, je ne fais que transcrire ses paroles, il a entendu les larmes de la foule tomber comme une pluie sur le branchage touffu de son drame. Il me semble qu'un homme qui a pu entendre une telle musique n'a pas le droit de se plaindre; que peut la calomnie contre un poète à qui la foule témoigne son admiration par des sanglots? Il faudrait qu'elle fût bien maladroite pour attaquer un pareil adversaire; il n'est pas vraisemblable qu'elle songe à troubler le triomphe de M. Hugo, car les larmes, telles que les conçoit M. Hugo, sont assez bruyantes pour étouffer les clameurs jalouses. L'éloge de la paix dont jouissent les morts ne signifie rien après cette peinture de la gloire dramatique. Pourquoi le poète, au lieu de s'occuper de lui-même, n'a-t-il pas insisté sur une idée à peine indiquée au début de la pièce, sur le génie qui méritait la gloire et qui n'a pu l'obtenir, dont la flamme s'est éteinte avant d'avoir été aperçue à l'horizon? Il me semble que le développement de cette idée devait envahir la pièce entière et commencer immédiatement après le tableau de l'enfance des deux frères. A quoi bon entretenir les morts de nous-mêmes?

La pièce *à Olympio* mérite une étude spéciale, car elle exprime nettement la pensée constante qui préoccupe M. Hugo depuis que la gloire ne lui suffit plus, et qu'il a tenté de gouverner la littérature contemporaine en roi absolu. Ses prétentions n'ont pas été acceptées, *inde iræ*. Jusqu'ici son royaume se réduit à quelques disciples qui croient, en lui obéissant, compléter leur rhétorique; or, ce petit nombre de sujets fervens et dévoués ne peut contenter l'ambition de M. Hugo. Pour un homme, en effet, qui veut gouverner despotiquement le domaine entier de l'imagination, et qui même trouverait bon que la société française le consultât sur la réforme des insti-

tutions qui la régissent, quelques hommes de vingt ans, résolus à la lecture des *Orientales* et au dédain de tous les poèmes qui les ont précédées, sont bien peu de chose. Avoir rêvé un royaume et n'avoir pas même une principauté allemande! Quel désappointement, mais aussi quelle colère! C'est dans *Olympio* qu'il faut chercher l'expression des sentimens qui animent M. Hugo. Déjà, dans *les Feuilles d'automne*, il avait préludé à l'hymne qu'aujourd'hui il se chante à lui-même; mais il était loin encore de l'adoration religieuse qu'il professe maintenant pour l'ensemble de ses œuvres. Quand il conseillait à lord Byron de prendre en pitié ses ennemis et de ne pas descendre jusqu'à regretter les amis qui se détachaient de lui, il est hors de doute qu'il avait pour interlocuteur sa propre conscience; car il n'est pas probable que M. Hugo ait pu, en 1830, se reporter par la pensée vers les souffrances que Byron éprouvait en 1811. D'ailleurs, en 1811, Byron n'avait pas encore acquis le droit de dédaigner ses ennemis, car il n'avait pas publié les deux premiers chants du *Pèlerinage*. La pièce *à Olympio* n'est donc qu'une transformation de la pièce adressée à Byron dans *les Feuilles d'automne*; je me plais à reconnaître que la colère de M. Hugo, en vieillissant, n'a rien perdu de sa vigueur ni de son éloquence. Il est fâcheux que le nom d'Olympio soit un nom absolument impossible; mais l'intention de M. Hugo, en créant ce barbarisme, est assez manifeste pour que nous négligions d'insister sur cette faute légère. Il est évident que dans sa pensée, l'idée du poète, c'est-à-dire de lui-même, s'associe à l'idée du Jupiter de Phidias, du Jupiter Olympien. Comme il eût été de mauvais goût de dire : Je suis le premier homme de mon temps, et ceux qui ne m'admirent pas selon la mesure de mon ambition ne méritent pas d'entendre ma parole, M. Hugo s'est souvenu fort à propos de la ruse employée par le duc de Sully. L'ami du Béarnais avait imaginé de placer dans la bouche de ses secrétaires le récit des choses mémorables qu'il avait faites, et de cette façon il conciliait les joies de la vanité avec l'apparence de la modestie. M. Hugo, à l'exemple de Sully, se divise en deux personnes. Il se met sur un trône, et s'appelle, sans respect pour la langue italienne, Olympio; puis, sur les marches du trône, il place un ami d'Olympio, c'est-à-dire un autre Olympio, et cet ami, le seul qui s'entende à louer dignement son Sosie, adresse à Olympio une longue suite de consolations qui tiennent à la fois du psaume, du cantique et de la prière. David et Salomon, s'adressant à Dieu, ne parlaient pas autrement. Avant la venue d'Olympio, le monde était dans les ténèbres et la

confusion; sa main toute-puissante a répandu partout la forme, l'ordre et la lumière. La multitude ingrate, au lieu de tomber à genoux et de le remercier par un cantique fervent, a osé discuter et juger l'œuvre d'Olympio; dans son audace impie, elle a été jusqu'à mettre Olympio sur la même ligne que les autres hommes. Il est temps que les nations connaissent toute la profondeur de leur crime; il est temps que les impies renversent leurs idoles et reviennent au vrai Dieu. Console-toi, dit à Olympio son ami fidèle, le seul qui lui soit resté, console-toi, car ils ne te comprennent pas. Et comment pourraient-ils pénétrer jusqu'au sanctuaire de ton intelligence? Tout fruit contient une racine, toute racine un fruit. Nous transcrivons littéralement cette dernière phrase, et le lecteur nous en saura gré, car elle prouve que M. Hugo a pour la botanique le même dédain que pour ses contemporains. Après avoir soumis les étoiles au caprice des vents, il supprime la tige, le calice, la corolle des fleurs, et il passe brusquement de la racine au fruit; ce parfait oubli, ou cette parfaite ignorance de tous les élémens de la science humaine, doit nous rendre indulgens pour la colère de M. Hugo. Puisqu'il ne daigne pas savoir ce que Newton et Linnée ont enseigné aux générations studieuses, faut-il s'étonner qu'il traite avec tant de superbe les lecteurs indociles qui sont loin de se prendre pour des Newton et des Linnée? Cependant il est probable que la phrase que nous avons soulignée, bien qu'absurde en elle-même, signifie dans la pensée de l'auteur, que sa vie et ses œuvres ne peuvent être jugées par ses contemporains, parce que sa vie et ses œuvres seront toujours pour nous un poème incomplet, une plante incomplète. Quand nous tenons la racine, le fruit nous manque, quand nous tenons le fruit, nous n'avons pas la racine. Il est vrai que la racine ne joue pas un rôle important parmi les caractères distinctifs qui servent à classer les plantes; mais qu'importe? nous sommes encore trop heureux de deviner l'intention de M. Hugo. En nous penchant sur l'abîme de sa pensée, en sondant du regard l'incommensurable profondeur des flots où se débat son génie, nous apercevrions, c'est lui-même qui nous l'assure, un ciel resplendissant, peuplé d'étoiles sans nombre. L'ami d'Olympio ne nous dit pas si les étoiles de ce ciel inconnu sont régies par les lois que M. Hugo a fondées sur les ruines de la science astronomique. Toutefois, c'est une consolation pour nous de savoir que M. Hugo pourra, dès qu'il le voudra, nous montrer un peuple d'étoiles ignoré de MM. Herschell et Savary. A ce prix, nous consentons à oublier le dédain qu'il professe pour ses juges; et cet

oubli nous coûte d'autant moins qu'Olympio ne traite pas avec un grand respect son ami unique et fidèle; car il lui répond comme l'Océan répond au fleuve, c'est-à-dire qu'il le considère comme un point dans l'espace. Certes, si j'avais pour ami un poète de la taille d'Olympio, je serais médiocrement flatté de traiter avec lui de fleuve à Océan; et si M. Hugo veut bien consulter le traité de Cicéron sur l'amitié, il se convaincra sans peine qu'il n'y a pas d'amitié possible entre un fleuve et l'Océan. A quoi donc se réduit l'ami unique et fidèle d'Olympio?

Quels que soient pourtant les défauts de la pièce adressée à Olympio, nous n'hésitons pas à reconnaître dans cette pièce une grande richesse d'images, et ce qui est plus malheureux, mais non moins évident, une grande sincérité de colère. Nous voudrions pouvoir admirer dans la même mesure la treizième pièce du volume, où toute la haine de l'auteur contre la critique se résume en quatorze vers. Il est impossible d'imaginer quatorze lignes plus profondément imprégnées de fiel, impossible de rêver quatorze lignes qui expriment sous une forme plus désespérée, je ne dis pas la colère, mais la rage. L'auteur parle de son mépris pour la critique; il se trompe singulièrement, s'il croit que le mépris se concilie avec la rage qui transpire dans chaque mot de cette pièce. Pour caractériser le méchant qui ne s'agenouille pas devant le génie d'Olympio, il ne trouve rien de mieux que de le comparer à un champignon; il va sans dire qu'Olympio joue le rôle de chêne. Mais le méchant, quel qu'il soit, aurait grand tort de s'affliger de cette comparaison, car si le champignon est bien peu de chose auprès du chêne, il n'est pas moins vrai que le fleuve, c'est-à-dire l'ami d'Olympio, n'a pas plus d'importance auprès de l'Océan, c'est-à-dire d'Olympio. Que M. Hugo se proclame donc à son gré chêne ou Océan, peu nous importe, et peu importe sans doute au méchant qui a suscité cette comparaison botanique; ce qu'il y a de certain, c'est que l'orgueil n'est pas plus flatté de l'amitié que de l'inimitié de M. Hugo. M. Hugo est si grand, et les autres hommes sont si petits, qu'à peine sont-ils aperçus; car dès long-temps, c'est lui-même qui nous le dit, les fronts inférieurs sont habitués à l'ombre de son front. Il est donc certain que le méchant à qui M. Hugo adresse sa colère ne sera nullement ému de cette comparaison, qui voudrait être injurieuse, et qui n'est, à tout prendre, qu'un sujet d'étude assez curieux. Si ce méchant, que M. Hugo ne désigne pas plus clairement, est, comme je l'imagine, un esprit impartial, désintéressé, habitué aux formes sévères de la

discussion, il ne descendra pas jusqu'aux régions tumultueuses de la colère, mais il contemplera d'un regard paisible et dédaigneux les angoisses de l'orgueil; car jamais la critique n'a mérité la haine de M. Hugo, si ce n'est par sa franchise. Il faudrait un incroyable aveuglement pour méconnaître le profit que l'auteur des *Orientales* a retiré des luttes livrées autour de ses ouvrages; s'il eût été accepté d'emblée, il ne serait pas à la place qu'il occupe aujourd'hui. Ses premières années ont été laborieuses, nous ne l'avons pas oublié. Il est arrivé à plus d'un esprit frivole d'insister exclusivement sur la singularité des premières odes, et de fermer les yeux sur les qualités qui les recommandaient à l'attention; mais cette raillerie acharnée n'a pas été sans utilité pour M. Hugo, puisqu'elle a contribué à fixer l'attention sur lui. D'ailleurs M. Hugo, qui, pendant trois ans, a pratiqué la discussion littéraire qu'il maudit aujourd'hui, M. Hugo, instruit par sa propre expérience, sait très bien distinguer la critique sérieuse de la critique railleuse, et depuis dix ans, depuis la publication de *Cromwell*, il a été étudié, commenté, jugé sérieusement. Si la critique a quelque chose à se reprocher en ce qui le concerne, c'est son extrême complaisance. Elle a cru bien faire en le soutenant, et elle l'a soutenu. Elle a expliqué à plusieurs reprises aux esprits indolens ou entêtés tout ce qu'il y avait de hardi dans les tentatives, de magnifique dans les promesses du poète; elle s'est presque rendue solidaire de l'accomplissement des programmes que M. Hugo publiait dans chacune de ses préfaces. Est-ce la faute de la critique si le poète a manqué à ses promesses, s'il nous a raconté les merveilles d'un Éden dont les portes sont demeurées fermées? Les éloges complaisans que la presse a prodigués à l'auteur de *Cromwell*, au lieu de l'affermir dans les résolutions qu'il annonçait, et de l'encourager à chercher dans ses œuvres futures la démonstration des principes qu'il formulait en toute occasion, lui ont donné de lui-même une opinion exagérée, et lui ont persuadé qu'il lui suffirait, pour occuper la première place, de se l'adjuger. Les applaudissemens, qui auraient dû lui inspirer une défiance salutaire, l'ont mené, par une pente insensible, à croire que chacune de ses paroles avait nécessairement une valeur infinie, et que la discussion ne pouvait l'atteindre sans profaner sa majesté sacrée. Quand la critique, effrayée du vertige qui emportait le poète, a voulu réparer par la franchise le mal qu'elle avait fait; quand elle a voulu changer le rôle d'auxiliaire pour celui de conseiller, M. Hugo n'était plus capable de clairvoyance; il avait déjà trouvé en lui-même un prêtre et un autel; il avait fondé une

religion qui, malheureusement, a trouvé des prosélytes ardens, et que je propose d'appeler *autothéisme;* car, s'il faut en croire le témoignage des *Voix intérieures*, M. Hugo est depuis plusieurs années habitué à l'adoration de sa pensée. Il se contemple dans sa splendeur solitaire, et il est heureux de se contempler. Peut-être cette religion nouvelle, qui ne s'est jamais manifestée sous une forme si éclatante que dans *les Voix intérieures*, est-elle dès à présent une maladie incurable; peut-être la franchise n'a-t-elle plus rien à espérer d'un poète qui voit des ennemis dans tous ses juges, qui accuse de haine et de trahison les conseils les plus sincères. Mais la vérité prise en elle-même offre assez d'intérêt pour que la critique ne tienne aucun compte de la joie ou de la colère de M. Hugo. Dût le poète chercher, dans les trois règnes de la nature, un sujet de comparaison placé bien au-dessous du champignon, la critique ne renoncera pas à proclamer en toute occasion ce qu'elle prend pour la vérité. S'il lui arrive de se tromper, et jamais elle ne s'est crue à l'abri de l'erreur, elle n'hésitera pas à revenir sur ses premières déclarations, à rétracter les craintes qu'elle avait exprimées; mais en attendant que M. Hugo réfute les objections de la critique en réalisant les promesses de ses préfaces, en attendant qu'il se convertisse et désarme la discussion par l'harmonie et la pureté de ses ouvrages, la critique étudiera la popularité croissante des objections qu'elle a formulées, et cette étude la rendra indulgente pour la colère du poète. Déjà il lui est permis de s'applaudir de l'évidence acquise à plusieurs idées qui d'abord ont paru obscures. Bien des convictions qui se disaient inébranlables, et qui s'agenouillaient devant les œuvres dramatiques de M. Hugo, ont perdu peu à peu leur première ferveur; les néophytes ont abandonné la prédication pour la discussion. De jour en jour, M. Hugo voit diminuer le nombre de ses disciples, et si ce mouvement de désertion continue, le poète sera bientôt forcé de chercher en lui-même l'unique auditeur des leçons qu'il se plaît à donner. Pour notre part, nous souhaitons que la solitude ne se fasse pas autour de lui; nous souhaitons qu'il n'attiédisse pas, suivant une progression indéfinie, les sympathies qu'il avait d'abord conquises, et qui désespèrent de s'égaler jamais à son ambition. Mais s'il ne veut subir l'oubli, il faut qu'il se résigne à entendre la vérité.

Or, jusqu'ici, sinon dans ses préfaces, du moins dans ses œuvres, il paraît n'avoir compris qu'une partie de la poésie, et la partie dont il se préoccupe au moment de la création, n'est qu'une partie secon-

daire, si on la compare à la partie qu'il néglige. Il ne voit, il ne poursuit que la forme, et il omet l'idée que la forme enveloppe, mais ne peut jamais suppléer. Sans confondre la poésie et la science, nous sommes en droit de demander à la poésie aussi bien qu'à la science l'idée cachée sous les paroles qu'elle prononce. Cet avis qui porte avec lui-même son évidence, et qui n'a pas besoin d'être démontré, ne paraît pas être l'avis de M. Hugo; car dans ses odes, dans ses romans et dans ses drames, les idées sont rares et les mots nombreux. La différence des procédés employés par la poésie et par la science n'abolit pas l'étroite parenté des facultés diverses qui se proposent la science et la poésie. L'imagination et le raisonnement relèvent également d'une faculté plus générale, qui s'appelle l'intelligence. C'est pourquoi le poète, aussi bien que le naturaliste ou l'astronome, est obligé de penser. L'idée qu'il conçoit, au lieu de s'offrir sous la forme didactique, se présente sous la forme d'une image. Mais quelle que soit la diversité des vêtemens dont elles se couvrent, l'idée poétique et l'idée scientifique, en tant qu'idées, sont de la même famille. S'il n'est pas permis à l'astronome, au naturaliste, de parler lorsqu'il n'a rien à dire sur les formes ou les mouvemens des corps célestes, sur l'organisation et la vie des plantes ou des animaux, pourquoi serait-il permis au poète de chanter lorsqu'il n'a rien à dire sur Dieu ou sur la création, sur lui-même, ou sur les tragédies auxquelles il assiste? Qu'est-ce que la parole qui se réduit à ébranler l'air, à frapper l'oreille, et qui n'exprime aucune idée? Les savans dédaignent avec raison les considérations qui se donnent pour générales et qui ne peuvent s'appliquer à l'étude d'aucun ordre de faits; les poètes qui prennent au sérieux la poésie et qui embrassent d'un regard clairvoyant le domaine entier de l'imagination, ont le même dédain pour les mots, si bien arrangés qu'ils soient, qui n'expriment aucune émotion, aucune pensée, et M. Hugo a signé de son nom bien des mots de cette nature. Il professe pour l'image, prise en elle-même, un respect indéfini, et il ne paraît pas soupçonner que l'image est à l'idée ce que la draperie est à la chair. Il n'est jamais venu à la pensée de Polyclète ou de Phidias de ciseler le marbre pour le seul plaisir de le ciseler, de fouiller le paros et de l'assouplir en plis ondoyans, comme la pourpre tyrienne, avec l'unique intention de voir la lumière se jouer dans les plis du marbre vaincu. Polyclète et Phidias savaient bien que les draperies sculptées par leur ciseau ne deviendraient belles et n'obtiendraient l'admiration qu'à la condi-

tion de traduire la chair voilée par la laine; ils savaient très bien que la draperie, par elle-même, n'intéresserait pas la multitude et plairait tout au plus à quelques hommes du métier par le mérite de la difficulté vaincue. Homère et Sophocle étaient du même avis que Polyclète et Phidias, car jamais ils n'ont cherché dans Achille ou Briséis, dans OEdipe ou Antigone, le puéril plaisir d'arranger des mots, de manier des tropes; malgré la mélodie enchanteresse de leur langue, ils n'auraient pas cru mériter les applaudissemens de la Grèce, s'ils eussent négligé d'exprimer dans leurs vers obéissans de grandes pensées, de nobles émotions. Ils comprenaient très bien que l'image sans l'idée n'est qu'un jeu d'enfans ou de rhéteurs, et que la gloire durable n'appartient qu'à l'éloquence qui accepte le maniement des images comme moyen, mais non comme but. Tous les hommes qui ont inscrit leurs noms dans l'histoire de l'imagination humaine ont associé constamment la chair à la draperie, l'idée à l'image. M. Hugo, doué d'une aptitude singulière pour le maniement de la langue, quoiqu'il lui arrive parfois de la traiter avec brutalité, comme par exemple lorsqu'il dit à Olympio : Ta réputation *dont* souvent nous nous sommes écriés en rêvant, devait appliquer d'abord ses éminentes facultés à la partie extérieure de notre poésie; et certes il y aurait de l'injustice à méconnaître ce qu'il a fait pour l'enrichissement de la rime, pour la mobilité de la césure, pour la variété du rhythme, pour l'analogie et la continuité des symboles. Les services qu'il a rendus à la partie extérieure de la poésie sont incontestables. Il a cherché, il a trouvé dans la prose, des ressources que les praticiens consommés ne soupçonnaient pas; mais dans ses romans, comme ses drames, comme dans ses odes, il a presque toujours dissimulé, par l'éclat des images, l'absence des idées que le public attendait. Comme il possède dans le maniement des images une habileté au-dessus de tout éloge, comme il gouverne la langue avec une autorité militaire, et que bien peu, parmi les plus studieux, sont en mesure de ne pas regarder cette habileté avec étonnement, ses odes, ses romans et ses drames ont acquis une grande renommée. D'ailleurs dans quelques chapitres de *Notre-Dame de Paris*, dans plusieurs scènes de *Marion Delorme* et d'*Hernani*, dans plusieurs pièces des *Feuilles d'automne*, l'idée se montre sous l'image. Si amoureux qu'il soit de la parole, M. Hugo ne peut abolir en lui-même la faculté de sentir et de penser. Si par l'application persévérante de la méthode qu'il a créée, et qui consiste à considérer la parole comme vivant

par elle-même, et pouvant se suffire sans le secours de l'idée, il arrivait à effacer cette faculté, son nom serait bientôt rayé de la liste des poètes. Mais nous espérons qu'un pareil malheur ne lui est pas réservé. Il est encore jeune, il possède un admirable instrument; dès qu'il voudra se mettre à sentir et à penser, il trouvera pour toutes ses émotions, pour toutes ses idées, des paroles empressées et fidèles. En se résignant à vivre dans la société des livres ou des hommes, il comprendra de jour en jour combien les images les plus éclatantes sont peu de chose, lorsqu'elles ne traduisent pas des idées vraies ou des passions énergiques. Si au contraire il s'enferme dans une solitude obstinée, si l'étude des livres ou des hommes ne donne pas à sa poésie les qualités humaines qui lui manquent, il ne lui restera que la gloire d'avoir enseigné à ses contemporains le doigté d'un instrument pour lequel il n'a pas écrit de musique.

GUSTAVE PLANCHE.

DES RAPPORTS

DE LA FRANCE

AVEC

LES GRANDS ET LES PETITS ÉTATS DE L'EUROPE.

I. — De la Russie.

La situation présente de la France à l'égard de la Russie n'est pas nouvelle. Elle date déjà de près de cinquante ans; après diverses transformations, elle se trouve aujourd'hui à peu près identique à ce qu'elle était à cette époque.

Quand la révolution de 1789 éclata, les différens états de l'Europe prirent plus ou moins part à cet évènement, selon leur degré de culture et selon la masse et la nature des désirs que les élémens de leur organisation, le plus ou moins de prospérité ou de misère, firent naître dans les populations qui les composaient.

Mais deux populations surtout s'associèrent hautement à cette révolution, deux populations dont la situation géographique devait inspirer des inquiétudes fondées aux grandes puissances qui formèrent depuis la coalition. Je parle de la Suisse qui touche à la Savoie, à l'Italie, et où se préparait, à Genève, un foyer de principes révolutionnaires, et du nord de l'Allemagne, où la liberté de penser, établie depuis la réformation religieuse, favorisait le développement des idées de réforme politique sur lesquelles se basait notre révolution.

Les gouvernemens de l'Autriche, de la Prusse, des états du Rhin et de la Haute-Italie, songèrent aussitôt à se préserver des dangers qui les menaçaient. Un parti conservateur s'éleva avec vigueur, dans le parlement anglais, contre les principes que ces gouvernemens s'apprêtaient à combattre, et joignit ses efforts aux leurs, pour éteindre les différends de la Porte et de la Russie, et préparer, au sein d'une paix générale, les élémens d'une grande alliance pour la conservation du principe monarchique, qui périssait en France.

Catherine II s'associa franchement et énergiquement à cette pensée de résistance. Elle congédia l'envoyé du gouvernement constitutionnel français, envoya un ministre près des princes de la maison de Bourbon, émigrés, et leur fit tenir un subside de trois millions de roubles, par un banquier d'Ambsterdam, M. Hope, dans un temps où nulle puissance, en Europe, n'osait attaquer ouvertement la révolution française, et le gouvernement qui en était sorti (1).

L'année suivante, l'impératrice fit plus. Elle se joignit à l'Autriche qui avait déclaré la guerre à la France, et s'engagea à fournir vingt-cinq mille soldats russes, pour marcher sur le Rhin par la Silésie.

Après la mort de Louis XVI, l'impératrice rompit ses dernières relations; elle annula le traité de commerce qui existait entre la France et la Russie, défendit aux Français de pénétrer dans son empire sans un passeport des princes émigrés, ordonna une levée de quarante mille hommes, et fit armer dix vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, pour soutenir la flotte anglaise contre la France.

On sait comment le comte d'Artois fut reçu à Saint-Pétersbourg, quels subsides il y trouva, avec quelle générosité l'impératrice subvint aux dépenses de l'armée de Condé. A la fin de l'année 1795 eut lieu la conclusion du traité de la triple alliance entre l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, où l'impératrice prenait des engagemens très onéreux, et elle s'apprêtait activement à les remplir, quand la mort l'arrêta.

Tout animée qu'elle était contre la révolution française, et quoique bien décidée à la combattre au prix de tous les sacrifices, l'impératrice Catherine ne fit cependant pas ce qu'elle eût voulu faire pour l'abattre. Quand elle envoya au comte Ostermann une dépêche de sa main, pour se plaindre au gouvernement espagnol de la paix qu'il avait conclue, à Bâle, avec la Convention nationale, l'Es-

(1) 1791. Renvoi de M. Genet, envoyé de France près de Catherine II. (*Des services rendus par la Russie*, etc. Leipsig, 1815.)

pagne répondit avec raison, par le prince de la Paix (mars 1796), que l'impératrice n'avait pas pris une part vraiment active, c'est-à-dire par ses armées, à la guerre que soutenaient les puissances.

C'est qu'alors, par des causes non moins prépondérantes que celles qui agissent aujourd'hui, la guerre était fatale au développement et à la prospérité de la Russie, et c'est ce que la grande Catherine ne pouvait manquer de voir. La Russie soutenait, depuis dix-huit ans, de grandes et terribles guerres, et ses conquêtes ne la couvraient pas des frais immenses qu'elle faisait, et des pertes que lui causait la stagnation de son industrie. Il faut considérer qu'en aucun pays de l'Europe, la consommation des hommes que fait la guerre, n'a des suites aussi funestes qu'en Russie, et qu'à cette époque, d'après les statistiques du temps, la Russie n'avait, proportions gardées, qu'un homme sur *cinq* que possédait l'Autriche, *un* sur *quatre* que possédait la Prusse, et un sur *sept* que possédait l'Angleterre (1).

Les vues principales que doit se proposer un souverain russe, l'accroissement de la population, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, ne peuvent se concilier avec la guerre, et il se passera encore plusieurs règnes avant que la Russie puisse se permettre le luxe d'une guerre avec la France, à moins que la question de son existence politique n'y soit engagée.

L'impératrice Catherine avait eu beau ajouter par ses armes, à l'empire russe, un territoire de 30,000 werstes carrées, où se trouvaient comprises des provinces fertiles, telles que la Crimée; la Russie avait besoin d'un surcroît de population, et l'impératrice appelait de toutes parts les colons. Les revenus de l'empire s'étaient élevés, il est vrai, sous son règne, de 30,000,000 roubles à 60,000,000; mais les dépenses de son gouvernement excèdaient encore les revenus de son empire: elle eût donc été forcée, si elle avait vécu, de transiger avec la révolution française, même si la révolution française était restée ce qu'elle était en 1795, et même si la grande Catherine avait conservé l'énergie avec laquelle elle combattit ses premiers pas.

Or, les causes qui eussent arrêté l'impératrice dans ses projets de guerre, grandissent encore chaque jour, sans excepter la cause principale, le manque de population. C'est ce que je me réserve de développer et de prouver un peu plus loin.

(1) Voyez Storch et Ockhard.

Paul Ier débuta par un nouveau traité de commerce avec l'Angleterre, reçut Louis XVIII à Mittau, fit de nouvelles levées, équipa des flottes, fit, en 1798, un traité offensif et défensif avec l'Autriche, et fit marcher deux corps d'armée commandés par Suwaroff. On vit alors le phénomène d'une flotte turque et d'une flotte russe, marchant de conserve, contre les îles de l'Archipel, d'où elles chassèrent les garnisons françaises. Il n'y a que deux mots à dire du règne de Paul Ier, relativement à la France. Jamais plus grande énergie ne fut développée. L'expédition de Suwaroff doit être regardée comme la plus violente démonstration qui ait été tentée contre la révolution française. La conquête de l'Italie semblait assurée, on pouvait se flatter de faire celle de la France. Cette grande et hardie tentative n'aboutit cependant qu'à ramener Paul Ier à une alliance avec Bonaparte, et il l'eût établie sur de plus solides bases, sans la mort qui l'arrêta à son tour, mais qui n'empêcha pas l'alliance de se conclure plus tard, car les intérêts de la Russie ne permettent pas une guerre systématique contre la France, et tous les souverains russes doivent subir la loi de nécessité qui les rejette, quel que soit leur caractère personnel, dans un système pacifique.

Le règne de l'empereur Alexandre manifeste d'une manière non moins éclatante cette nécessité de la Russie.

L'empereur Alexandre commença par se rapprocher de la Grande-Bretagne, en annonçant au régent, par une lettre autographe, son avénement au trône. L'embargo mis sur les vaisseaux anglais, fut levé, et un traité de navigation conclu avec l'Angleterre (1). La paix fut formellement signée avec l'Espagne le 4 octobre, et le 8, avec le premier consul (pour la France). Le 7 mars suivant, la paix d'Amiens donna l'espoir d'une paix générale.

L'empereur Alexandre se livra alors sans réserve à la générosité de ses sentimens. Il abolit la prohibition qui pesait sur les écrits en langue étrangère, ainsi que l'ukase qui établissait la censure sur les écrits publiés en Russie. Toutes ses ordonnances furent conçues dans le même esprit qui avait dicté ces deux mesures.

On connaît la suite des idées et des évènemens qui a amené l'empereur Alexandre de ces dispositions à celles qui ont marqué la fin de son règne. L'empereur Alexandre marchait, sous tous les rapports, trop en avant de la Russie, qu'il n'apprit à connaître que dans

(1) 17 juillet 1801.

les dangers de l'année 1812. On peut dire que 1812 fit aussi connaître l'empereur Alexandre à la Russie. L'empereur, bien conseillé, se montra tout-à-fait Russe dans le moment critique. Sa présence à Moscou, ses allocutions en public, sa piété vraiment nationale, le rapprochèrent du peuple, et donnèrent ce grand élan dont l'effet se fait encore sentir aujourd'hui. Mais jusqu'à l'année 1812, l'empereur Alexandre était regardé, même à Saint-Pétersbourg, comme un partisan de la France et de l'Angleterre, qui rêvait une constitution incompatible avec les intérêts de l'aristocratie, et qui n'eût pas été comprise par les classes inférieures.

Les conspirateurs qui, au commencement du règne de l'empereur Nicolas, ont été, les uns exécutés sur les glacis de la forteresse à Saint-Pétersbourg, les autres exilés à perpétuité en Sibérie, n'étaient coupables que d'avoir adopté les premières idées de l'empereur Alexandre. Ils ont trouvé, en Russie, de l'intérêt pour leur jeunesse. On a eu de la pitié pour les malheurs de ceux qui ont survécu; mais leurs projets n'ont rencontré que l'indifférence qui s'attache aux idées prématurées.

Ce qui restera encore du règne de l'empereur Alexandre, pour le bien de la Russie, et ce que n'oubliera pas l'Europe appelée à en retirer aussi quelques avantages, ce sont les belles institutions, les établissemens utiles que lui fit concevoir et exécuter son ardent amour de l'humanité; car c'était là le seul sentiment qui l'animait dans tous ses actes, et qui lui a dicté ses ukases en faveur du peuple. — L'empereur Nicolas, prince humain et bon, sans nul doute, mais plus homme d'état que son frère, émet des ukases semblables, dans la pensée politique de créer une classe bourgeoise. Ainsi, par une rare exception, la philantropie et la politique, le sentiment et la pensée se sont trouvés concourir, en Russie, au même but.

Ce fut l'empereur Alexandre, frappé de la douceur du régime féodal en Esthonie, qui donna, en 1801, le bel ukase en faveur des bourgeois et des paysans, qui les soustrait au régime arbitraire où les tenait la noblesse.

Par cet ukase, le serf est autorisé à jouir, tout comme un homme libre, de ce qu'il a acquis par son travail; il est défendu aux nobles de vendre leurs serfs isolément, et sans la terre qui les nourrit. Ils ne peuvent les punir corporellement eux-mêmes, ni les marier à leur fantaisie. Cet ukase mémorable qui a été suivi d'un grand nombre d'autres, émanés, soit de l'empereur Alexandre, soit de l'empereur Nicolas, n'est pas moins que le premier article d'une véritable charte

d'affranchissement des communes pour la Russie, dont le dernier mot sera prononcé avant qu'il soit vingt ans.

Puis furent créés quelques tribunaux municipaux, où siégeaient, par l'élection libre, des serfs qui jugeaient les contestations entre d'autres serfs, et déterminaient la nature et la gravité des châtimens. Ces institutions étaient déjà anciennes, mais tombées en désuétude. Aujourd'hui, elles sont en pleine vigueur; et si l'on pénètre dans l'intérieur d'un village russe, on est tout étonné d'y trouver le système municipal établi dans une extension telle que nous ne pourrions l'admettre sur ces bases en France, où la couronne n'aurait pas un pouvoir assez fort pour le balancer.

Jusqu'au règne de l'empereur Alexandre, les terres avaient été concédées à perpétuité, par la couronne, avec les paysans qui en dépendaient. Sous son règne, et depuis, les terres furent seulement concédées pour un certain nombre d'années. Un seigneur russe, ayant un jour demandé une terre à titre de dotation héréditaire, reçut, *par écrit*, cette réponse, faite par ordre de l'empereur : « La plupart des paysans russes sont esclaves. L'empereur n'a pas besoin de s'expliquer sur ce qu'il y a de flétrissant et de malheureux dans cette situation; qu'il suffise de savoir que sa majesté impériale a fait serment de ne pas augmenter le nombre de ces infortunés, et s'est fait, en conséquence, un principe de n'accorder aucun paysan en toute propriété à personne. »

Dans ces dispositions, l'empereur Alexandre dut porter ses regards sur le code commencé depuis Pierre Ier, et resté inachevé, malgré tout le zèle de Catherine et les ordres réitérés de son successeur, Paul Ier.

La tâche était grande, car la Russie se compose de beaucoup de nations différentes, dont chacune a ses droits; et déjà, sous Catherine, le nombre des ukases existans dépassait le nombre de soixante-dix mille.

Le prince Lapuchin et M. de Nowosilzow, aujourd'hui président du conseil des ministres, furent placés à la tête d'une commission chargée de régler les principes du droit, les lois générales, les lois spéciales et les formes de procédure (1). Une somme de 100,000 roubles fut affectée annuellement à ce travail, qui a donné lieu, sous le règne actuel, à une entreprise aussi colossale, déjà terminée en quel-

(1) *Précis des notions historiques sur la formation du corps des lois russes*, tiré des actes authentiques déposés dans les archives de la deuxième section de la chancellerie particulière de l'empereur. Saint-Pétersbourg, 1833.

que sorte. Les lois de la Russie ont été recueillies, sous la direction de M. Speranski, en deux collections (en langue russe), l'une, par ordre de matières, et l'autre, par ordre chronologique (1). Celle-ci (elle forme quarante-cinq volumes compacts) est d'un immense intérêt pour les étrangers. La série des ukases du règne de l'empereur Nicolas (dix années) eût montré, plus clairement que tous les exposés, la tendance de son gouvernement; je les ferai connaître ultérieurement (2).

Le règne de l'empereur Alexandre fut aussi favorable à l'agriculture. Des fermiers *anglais* furent appelés à Saint-Pétersbourg pour y fonder un Institut agricole; et quelques seigneurs en créèrent, à l'exemple de l'empereur, dans l'intérieur de la Russie.

L'empereur fonda sous son règne presque toutes les écoles de médecine, des universités, des gymnases, des écoles militaires, des écoles spéciales; il admit les juifs aux bienfaits de l'éducation publique, il affranchit les serfs, et donna à la noblesse russe une impulsion toute nouvelle en l'entraînant, par son exemple, à fonder des établissemens utiles. On ne peut se figurer l'énormité des sommes qui furent dépensées pour les universités, les hôpitaux et les écoles. Le seul prince Iljinski donnait 600,000 roubles pour une école de sourds-muets, et le comte Bedsborodsko assurait à un collége de la petite Russie, outre un capital de 200,000 roubles, une somme de 15,000 roubles de rentes annuelles à perpétuité.

Dans les provinces même les plus éloignées, dans les gouvernemens les moins avancés, des gymnases et des écoles furent fondés par les soins de la noblesse. C'est alors que Wologda, Iskurtz en Sibérie, Jeniseirk et Tiflis même, se virent dotés de tels établissemens. On ne peut se figurer l'empressement avec lequel les nobles et les marchands russes viennent au secours des classes souffrantes et contribuent à leur amélioration morale. Ces efforts ne se sont pas ralentis depuis le règne de l'empereur Alexandre, où l'on voyait le corps des marchands de Gshatsk, dans le gouvernement de Smolensk, donner 100,000 roubles pour une école de commerce. Le marchand Fischer offrit, à Riga, 40,000 roubles et sa propre maison pour une école; le marchand Paschkis, 10,000 roubles pour une

(1) Ukase du 22 avril 1801.

(2) L'histoire législative du règne de l'empereur Nicolas se composait déjà, au 1er janvier 1852, époque à laquelle la dernière commission des lois publia l'ensemble de son travail, de quatre mille huit cent quarante-cinq manifestes et ukases, de deux cent sept statuts, de douze traités et de neuf diplômes.

maison d'orphelins. Le major Chljustin et le major Bergshuikow consacraient leurs terres et leur fortune à fonder des établissemens philantropiques. D'autres créaient des écoles forestières, des hôpitaux, des écoles navales et une multitude de fondations (1).

L'empereur Nicolas trouva donc, à son avènement, tous les esprits dirigés vers les améliorations matérielles; il vit que le patriotisme des nobles, stimulé par les distinctions que l'empereur Alexandre avait prodiguées à tous ceux qui s'occupaient d'augmenter le bien-être de la nation russe, pouvait produire de grandes choses; et, en même temps que son ardent amour pour son pays l'entraînait dans cette direction, il démêla, avec sa sagacité ordinaire, tout le parti qu'on pouvait tirer de cette situation.

En suivant les faits de ces trois règnes, et en observant le caractère du règne actuel, on ne peut s'empêcher d'être frappé du bonheur constant de la Russie, et de l'appropriation parfaite du caractère de ses souverains aux besoins des temps où ils ont vécu. Catherine II avait poli l'aristocratie russe; mais les dernières années de son règne avaient opéré un relâchement général, et la corruption, les désordres de sa cour, avaient notablement diminué dans la noblesse le respect et la crainte du pouvoir royal, dont l'unité était si nécessaire. Vint alors Paul Ier, en qui la fermeté et la vigueur furent portées jusqu'à l'excès peut-être; mais alors l'excès même de l'autorité n'était pas de trop. Il faut avoir vu chez elle la noblesse russe, même celle de ce temps-ci, pour savoir que l'empereur Paul Ier n'agissait pas en despote insensé, mais en prince qui connaissait les dangers de sa postion, quand il disait à un Narishkin qui réclamait un privilége dû à son rang : « Sachez, monsieur, qu'il n'y a en Russie de grands seigneurs que ceux à qui je parle, et encore ne le sont-ils qu'aussi long-temps que je veux bien leur parler. » Ce règne de la force brutale fut court, il est vrai, et se termina violemment; mais il était nécessaire, et il fut efficace. Les quatre années du règne de Paul Ier ne furent pas des années perdues pour la Russie; au contraire, elle s'en trouva bien, et un étranger serait bien étonné si on lui disait que l'empereur Paul a laissé dans la nation quelques bons souvenirs que n'a pu effacer tout le règne de l'empereur Alexandre.

L'empereur Alexandre vint à son tour à propos. Il vint avec des idées libérales, à une époque où elles avaient encore quelque crédit

(1) *Compte-rendu du ministre de l'intérieur Kotschubeij pour* 1803 *et* 1804.

parmi les gouvernemens. Ces idées le rapprochèrent de l'Europe, et lui donnèrent de l'influence sur elle, en même temps qu'elles remplacèrent en Russie, à Saint-Pétersbourg surtout, la tendance moqueuse et frivole de la civilisation du XVIIIe siècle, imprimée à la noblesse russe par les courtisans français de la grande Catherine. En outre l'empereur Alexandre était conciliant, il séduisait par un caractère aimable, il savait faire au besoin le sacrifice de ses prétentions les plus justes, sans rien perdre de sa dignité. Toutes ces qualités si sociables, si dignes d'un grand souverain, firent de lui la clé et le pivot de la sainte-alliance. Le gouvernement russe, appuyé, grace à l'impératrice Catherine, sur un peuple docile, et grace à Paul Ier sur une noblesse soumise, exerça alors une véritable prépondérance en Europe, à la faveur de la sécurité dont il jouissait intérieurement; et cependant l'unité nationale du peuple russe, qui est sa seule force, s'éparpillait et se perdait de nouveau, quand l'empereur Nicolas monta sur le trône.

Il faut se reporter aux circonstances où se trouvaient l'Europe et la Russie quand le grand-duc Nicolas succéda à son frère l'empereur Alexandre.

La Grèce avait accompli sa révolution; tout récemment encore elle venait de montrer qu'elle pouvait résister efficacement à la flotte turque qui existait encore; mais le pays était divisé, et les yeux du nouveau souverain devaient se porter à la fois sur la Grèce et la Turquie, deux puissances qui semblaient, l'une naître et l'autre mourir, et sur les destinées desquelles il importait tant à la Russie d'exercer une influence. Lord Castlereagh avait été remplacé par M. Canning. Louis XVIII était mort un an auparavant, et les menaces prononcées en plein parlement par M. Canning, contre le gouvernement français, devaient rapprocher le ministère du cabinet russe et favoriser une alliance plus intime entre les deux puissances. D'un autre côté, dix années de paix avaient créé une grande prospérité en Europe. Les routes et les moyens de communication s'étaient étendus dans une proportion inouie. La navigation par la vapeur avait créé des rapports faciles entre les états les plus éloignés. L'application de la vapeur à l'industrie avait encore augmenté les rapports en étendant et en simplifiant les moyens de fabrication, en même temps que s'étendaient et se simplifiaient les moyens de communication. Un double coup d'œil, jeté sur l'Europe et sur son empire, détermina le plan de politique intérieure et extérieure de l'empereur Nicolas. Les premiers jours de son règne lui apprirent quel

danger il y aurait pour lui à adopter les idées de l'empereur Alexandre; idées qui, d'ailleurs, s'étaient beaucoup modifiées depuis 1812. Il se livra donc sans réserve à celles qui lui étaient propres, et se montra tout-à-fait Russe dès son avénement au trône, repoussant toutes les idées politiques qui venaient de l'Occident, comme Pierre Ier avait repoussé, en faisant sa réforme, tout ce qui était venu d'Orient à la Russie. Ce premier pas fut décisif, et presque tous les cabinets de l'Europe s'en émurent, bien qu'ils ne comprissent encore que confusément les vues de l'empereur Nicolas. Séparer la Russie des idées de la France, de l'Angleterre, et, *du nord de l'Allemagne*, favoriser le développement de sa nationalité, lui créer une industrie qui remplaçât les industries étrangères dont elle était tributaire; telles étaient les idées de ce plan, qui se sont réalisées en peu d'années. En même temps, l'empereur renonçait à l'idée qu'il avait émise de détruire le système des classes et des rangs créé par Pierre-le-Grand, et lui donnait, au contraire, une très grande extension dans un but que j'indiquerai tout à l'heure.

La tâche que se donnait l'empereur Nicolas n'était pas facile. Il s'agissait de rétablir en quelque sorte le vieux système national russe, moins la puissance de l'aristocratie qui gênait les anciens souverains, et c'est à cet effet que l'empereur conservait le système du classement social de Pierre Ier. En même temps qu'il fallait cesser de gouverner par l'adjonction des idées étrangères, comme il était nécessaire de s'affranchir des secours de l'industrie et des sciences de l'Europe, on ne pouvait procéder à ces fins qu'en multipliant plus que jamais les rapports avec l'Europe, pour s'approprier ses procédés. Ainsi, pour ne citer que deux exemples, en même temps que le gouvernement de l'empereur Nicolas opposait mille obstacles à l'entrée en Russie de tous les *outchitèles*, ou professeurs et précepteurs français, qui affluaient jusqu'alors à Pétersbourg et à Moscou, il favorisait de toutes ses forces l'introduction des contre-maîtres et des chefs d'atelier français. En même temps que l'empereur Nicolas promulguait un ukase pour défendre aux nobles russes de s'absenter plus de cinq ans, sous peine de confiscation de leurs biens, et qu'il leur refusait des passeports pour l'Angleterre, et surtout pour la France, il couvrait ces deux pays d'agens commerciaux, de jeunes officiers des corps savans et d'élèves des académies, pour y étudier les procédés de la fabrication et la marche de l'industrie. Il y a un fait plus curieux encore, c'est que, tandis que les nobles ne peuvent emmener en voyage ceux de leurs enfans mâles qui sont adultes, les fils

de marchands, même ceux qui ne sont pas libres, courent à leur gré les pays étrangers. Or, les idées *étrangères*, comme on dit en Russie, fructifient bien plus vite dans la tête d'un fils de marchand que dans celle d'un jeune gentilhomme, qui fréquente partout l'aristocratie, et se défend de l'influence libérale par l'influence de ses propres intérêts et de ses idées natives.

En disant quelques mots des *classes* et de l'organisation sociale de l'empire russe, qui est très peu connue, on pourra se faire une idée du terrain sur lequel opère le gouvernement de l'empereur Nicolas.

Du temps de Pierre Ier, la noblesse se divisait en deux grandes classes, les *knaës* et les *dworanines*, les princes et les vassaux. Les princes vivaient dans leurs terres. Pierre Ier les obligea à venir à sa cour, ne leur permit que de rares séjours dans leurs terres, et leur retira le privilége qu'ils avaient d'être exclusivement les conseillers et les grands fonctionnaires de la couronne. Cette aristocratie se composait principalement de trente ou quarante familles, dont les plus remarquables étaient les Narishkin, Galitzin, Kourakin, Scheremetieff, Repnin, Dolgorouki, Romanzoff, Troubetskoï, Wiasemski, Labanoff, Sherebatoff, et les princes d'origine tartare, comme les Jousouppoff, Ouroussoff, Mestcherski, etc.... En détruisant cette aristocratie et ne lui réservant que quelques insignifiantes faveurs de cour, Pierre-le-Grand se mit aussitôt à en créer une autre, où celle-ci même pouvait entrer, aristocratie toute-puissante, mais qui ne saurait être dangereuse; c'est l'aristocratie de service.

Voici comment elle se forme :

Il fut établi que le service civil ou militaire pouvait conduire à la noblesse, c'est-à-dire à la noblesse qui permet d'entrer dans les emplois. Ainsi, un prince russe n'est noble que de naissance, jusqu'à ce qu'il ait atteint, par le service, au rang et à la classe qui confèrent certains priviléges et la noblesse.

Il faut s'élever au rang de major pour avoir le droit de mettre, en voyage, dans l'intérieur de l'empire, quatre chevaux de poste à sa voiture. Un prince qui n'est que lieutenant ne peut, dans la règle, obtenir aux relais de poste impériale les quatre chevaux que le fils d'un paysan, qu'un soldat, devenu major, a le droit de requérir.

Le 24 janvier 1722, Pierre-le-Grand publia l'ordonnance qui réglait l'ordre des classes. Elles étaient divisées en quatorze rangs, ainsi qu'il suit :

1° Général feld-maréchal, grand-amiral, chancelier de l'empire, grand-chambellan;

2° Général en chef, amiral, conseiller intime *réel*, et ministre d'état;

3° Lieutenant-général, vice-amiral, conseiller intime;

4° Général-major, contre-amiral, chambellan, conseiller d'état *réel;*

5° Brigadier, capitaine-commodore, conseiller d'état;

6° Colonel, conseiller de collége;

7° Lieutenant-colonel, conseiller de cour (de justice), capitaine de vaisseau;

8° Major, assesseur de collége;

9° Capitaine, conseiller titulaire;

10° Capitaine en second;

11° Secrétaire de chancellerie;

12° Lieutenant;

13° Lieutenant en second;

14° Enseigne.

Les quatre premières classes donnent à ceux qui en font partie le titre d'*excellence*. Les huit premières classes confèrent la noblesse héréditaire, et les six dernières la noblesse personnelle, à ceux qui y figurent (1). Les droits de cette noblesse consistent dans l'affranchissement de tout impôt sur la personne et sur les propriétés (le gouvernement se réservant de taxer les redevances que doivent lui payer les paysans établis sur les terres), dans l'exemption du service militaire forcé et des peines corporelles (2).

Pierre III, dans son règne si court (3), accorda en outre à la noblesse de service russe tous les droits que possède la noblesse allemande en Livonie. Enfin l'impératrice Catherine régla les droits de la noblesse par une ordonnance (4) que l'empereur Alexandre déclara loi fondamentale de l'empire, quelques jours après son élévation au trône (5).

La noblesse russe se compose donc des titulaires des huit premières classes, seule noblesse qui donne droit aux emplois; de la noblesse de naissance, qui donnait droit aux charges de gentilhomme de la chambre et de chambellans, droit qui lui a été retiré par une ordonnance récente de l'empereur Nicolas (6), laquelle dé-

(1) Schubert, *Handbuch der staatskunde von Europa*. Kœnigsberg, 1835.
(2) *Ibid.*
(3) Ukase du 18 février 1762.
(4) Ordonnance du 24 avril 1785.
(5) Manifeste du 2 avril 1801.
(6) Ordonnance, juin 1836.

clare les seuls membres des six premières classes aptes à remplir ces charges, et de la noblesse étrangère admise au service de Russie.

Il faut ajouter aux priviléges de la noblesse, outre le droit de posséder des terres avec des paysans, celui de posséder des serfs sans terres, et de leur vendre la liberté, d'ajouter le nom de la terre au nom de la famille, et de posséder dans ses domaines tout ce qui est sur la terre, sous la terre, dans l'air et dans l'eau. La noblesse a encore le droit de posséder exclusivement certaines charges et dignités civiles dans les gouvernemens de la Russie, d'élire elle-même à quelques-unes de ces charges, et de présenter des candidats pour les autres. Ce privilége important a été encore renouvelé et étendu *en faveur des services rendus par la noblesse dans la dernière guerre de Pologne*, dit l'ukase du 18 décembre 1831, qui laisse à l'élection libre des nobles, non pas seulement, comme jadis, quelques places dans les tribunaux des provinces, mais les charges de président et celles de maréchaux de la noblesse dans les gouvernemens.

Je citerai ici deux ukases de l'empereur Nicolas qui feront juger la direction intérieure de son gouvernement. Par un de ces ukases, l'empereur défend aux grands propriétaires de distribuer fictivement leurs paysans, comme ils le faisaient, pour multiplier le nombre de voix dont ils disposent dans les élections de la noblesse; par l'autre, il est permis aux petits propriétaires de réunir, au contraire, leurs paysans pour former le nombre de *cent*, qui donne une voix dans les élections, et de déférer ce droit de vote à l'un d'eux. Chacun de ces ukases est un acte direct contre la grande propriété.

Quant à la noblesse polonaise, et particulièrement à la noblesse de second rang, qui se composait de plus de cent mille personnes, elle a été abolie par suite de la part qu'elle a prise à l'insurrection polonaise de 1830 et 1831, et réduite à ceux de ses membres qui possèdent des biens nobles, lesquels membres sont en petit nombre. Les autres retombent dans la classe des tenanciers (*odnowores*), s'ils habitent la campagne, et des bourgeois (*porvozechüy*), s'ils habitent les villes. Ils peuvent, à la vérité, changer de résidence, mais ils sont soumis dorénavant au service militaire. — Affreux et subit changement de condition qui explique l'impossibilité où se trouveraient la plupart des émigrés polonais de retourner dans leur patrie, même si on leur en ouvrait les portes!

La noblesse formée dans la Russie d'Europe, à ces diverses conditions, se compose d'environ neuf cent mille personnes, divisées en deux cents à deux cent vingt mille familles, ainsi la *soixante-unième*

partie de la population. La noblesse allemande, dans les provinces russes de la Baltique, est moins nombreuse; elle se compose d'environ treize mille personnes, ce qui donne un noble sur cent vingt-cinq habitans. Dans la Russie asiatique, et particulièrement dans les provinces du Caucase et dans les gouvernemens d'Astrakan et de Kasan, le nombre des nobles s'élève à vingt mille.

La bourgeoisie existe. Sa constitution est écrite dans l'ordonnance de 1785 de l'impératrice Catherine. La bourgeoisie est divisée en six classes. Dans la première sont ceux qui possèdent une maison; à la seconde appartiennent les marchands qui prouvent qu'ils ont un certain capital. Les marchands sont, à leur tour, divisés en *gildes*. Ceux qui prouvent la possession de 50,000 roubles appartiennent à la première gilde. Pour être de la seconde, il faut payer un impôt proportionné au capital de 20,000 roubles (1), et dans la troisième sont relégués les marchands de 8,000 roubles. Le comte de Cancrin, ministre des finances, a réellement créé le tiers-état par un amendement qu'il a fait récemment à ces ukases, par l'établissement de la classe des *patentés*. Auparavant, quand un marchand de la première gilde (qui confère la noblesse) cessait de pouvoir payer sa patente, il retombait dans la seconde gilde ou dans la troisième, selon la diminution de son capital. Maintenant il suffit d'avoir payé la patente de première classe pour conserver les droits qu'on a acquis. Il suffira de remarquer qu'en retombant dans les classes inférieures, un marchand redevenait sujet à l'enrôlement et aux punitions corporelles. On pouvait le battre et le faire soldat.

Il y a encore huit classes de bourgeois. Les artistes et les savans qui peuvent fournir des diplômes d'examen, figurent dans la cinquième de ces classes! Les bourgeois des gildes sont exempts de la capitation, du recrutement; ils peuvent faire des marchés et des achats de fournitures avec le gouvernement, et vendre tous les produits, excepté l'eau-de-vie et le sel. La première gilde se divise encore en deux classes. Les marchands de la première classe peuvent se livrer au commerce en grand dans l'intérieur de l'empire, et se servir d'une voiture à quatre chevaux dans les villes, porter une épée et paraître à la cour. Les autres membres de la première gilde n'ont que le privilége du grand commerce. Ils peuvent posséder des vaisseaux, et ils sont exempts des peines corporelles, à moins de crime de *haute trahison*.

(1) Ukases du 8 novembre 1807 et du 14 novembre 1824.

Un ukase de l'impératrice Catherine défendait de prêter plus de 5 roubles argent à un serf. Le comte Scheremetieff a aujourd'hui sur ses terres des serfs qui possèdent plus de 300,000 roubles. Quelques-uns se rachètent. Il y a quelque temps, un marchand se fit annoncer chez un ministre, qui recevait en ce moment un voyageur français. Le marchand portait le portrait de l'empereur au cou, suspendu à un large ruban d'honneur, et l'ordre de Saint-Vladimir. « Je n'ai rien à vous demander, dit le marchand; je suis un tel, votre serf qui a racheté sa liberté il y a neuf ans. J'ai fait le commerce, et comme je suis venu vendre à Pétersbourg un convoi de farine qui m'appartient, je n'ai pas voulu partir sans me présenter devant vous. — Très bien, dit le ministre. Et combien peut valoir votre convoi? — De 250 à 300,000 roubles environ. » Beaucoup de serfs affranchis ou non se trouvent dans ce cas.

Quelques-uns de ces serfs (on peut dire même la plus grande partie d'entre eux) refusent leur liberté par un calcul qui tient à l'état même d'esclavage. Ils perdent, en s'affranchissant, le patron à qui ils appartiennent, et qui leur accorde une protection souvent encore très nécessaire dans l'état actuel de la Russie. Quant à ceux qui cultivent la terre, il faudrait quitter celle qu'ils ont. En venant prendre le poste d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, lord Durham passa par Constantinople, comme on sait, et traversa toute la Russie. Il fit un séjour chez le comte Gourieff, et fut témoin du refus d'affranchissement de ses serfs. Le comte avait la pensée d'affermer ses terres à des hommes libres, afin d'être payé plus régulièrement. Il offrit à ses paysans de leur vendre la liberté, puis de la leur donner, et il n'éprouva que des refus à toutes ces propositions. Les serfs demandèrent qu'on leur donnât des terres avec la liberté, car ils se sont accoutumés à regarder comme leur propriété la terre qu'ils cultivent de père en fils. Voilà un des grands obstacles qui s'opposent à l'affranchissement, et il faut cependant que l'affranchissement s'opère avant l'époque où les idées d'indépendance viendront d'elles-mêmes aux serfs, car alors l'affranchissement qu'ils se donneraient serait accompagné de spoliation. J'ai trouvé cette crainte généralement répandue dans toute la Russie.

Les idées libérales marchent donc par la crainte même en Russie, où l'on affranchit les paysans pour qu'ils ne s'emparent pas des terres, et où on les élève à la bourgeoisie pour diminuer la puissance aristocratique de la grande propriété.

Aujourd'hui les paysans (*moujiks*) se divisent en trois principales

classes : les paysans libres, les paysans de la couronne, et les serfs.

Parmi les premiers se trouvent les cultivateurs libres, les colons et les paysans qui paient tribut.

Parmi les seconds, les enfans des colonies militaires, les paysans des fabriques et des mines impériales, les exilés en Sibérie, qui sont considérés comme paysans.

Parmi les troisièmes sont les paysans de la famille impériale et les serfs des seigneurs.

Les paysans libres ont été élevés à l'état de classe par un ukase du 20 février 1803. Les seigneurs avaient, il est vrai, déjà le droit de donner la liberté à leurs serfs (1); mais un affranchi ne pouvait s'adonner qu'au service de l'état et à la profession de marchand. L'empereur Alexandre leur permit d'acheter des terres (sans paysans héréditaires), et de les faire valoir avec tous les priviléges des gens libres.

La servitude a été complètement abolie en Esthonie et en Livonie (2).

Les colons étrangers qui se sont établis sur les terres des propriétaires jouissent, comme les colons appelés par la couronne, de la liberté de leur religion, de l'affranchissement du service militaire et civil, et sont exempts de redevances à la couronne pendant vingt ans. Les traités entre les propriétaires et les colons ne peuvent avoir lieu que pour vingt ans, et doivent être confirmés par le ministre de l'intérieur, curateur de tous les colons.

Les paysans qui paient tribut sont les Tartares et les peuples nomades de Sibérie, qui jouissent de tous les droits des sujets russes, même quand ils ne professent pas le christianisme, mais qui doivent suivre le rit grec, s'ils se convertissent. Ils paient en argent ou en pelleteries. Leurs différends sont jugés par leurs anciens, élus par eux-mêmes.

La première classe des vassaux de la couronne est celle des *odnoworzji*. Elle est très nombreuse, et se compose des descendans d'anciens soldats à qui on avait donné des terres en récompense de leurs services. Il s'y trouve aussi quelques races nobles dont les terres ont été morcelées par le partage entre de nombreux enfans, ce qui motiva un ukase de Pierre-le-Grand, où il est dit qu'il fonde des majorats (3) pour empêcher les nobles d'entrer dans la classe des odnoworzji. Ces vassaux paient certains impôts, comme les au-

(1) Manifeste de l'impératrice Catherine, 17 mai 1775.
(2) Ukases du 6 juin 1816 et du 6 janvier 1820.
(3) Ukase du 4 mars 1714.

tres paysans de la couronne, fournissent des recrues, mais les choisissent eux-mêmes entre eux, d'après un certain ordre qu'ils ont établi. Les soldats qui sortent de cette classe doivent être congédiés après quinze ans, s'ils n'ont pas encouru de punition grave (1). Ceux qui sont devenus incapables de travail par les fatigues ou par les blessures doivent être exemptés d'impôts. Ils ont le droit de faire décider leurs différends entre eux par des starostes (anciens) de leur choix, et celui de posséder des terres sans serfs. Quoique le droit de vendre et d'acheter des paysans leur ait été retiré (2), ils peuvent garder ceux qu'ils avaient, et leur donner la liberté à volonté. Leurs biens ne peuvent être confisqués, même pour crime, et doivent passer à leurs héritiers (ce droit a été accordé depuis aux bourgeois). Du reste, ils sont serfs et soumis aux lois qui régissent les paysans. Il leur est seulement permis de reprendre leur noblesse; mais ils ne sont rayés du registre de capitation qu'après que leurs titres de noblesse ont été reconnus valables par les députés du cercle et la héraldie généalogique de l'empire.

Les enfans des colonies militaires, qui abondent dans les gouvernemens d'Orembourg, de Simbirsk, de Kasan et de Tobolsk, sont soumis à la juridiction militaire, libres d'impôts, mais forcés d'embrasser la profession de soldat, à l'exception d'un seul fils sur quatre, je crois, que le père peut choisir et garder près de lui. Dès qu'ils atteignent l'âge de servir, ils sont incorporés dans les régimens. Le fils qui reste dans la maison paternelle a droit de vivre dans la colonie, et peut, à son tour, choisir un de ses fils pour le consacrer à l'agriculture.

Les paysans de la couronne possèdent en réalité et utilisent les terres où ils vivent, mais qu'ils ne sauraient vendre, et qui doivent être pour chaque tête, au moins de quinze décétines d'étendue. Ils sont sous la surveillance de l'autorité communale, et paient un *obrok* ou redevance en argent; quelquefois ils y substituent des corvées personnelles. L'*obrock* diffère selon la nature des terres. Dans certains gouvernemens, il est de trois roubles papier par homme; dans d'autres, de deux et demi.

Les paysans nomment un assesseur pris parmi eux, qui traite avec l'assesseur élu par la noblesse, de tous les rapports entre les deux classes et des intérêts d'argent.

(1) Ukase du 25 mai 1786.
(2) Ukase du 25 mai 1809.

Leurs différends se jugent par des starostes de leur choix. Les exilés en Sibérie, s'ils sont criminels au premier chef et jugés comme tels par un tribunal, sont morts civilement. Les autres reçoivent un district pour résidence, et sont sujets aux impôts comme les autres paysans de la couronne.

Les serfs de première classe sont ceux qui appartiennent à la famille impériale. Plusieurs domaines habités par les serfs forment un bailliage (*wolost*) qui se compose ordinairement de trois cents têtes. Il est administré par un député élu tous les trois ans, par un staroste-trésorier, un staroste-bailli, qui concilie les différends et se charge de la curatelle des veuves et des orphelins, et par un écrivain. Les paysans ne peuvent changer entre eux les terres qui leur sont assignées, sans l'assentiment de leurs autorités électives, qui en réfèrent, au besoin, au ministre de la maison de l'empereur. Dans chaque paroisse, les prêtres sont tenus d'avoir des écoles pour les enfans de six à dix ans, et le père d'un enfant qui se distingue par sa facilité d'apprendre, a droit à une diminution de taxe et de corvées.

Les serfs reçoivent trois décétines de terres, pour chaque culture d'été, d'hiver et d'automne, plus un jardin. Tous les dix ans, on estime la terre de chacun, et on fixe sa redevance, qui est débattue entre le commissaire de la couronne et les délégués des serfs. Si un paysan ne paie pas la taxe, il est livré aux tribunaux; mais la commune est solidaire et paie pour lui.

Les serfs des seigneurs sont tenus de leur obéir; mais s'ils commettent un crime, ils ne peuvent alléguer l'ordre du maître, et sont punis. Ils ne peuvent être contraints au travail le dimanche, et ont la moitié des jours de la semaine pour travailler à leur profit. Le seigneur a le droit de punition corporelle; mais il est punissable pour le fait d'un châtiment cruel, et le gouverneur de la province destitué s'il ne poursuit pas de tels actes (1). Les seigneurs sont tenus de nourrir leurs paysans en cas de disette, et de leur fournir le grain nécessaire pour attendre la récolte suivante (2).

La vente des serfs sans terres ne peut avoir lieu, ni en vente publique, ni sur les marchés, ni dans les villes de commerce, sous peine de confiscation de ces serfs. Il est défendu d'employer les serfs à un surcroît de travail pour payer les dettes du seigneur. Les af-

(1) Manifeste de l'empereur Paul Ier, 5 avril 1797.
(2) Ukase de l'impératrice Catherine, 4 août 1782.

franchis ne peuvent se remettre en esclavage chez un autre seigneur, et ont la faculté de racheter leurs femmes de la servitude, pour 10 roubles argent. Les serfs peuvent commercer, même dans les provinces les plus éloignées et hors de l'empire, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport du seigneur. Ils ont le droit d'être maîtres de poste, quand le seigneur leur donne caution (1).

En général, la commune russe se gouverne elle-même, fait par ses propres délégués le dénombrement des serfs qui se trouvent sur le domaine du seigneur, se partage les terres pour trois ans, fixe d'accord avec le délégué du seigneur la redevance par tête, paie l'*obrock* en masse, répondant pour les retardataires, a sa caisse de réserve, et jouit, dans le cercle de sa résidence, de toute la liberté que comporte un tel état de choses. Il y a profondément à réfléchir, en considérant que le nombre de ces serfs équivaut aux six-septièmes de la population.

Vis-à-vis de ces petites républiques démocratiques qui couvrent la Russie, se trouvent, en moins grand nombre, des républiques aristocratiques qui se gouvernent aussi par l'élection. Tous les trois ans, la noblesse de chaque gouvernement a le droit de s'assembler, et s'assemble en effet, pour élire les fonctionnaires qu'elle a le privilége de nommer, et écouter les représentations et les réclamations du gouverneur nommé par la couronne. Celui-ci ne peut les faire connaître que par écrit, et il n'a d'aucune manière le droit d'assister à l'assemblée de la noblesse, ou de troubler ses délibérations, tandis que la noblesse est autorisée à faire en personne ses objections au gouverneur, à les adresser en même temps, par une voie directe, au ministre de l'intérieur, ou même à envoyer des députés au sénat ou à l'empereur (2). Ces assemblées ont lieu dans un édifice qui leur est spécialement destiné dans chaque ville de gouvernement. La noblesse du gouvernement scelle ses actes d'un sceau à elle, et a ses archives où elle les dépose (3). Ces assemblées sont présidées par le maréchal de la noblesse du gouvernement, choisi tous les trois ans par le gouverneur de la province, entre deux candidats, pris parmi les maréchaux de la noblesse du cercle, élus par les nobles (4). La noblesse nomme les conseillers nobles des tribunaux, les juges et les

(1) Délibération du conseil de l'empire du 16 novembre 1810.
(2) Ordonnance de l'impératrice Catherine, 5 novembre 1778.
(3) Manifeste du 8 septembre 1802.
(4) Décision du sénat, confirmée par l'empereur le 5 mai 1801.

assesseurs du tribunal de conscience, et les juges commissaires et assesseurs des tribunaux des cercles.

Pour voter dans l'assemblée de la noblesse, il faut avoir des terres dans le gouvernement, à moins qu'on ne soit officier supérieur. Il faut encore être âgé de vingt-cinq ans, n'avoir pas été exclu du service militaire, et si on a été puni pour un délit infamant, avoir été relevé par jugement de ce délit (1). Pour remplir les emplois de la noblesse par élection, il faut avoir été au service, civil ou militaire, avoir vingt-cinq ans, et tirer cent roubles du revenu de ses terres. Pour la Russie-Blanche, on a décidé que les nobles qui n'ont pas de rang dans les classes sont aptes à être élus, s'ils ont obtenu une décoration. Or, les décorations sont si nombreuses en Russie, que cette condition d'élection n'en est pas une (2). Le motif de cette mesure tient à l'aversion des nobles de la Russie-Blanche pour le service russe. Ces provinces sont restées catholiques ferventes. Malgré tous les efforts du gouvernement, on ne peut parvenir à y faire adopter la langue russe, et il est d'autant plus difficile d'y détruire violemment l'esprit national polonais qui y domine, que les habitans de ces provinces restent soumis aux lois russes, et ne se sont pas compromis dans l'insurrection de Pologne.

Une assemblée de la noblesse ne peut être citée devant les tribunaux en *corps*; on ne peut la poursuivre que dans ses commissaires. Ses membres ne peuvent non plus subir la détention en masse pour leurs actes dans l'assemblée. Seulement, si elle s'organise contrairement aux lois, elle est punie par une amende de deux cents roubles; et si elle prend des résolutions illégales, elle encourt la peine de cassation.

Un noble (il ne faut pas oublier que la noblesse s'acquiert aussi par le service civil ou militaire, même par les plus bas rangs), un noble ne peut perdre sa noblesse que pour crime de haute trahison, de meurtre, de brigandage, de vol et de faux, ou pour les crimes punis par des peines infamantes (3). Il ne peut être décidé à cet égard que par jugement d'un tribunal dont appel au sénat et du sénat à l'empereur. Un noble ne peut être jugé que par un tribunal composé de ses pairs. Comme la noblesse jouit de sa liberté personnelle, un noble a le droit d'entrer au service d'une puissance étrangère; mais

(1) Décision du conseil de l'empire, 14 décembre 1810.
(2) Décision du 12 juin 1826.
(3) Ukase du 8 septembre 1802.

dès que l'état requiert ses services, il doit déférer à cette injonction. Les propriétaires doivent toutefois reparaître en Russie tous les cinq ans. Un noble peut quitter le service civil et militaire quand il lui plaît. La noblesse de chaque gouvernement a le droit de présenter des candidats pour tous les emplois civils. A cet effet, les nobles capables de service, et qui ont un rang, sont invités, tous les trois ans, par les hauts fonctionnaires, à faire savoir s'ils veulent être placés, et dans quel gouvernement. Dans l'assemblée de la noblesse qui a lieu peu de temps après, on décide de ces demandes par le ballottage, et les noms de ceux qui réunissent le plus de voix, sont envoyés, par les autorités civiles, au gouvernement central, à Saint-Pétersbourg. Là, à chaque vacance, on présente au sénat et à l'empereur la liste des candidats, avec la nature de leurs demandes, leur ancienneté dans le service, et le nombre de voix qu'ils ont réunies dans l'assemblée. Personne ne peut être employé au-dessous de son rang, et les nobles sans rang dans les classes sont placés comme simples commis dans les différens ministères.

Les habitans des villes qui ont le droit de bourgeoisie s'assemblent tous les trois ans aussi, par ordre du gouverneur-général, pour élire le bourguemestre et les prud'hommes, et pour faire connaître leurs réclamations au gouvernement. Pour être électeur ou éligible, il faut avoir vingt-cinq ans et payer cinquante roubles d'impôts. Les autres bourgeois peuvent assister à l'assemblée, mais n'ont pas le droit de voter. Un bourgeois ne peut être jugé que par les tribunaux civils, et ne peut être privé de sa liberté et de son bien que par jugement, pour les crimes prévus par la loi (1). Dans les villes de gouvernement, ils élisent tous les trois ans les juges des tribunaux civils, qui doivent être confirmés par le gouverneur civil, et tous les ans les doyens et juges des tribunaux verbaux (justice de paix). Chacun de ces corps de bourgeoisie a le droit de faire ses représentations au gouverneur civil, a son sceau, ses archives, et une maison spéciale pour ses assemblées (2).

En Livonie, en Finlande, et dans les provinces de la Baltique, tous ces priviléges sont encore plus étendus.

Je ne sais comment cette organisation intérieure de la Russie a échappé aux voyageurs et aux écrivains, car elle est d'une haute importance, et elle explique, plus que toutes les considérations po-

(1) Ukase du 9 septembre 1801.
(2) Manifeste du 1er janvier 1807.

litiques, la résistance du peuple en 1812, ainsi que les évènemens qui s'en sont suivis. Ajoutons que, par un effet naturel de cette organisation, tous les efforts que fait le gouvernement russe pour combattre et réduire la grande aristocratie ont pour résultat d'augmenter l'influence de la classe moyenne, ou, ce qui est plus vrai, de faire sortir une classe moyenne du sein de cette masse de serfs et d'esclaves de tous rangs qu'on ne redoute pas moins.

Ainsi, la politique de l'empereur Nicolas, qui est, en cela, celle de tous les empereurs depuis Pierre Ier, a été d'attirer la grande noblesse au service, de la retenir loin de ses terres, de lui donner, avec des honneurs, des emplois dispendieux pour diminuer ses richesses, et de lui fournir les moyens d'achever sa ruine, commencée par les dépenses du service militaire et le faste qu'exigent les emplois de cour, en lui prêtant *à réméré* des capitaux sur ses terres, dont une grande partie doit ainsi nécessairement retomber à la couronne.

Les premiers résultats de ces mesures ont été tels, en effet, qu'on les attendait. Sous l'impératrice Catherine, sous l'empereur Paul Ier, sous son successeur, l'empereur Alexandre, les princes et les seigneurs russes se sont empressés d'abandonner leurs terres, et de venir se livrer, à Saint-Pétersbourg, à toutes les prodigalités. Le goût de dissipation des Russes, en général, ne servit que trop bien la politique du gouvernement. On faisait bâtir un palais somptueux pour donner une fête, on dissipait dix ans de son revenu en uniformes et en chevaux de bataille pour gagner la faveur de l'empereur Paul, on engageait ses terres pour fonder à Saint-Pétersbourg une école de cadets ou une institution philantropique pour plaire à l'empereur Alexandre; et, dans les premières années du règne de l'empereur Nicolas, on obéissait aux goûts du souverain, n'importe à quel prix. Quelques-uns de ces courtisans rétablirent leur fortune par les faveurs même de la cour; un plus grand nombre, la presque totalité d'entre eux, fut ruiné.

Il y a quelques années (dix ans au plus), quelques-uns de ces nobles ruinés quittèrent le service, où ils ne pouvaient continuer leur train passé, et se retirèrent dans leurs domaines, pour y faire des économies, et dégager peu à peu leurs terres des mains du gouvernement. C'était au commencement de l'administration du ministre des finances comte de Cancrin, qui s'efforçait de répandre en Russie le goût des entreprises industrielles. Jusqu'alors les nobles s'étaient bornés à vivre du produit de leurs paysans. Quelques-uns,

bien conseillés, avertis par la baisse extrême du prix des blés, essayèrent de fonder des fabriques, qui produisirent rapidement de grands résultats. Ils réparèrent en peu d'années leur fortune diminuée au service, et dégagèrent leurs terres. Dès ce moment, ce fut comme une mode en Russie de posséder des établissemens industriels. Ceux des nobles qui restaient au service voulurent aussi en fonder; ils chargèrent leurs intendans de ce soin; mais leurs pertes, comparées aux bénéfices des autres nobles qui habitaient leurs terres, et surveillaient eux-mêmes leurs établissemens, les décidèrent à les imiter. Ils quittèrent donc le service pour ne pas voir diminuer leur fortune par l'industrie, comme les autres l'avaient quitté pour la rétablir par le commerce; et aujourd'hui, Moscou et tous les gouvernemens au-delà de cette ville sont couverts de manufactures et d'usines qui occupent des masses innombrables d'ouvriers. Les draps, les étoffes de coton, de soie, de laine, la porcelaine, le verre, tous les objets de consommation, se fabriquent maintenant à Moscou et dans ces gouvernemens, et à des prix si bas, que les prohibitions, mises en vigueur depuis sept ans, par le comte de Cancrin, contre les marchandises anglaises, viennent d'être levées comme inutiles. A Saint-Pétersbourg, on a regardé cette abolition, toute récente, comme une concession obtenue par lord Durham, et on s'efforce, sans doute, de la présenter sous ce point de vue à Londres; mais le fait est que l'industrie russe se croit assez avancée pour hasarder ce nouveau système, et admettre l'entrée, avec droits, des produits anglais, sans craindre la concurrence.

Un fait assez curieux, c'est que le moyen d'engagement des terres, employé depuis l'impératrice Catherine, pour ruiner les nobles et les mettre sous la main de la couronne, a servi, cette fois, à leur rendre leur fortune et toute l'indépendance dont ils sont susceptibles. En effet, les établissemens industriels ont donné de si grands produits depuis dix ans, qu'il y avait encore bénéfice pour les nobles qui manquaient des capitaux que demandent les premiers frais de fabrication, à emprunter au *lombard*, et à engager leurs terres à 6 p. 100, afin de faire valoir le capital emprunté à 16 ou 18 pour 100, que rapportent encore les fabriques.

Ces bénéfices diminueront, mais la route est prise, les serfs accoutumés au travail des fabriques, et les nobles accoutumés à la résidence dans leurs terres, aux idées commerciales qui donnent des idées d'indépendance; la nécessité d'écouler leurs produits les a forcés, à Moscou surtout, de fréquenter les marchands, de les voir

à toute heure, et de vivre avec eux dans une sorte d'égalité. D'un autre côté, les serfs, ouvriers ou paysans, se sont adonnés plus que jamais au commerce; le personnel du corps des marchands a presque doublé depuis dix ans, et chacun faisant ainsi la moitié du chemin, nobles et serfs se sont rapprochés sur le terrain du commerce, transaction qui amènera de grands changemens en Russie, dans peu d'années.

A Saint-Pétersbourg, on comptait, en 1832, un industriel sur quarante-huit habitans; à Moscou, *un* sur *cinquante-quatre*. Le nombre des industriels a quadruplé depuis à Moscou.

Les chiffres suivans prouvent assez combien cette augmentation a été sensible. Dans le courant d'une seule année, on comptait, en 1835 :

Marchands de la première gilde. . . .	695	Plus qu'en 1834	50
— — deuxième gilde. . . .	1,547	—	56
— — troisième gilde. . . .	20,099	—	1,147
Paysans ayant permission de faire le commerce.	4,992	—	388
Commis.	7,970	—	831 (1)

Parmi les nobles devenus marchands et fabricans à Moscou, et qui s'occupent exclusivement de leur négoce, on compte les plus grands noms de la Russie. Le prince Nicolas Troubetskoï fabrique des draps fins; le prince Bazile Metscherski raffine du sucre; le prince Nicolas Soltikoff fabrique également des draps; le général Orloff, des cristaux et du verre, etc..... Tous ces seigneurs sont ou jeunes ou dans la force de l'âge; ils ont tous quitté le service, et n'ont gardé que des emplois honorifiques et sans fonctions, de gentilshommes de la chambre et de chambellans.

Moscou, cet ancien foyer de l'aristocratie moscovite, est aujourd'hui une ville industrielle comme est Lyon; mais l'esprit d'opposition à la cour et au service du gouvernement n'y a pas diminué par ce fait : au contraire, il s'est étendu et devra s'étendre chaque jour. Il se modifiera plus encore, et se changera, d'esprit de coterie aristocratique qu'il était, en sentiment des intérêts positifs et en dédain des faveurs du pouvoir, fondé sur ces mêmes intérêts, les plus puissans de tous. Moscou n'en est pas moins une ville fidèle, dévouée à l'empereur, et l'accueil qu'il y reçoit chaque année le prouve suffisamment; mais ce dévouement tient au caractère particulier de l'em-

(1) *De l'état des forces industrielles de la Russie*, par V. Peltschinsky. Saint-Pétersbourg, 1834.

pereur Nicolas, à l'esprit *russe* qu'il montre, à l'ardeur avec laquelle il favorise les progrès de l'industrie. Du jour où un souverain russe commencerait une guerre d'agression qui semblerait injuste ou défavorable au commerce, du jour où il s'inquiéterait des suites que peut avoir l'extension de l'industrie, Moscou, dominée par ses nouveaux intérêts, opposerait de sérieux obstacles au gouvernement. Aussi, Moscou, comme capitale industrielle de la Russie, est la meilleure de toutes les garanties contre les vues d'envahissement et les projets agressifs du gouvernement russe (s'il en avait) à l'égard de l'Europe.

On peut juger de l'esprit public de Moscou et des villes commerçantes de la Russie par le fait suivant.

L'amour du souverain et l'approbation qu'on donne généralement à ses vues, vont bien jusqu'à lui voter des dons volontaires au besoin, comme firent au mois de juin dernier, à Nijni-Novogorod, les marchands qui votèrent 1,000,000 et demi de roubles pour les quais du Volga que l'empereur a conçus dans son voyage. Mais l'empereur, qui trouverait ainsi plusieurs millions, n'a pas pu réaliser un emprunt en Russie. Au milieu de la plus grande prospérité financière, son gouvernement manque de crédit, car l'esprit mercantile des Russes est trop juste pour admettre que l'arbitraire et le crédit puissent marcher ensemble. Si donc on voulait dominer l'Europe par les armes et par la guerre, il faudrait consentir à limiter un pouvoir qui, malgré toutes les institutions dont je viens de tracer le tableau, est encore assez absolu pour se livrer à un acte tel celui que je vais citer. Quand l'empereur voulut subvenir aux frais immenses du camp de Kalish, il s'adressa, m'a-t-on dit, au ministre des finances, qui fut obligé de taxer d'un droit extraordinaire de 12 et demi pour 100 les marchandises déposées à la douane de Saint-Pétersbourg. — On doit être frappé, en jetant un regard sur l'organisation intérieure de là Russie, telle que je viens de la développer, de la difficulté de lever de nouveaux impôts sur le sol, sans détruire les priviléges de la noblesse et d'une grande partie de la bourgeoisie. Les besoins toujours renaissans du gouvernement (la marine créée par l'empereur Nicolas absorbe des sommes immenses) ne peuvent donc se satisfaire qu'aux dépens du commerce. Or, pour soutenir le commerce et lui donner le moyen de s'enrichir, il faut créer un crédit public, et lui ouvrir des débouchés, et ces deux choses ne se feront qu'en limitant le pouvoir suprême et en augmentant les relations de la Russie avec l'Europe, c'est-à-dire en marchant dans un sens diamétralement opposé à celui dans lequel l'empereur Nicolas s'est

proposé de marcher. On peut dire, sans trop s'avancer, que le souverain actuel de la Russie et son successeur obéiront infailliblement à cette double nécessité.

J'ai souvent admiré, pendant mon séjour en Russie, cette force supérieure aux forces humaines qui mène ce pays à un affranchissement social, par les voies mêmes qu'on suit pour le prévenir et l'empêcher. Ainsi les établissemens les plus gigantesques de la Russie, où il s'en trouve d'immenses, sont les hospices des Enfans-Trouvés. A Moscou, particulièrement, ils servent de *lombard*, et c'est par ces établissemens que la couronne prête sur les terres nobles, par le mode de l'engagement. Le *lombard* attaché à l'hospice des Enfans-Trouvés subvient amplement et bien au-delà, par ses bénéfices, aux frais énormes de ces maisons qui renferment des milliers d'enfans. J'ai déjà dit comment ces prêts par engagemens avaient fourni à un grand nombre de seigneurs propriétaires les moyens de se livrer à l'industrie, qui les éloigne peu à peu de Saint-Pétersbourg, et les décide à se retirer du service. Mais les établissemens d'enfans trouvés, fondés par la couronne et si richement dotés par elle, ne servent pas seulement à diminuer à la fois l'influence de la couronne sur l'aristocratie et l'esprit aristocratique, ils contribuent encore à l'extension de l'esprit démocratique et à la formation de la classe bourgeoise. Il y a long-temps déjà, le gouvernement russe ne répugnait pas à favoriser la procréation des enfans naturels, afin d'augmenter la population. Ce fut la pensée qui présida à la formation de ces établissemens, où les enfans, répartis selon leurs dispositions, peuvent embrasser toutes les professions, se livrer à toutes les études, et d'où ils ont la faculté d'entrer dans les académies et dans les corps savans. On compte aujourd'hui plusieurs officiers-généraux, des administrateurs d'un haut rang, et une foule de fonctionnaires sortis des maisons d'enfans trouvés. Le plus célèbre astronome de la Russie appartient à cette classe, d'où l'on apporte dans la société, comme on l'a remarqué, quelques sentimens qui ne s'effacent jamais. C'est dans cette classe et dans celle des fils de marchands riches, qu'on trouve, en Russie, les idées les plus libérales, idées qui s'accordent souvent, il est vrai, avec une profonde reconnaissance pour l'empereur, et surtout pour feue l'impératrice Marie, qui a tant fait pour les maisons d'enfans trouvés.

Quelques mots sur l'éducation publique trouvent ici leur place.

L'instruction publique, l'instruction véritable, a commencé en Russie, comme toutes choses, quoi qu'en disent les Russes, avec le

règne de Pierre-le-Grand. Les premiers instituteurs de la nation actuelle ont été, en réalité, les barbiers que Pierre Ier chargea de faire tomber les barbes des nobles. Ce fut le premier pas. Mais la volonté de Pierre-le-Grand, qui créait instantanément des villes, des flottes et des armées, ne pouvait faire surgir tout à coup l'instruction publique, et Pétersbourg était déjà fondé que les lumières et la civilisation, qui devaient faire de cet amas d'édifices et de maisons une cité influente en Europe et la capitale d'un vaste empire, n'étaient pas encore nées. L'empereur, on le sait, fonda partout des écoles normales où des étrangers lui élevaient des maîtres qui devaient instruire les autres à leur tour. Une école de marine et une école pour le génie furent établies à Saint-Pétersbourg, et des écoles de marine et de navigation furent fondées à Pskoff, Novgorod, Jaroslaw, Moscou et Vologda (1). D'autres écoles furent établies dans tous les couvens, et tous les nobles et fonctionnaires reçurent l'ordre d'y envoyer leurs enfans. Un an plus tard, cette injonction s'étendit à toutes les autres classes. Enfin, dans la dernière année de son règne, Pierre-le-Grand traça le plan de l'Académie des sciences, dont l'ouverture n'eut lieu qu'après sa mort.

La route fut ouverte. Déjà l'impératrice Anne défendait qu'on donnât de l'avancement aux soldats et aux sous-officiers qui ne savaient pas lire (2). Elle créa le premier corps des cadets à Saint-Pétersbourg, fonda des écoles à Astrakan pour les Kalmouks, à Kasan pour les Tatars, et, la première, ordonna qu'un compte-rendu de l'instruction publique serait rédigé tous les ans par le gouvernement russe.

En montant sur le trône, l'impératrice Elisabeth fixa les amendes que paieraient les pères de famille qui ne donneraient pas une éducation convenable à leurs enfans. Tout le règne de l'impératrice Elisabeth, qui fonda l'université de Moscou, répond à ce début.

Pierre III s'occupa, dans son règne si court, de l'éducation des nobles. Ceux d'entre eux dont les parens ne possédaient que des terres comptant moins de mille paysans furent reçus dans les établissemens d'éducation des cadets.

L'impératrice Catherine jeta sur l'éducation publique un de ces vastes regards qui lui étaient propres. Son premier acte fut la fon-

(1) Ukase du 30 avril 1730.
(2) Ukase du 13 novembre 1739.

dation de la maison des enfans trouvés (1). Un an après, des pensionnats pour les enfans de toutes les conditions furent établis, des écoles élémentaires placées dans toutes les villes, et un grand nombre d'hommes éminens employés uniquement à méditer et à proposer des plans d'éducation publique. Ce fut sous le règne de l'impératrice Catherine qu'on vit pour la première fois un exemple de libéralité qui s'est si souvent renouvelé depuis parmi les nobles et les marchands russes, et surtout dans la famille que je vais citer. M. Procope Demidoff consacra un capital de 205,000 roubles à l'entretien de cent élèves de l'école de commerce (2).

L'empereur Paul s'occupa particulièrement de l'éducation des enfans et des orphelins des militaires. On créa à Saint-Pétersbourg une institution pour tous les fils de soldats et de sous-officiers de la garnison et des garnisons voisines. Les parens qui voulaient garder leurs enfans étaient tenus de leur donner une éducation toute semblable à celle qu'ils auraient reçue dans les écoles (3).

J'ai déjà donné une idée des progrès de la civilisation russe sous le règne de l'empereur Alexandre. Pendant vingt-cinq ans, son attention ne cessa de se porter sur l'éducation publique. Après avoir fondé ou régénéré plusieurs universités, l'empereur fit un réglement général d'instruction publique, qui eut les plus heureux résultats pour l'empire. D'après ce réglement, le chef-lieu de chaque gouvernement devait avoir un gymnase divisé en quatre classes, d'un an chacune. On devait y enseigner : 1° les mathématiques pures et appliquées, la physique expérimentale; 2° la géographie, la statistique et l'histoire; 3° la philosophie et l'économie politique; 4° l'histoire naturelle, la technologie et les sciences commerciales; 5° le latin; 6° l'allemand; 7° le français; 8° le russe. L'enseignement était gratuit. On était reçu en prouvant qu'on avait acquis dans une école de district les connaissances préparatoires suffisantes.

Les écoles de district étaient divisées en deux classes; on y apprenait la religion et l'histoire sainte, *les devoirs de l'homme et du citoyen*, la grammaire russe, la calligraphie, l'orthographe, la syntaxe, la géographie universelle et les bases de la géographie mathématique, l'histoire, les principes de la physique, de l'histoire naturelle et de

(1) Ukase du 1er septembre 1763.
(2) *De l'instruction en Russie*, par le baron Alex. de Krusenstern. — Varsovie, 1837.
(3) Ukase du 23 décembre 1798.

la technologie. A chaque église de paroisse, dans les villes et dans les campagnes, fut attachée une école paroissiale, où l'on enseignait la lecture, l'écriture, les élémens de l'arithmétique, de la religion et de la morale. Les avantages honorifiques attachés, en 1804, au corps enseignant et aux élèves sortis des écoles furent réglés de la manière suivante : chaque recteur d'université avait le rang de la cinquième classe, les professeurs ordinaires celui de la septième; les docteurs étaient de la huitième, les maîtres ès-arts de la neuvième, les candidats de la douzième, et les étudians qui avaient achevé leurs classes appartenaient dès-lors à la quatorzième classe. Le rang d'assesseur de collége et celui de conseiller d'état ne pouvaient s'obtenir qu'à la suite d'un examen passé à l'une des universités russes; et pour faciliter aux employés les moyens d'acquérir les connaissances exigées, deux cours publics furent ouverts à Saint-Pétersbourg pendant l'été (1).

En même temps, de nombreuses écoles spéciales s'élevèrent sur tous les points de la Russie, entre autres l'école des voies de communications, dirigée par des ingénieurs français sortis de l'école polytechnique et envoyés à l'empereur Alexandre par Napoléon, les écoles de pilotes et de constructions de vaisseaux, les écoles de commerce à Odessa et à Taganrok, dues à la sollicitude du duc de Richelieu, des écoles forestières et d'agronomie, etc., etc.

Ces progrès sont grands. Sous le règne de l'empereur Nicolas, qui tient l'œil à tout, et qui a pris à tâche de fonder la prospérité et le bien-être moral de la classe intermédiaire, ces progrès ont été immenses et si rapides, que le gouvernement russe, dans son système actuel, éprouve le besoin de la ralentir. Il me semble, du moins, que l'indice de cette pensée se trouve dans un ukase de l'empereur Nicolas, qui n'a pas deux mois de date. Par cet ukase, il est défendu, dans toute l'étendue de l'empire, aux directeurs des colléges, d'admettre aux bienfaits de l'instruction accordée aux nobles et aux bourgeois, les fils de serfs non affranchis. Ici commence, pour tout homme qui sait observer, une ère nouvelle, dans l'histoire de la civilisation russe.

Dès le commencement de son règne, l'empereur plaça à la tête du département de l'instruction publique un homme d'un savoir et d'un mérite éminent, laborieux et profond, un de ces hommes tels que la Russie en a déjà produit assez souvent pour mériter l'attention et le

(1) Ukase du 6 août 1800. — *De l'Instruction publique en Russie*, etc.

respect du monde civilisé. M. d'Ouvaroff, bien jeune encore, était déjà président de l'Académie des sciences et avait mérité la confiance de l'empereur Alexandre. Il s'est dévoué sans réserve au système russe de l'empereur, et tout en semant d'une main sur la Russie les bienfaits de l'instruction, et même en les semant avec abondance, il tâche, de l'autre, de contenir les germes qu'il répand, et de les faire tourner au profit de la politique du gouvernement russe. J'ai déjà exposé les principes de cette politique; ces principes sont bons, sans doute, puisqu'ils sont opportuns, et qu'ils ont donné à la nation russe le surcroît de force dont elle jouit aujourd'hui par l'effet de sa centralisation; mais cette force même et ce bien-être acquis par les lumières, par les sciences et l'instruction, produiront, en peu d'années, des résultats tout différens de ceux qu'on semble en attendre.

Voici quelques chiffres où l'on pourra lire assez clairement l'avenir moral de la Russie :

En 1804, on comptait, en Russie, 499 écoles relevant du ministère de l'instruction publique. Ces écoles renfermaient 33,481 élèves.

En 1824, ces écoles étaient au nombre de 1,411, et renfermaient 69,629 élèves.

En 1804, les écoles militaires étaient au nombre de 15, avec 29,000 élèves.

En 1824, les écoles militaires, où l'on élève les nobles, dont la plupart reviennent maintenant habiter leurs terres et s'y livrer à l'industrie, en s'aidant, dans cette nouvelle carrière, des connaissances mathématiques et physiques acquises dans les écoles du gouvernement, étaient au nombre de 117; elles renfermaient 102,295 élèves.

Les écoles ecclésiastiques avaient également progressé, en 1824, de 100 à 544; elles renfermaient 50,000 candidats, au lieu de 15,000 qu'elles avaient en 1804.

Le nombre des élèves des écoles spéciales s'élevait à 41,300 en 1824. En 1804, il était de 31,775. La progression est moins grande; mais elle a été plus rapide depuis. Ces écoles sont aujourd'hui au nombre de 307, au lieu de 46. Aujourd'hui aussi, en 1837, 1,681 écoles ressortissent du ministère de l'instruction publique.

D'après le beau travail de M. de Krusenstern, à qui j'emprunte ces données, et selon les calculs d'un autre écrivain (1), le nombre total des élèves dans toutes les écoles de l'empire est actuellement:

(1) M. Glagoleff. Statist. — Journal du ministère de l'intérieur (en russe), 1837.

	Nombre total des élèves.	Boursiers.	Sommes fournies par le gouvernement.
Aux écoles du ministère de l'instruction publique. .	85,707	25,000	7,450,000 roub.
Aux écoles militaires. . .	179,981	179,500	8,687,184 »
Aux écoles ecclésiastiques.	67,024	25,915	3,000,000 »
Aux écoles spéciales et div.	127,864	21,896	9,596,947 »
Total général. . .	460,576	252,311	28,734,141 roub.

Le nombre de 460,576 élèves, rapproché de celui de 263,223 que présente l'année 1824, nous offre une différence en plus de 197,353; en comparant le nombre actuel des élèves à celui de 1804, la différence en plus est de 351,318, c'est-à-dire que le nombre des jeunes gens qui fréquentent les écoles est aujourd'hui trois fois et demie plus grand qu'il ne l'était il y a trente ans.

Le nombre des jeunes gens faisant des études supérieures peut être déterminé de la manière suivante :

Aux écoles du ministère de l'instruction publique, environ	10,000 élèves.
Aux écoles militaires.	10,000 »
Aux écoles ecclésiastiques.	14,590 »
Aux écoles spéciales et diverses, environ.	9,500 »
Total. . .	44,090 élèves.

Ainsi 44,090 jeunes gens se livrent à des études supérieures, et 415,486 se bornent à acquérir des connaissances usuelles et pratiques ou bien ne reçoivent qu'une instruction élémentaire.

Cependant on tomberait dans une grande erreur, si on voulait admettre le chiffre de 460,576, comme mesure de l'état de l'instruction publique en Russie. Pour s'en faire une idée juste, il faut nécessairement ajouter au nombre des élèves des écoles publiques celui des enfans qui reçoivent l'éducation dans la maison de leurs parens.

Le nombre des individus des deux sexes appartenant à l'état ecclésiastique peut être évalué à 480,000. M. Ziablowski ne porte, il est vrai, dans sa statistique, ce nombre qu'à 210,000; mais il est probable qu'il n'admet ici en ligne de compte que les membres du clergé en activité de service, car, d'après les données que fournit le même auteur, il se trouve en Russie 27,081 églises du rit grec orthodoxe près lesquelles, d'après les réglemens, doivent se trouver attachés 118,406 prêtres et serviteurs, tandis que leur nombre effectif n'est que de 95,740, en y comptant les femmes, environ 200,000.

Comme ils ont 60,000 enfans du sexe masculin, âgés de 10 à 20 ans, fréquentant les écoles ecclésiastiques, on peut admettre qu'il y a un nombre égal de filles du même âge. Les enfans d'un âge inférieur sont exposés à une plus grande mortalité, mais leur nombre se complétant par les naissances, on peut également le porter à 60,000 garçons et autant de filles. — Ajoutons à cela 40,000 vieillards, veuves et prêtres en inactivité, et nous obtiendrons un total de 480,000. Dans ce nombre, 60,000 enfans au-dessus de l'âge de 10 ans sont aux écoles. Tous les enfans recevant dans l'état ecclésiastique une instruction quelconque, on peut admettre que parmi ceux au-dessous de cet âge 20,000 garçons ou un tiers de leur nombre total et 20,000 filles, qui forment également un tiers de leur nombre, reçoivent un enseignement élémentaire dans la maison paternelle. Il en résulte que le nombre total des enfans appartenant à l'état ecclésiastique, qui jouissent du bienfait de l'instruction, est de 120,000. En comparant ce nombre à celui de tout le clergé, on obtiendra la proportion de 1 à 4, c'est-à-dire que sur quatre individus il y en a un qui apprend.

Cette proportion unique non-seulement en Russie, mais peut-être dans le monde entier, s'explique : 1° par l'obligation où se trouvent toutes les personnes appartenant au clergé de posséder un certain degré d'instruction ; 2° par la durée des études mêmes, qui sont beaucoup plus prolongées chez le clergé que dans toute autre classe; 3° par la raison qu'en Russie le mariage est une condition indispensable pour le clergé séculier, et que tous ceux qui se vouent à cet état se marient immédiatement après avoir achevé leurs études.

Passons à la *noblesse*, qui compte 225,000 individus. Dans cette classe comme la plus élevée de toutes celles qui forment la hiérarchie sociale, tous les enfans, sans exception, reçoivent une instruction plus ou moins soignée. En admettant ici la proportion de 1 à 5, qui est celle des États-Unis où tous les enfans fréquentent les écoles, nous obtiendrons un total de 45,000.

La classe des *employés* civils et militaires, tant en activité de service que ceux qui sont admis à la retraite, se compose, d'après le témoignage de M. Ziablowski, de 750,000 individus. En admettant que parmi eux sur 7 il y en ait 1 qui apprenne, il y aurait dans cette classe 107,000 enfans recevant l'enseignement.

Le nombre des *marchands* peut être fixé à environ 200,000 ames. Dans cette classe, où les lumières ont fait dans les dernières années des progrès si rapides, tous les enfans mâles et la plupart des filles reçoivent une instruction plus ou moins étendue. On peut

admettre ainsi que la septième partie ou 27,000 individus des deux sexes acquièrent une certaine instruction.

Les *petits bourgeois*, les *artisans* et autres habitans des villes et des bourgs (à l'exception du clergé, des nobles et des marchands) doivent être au nombre de 5,000,000. Supposons que sur quatre familles ou sur 20 individus appartenant à cette classe, il n'y en ait qu'un seul qui apprenne quelque chose, le nombre des enfans recevant l'enseignement serait de 250,000.

Il ne faut pas perdre de vue non plus la classe nombreuse des *serviteurs*, qui, sur 1 million de nobles et de fonctionnaires, peut être portée à 3 millions d'individus. Parmi eux un grand nombre se destinent dès l'enfance à l'état d'intendans, de scribes, de valets de chambre, quelques-uns même deviennent artistes ou petits employés; plusieurs propriétaires ont organisé dans leurs maisons des écoles pour y faire instruire les enfans de leurs serviteurs. Nous ne commettrions point une erreur très grave en admettant que sur 15 individus de cette classe il en est un qui apprend quelque chose, ce qui nous fournit un total de 200,000 enfans recevant un enseignement élémentaire.

L'armée, y compris les femmes et les enfans des militaires, se compose de 1,200,000 individus. Nous avons vu que les fils des soldats, qui tous doivent entrer aux écoles, sont au nombre de 169,000.

Il nous reste à parler de la classe des *paysans*, la plus nombreuse de toutes, mais qui présente une si grande diversité sous le rapport du degré d'instruction dont elle jouit, qu'il est impossible d'établir à cet égard des principes uniformes. — Le nombre des paysans doit s'élever à environ 12,000,000 d'ames; mais tandis que dans certaines contrées, comme dans la Russie-Blanche, en Volhynie et en Podolie, il y a à peine 1 sur 500 qui sache lire; dans d'autres au contraire, comme dans les provinces du centre, aux environs des grandes villes, dans les gouvernemens où la population s'adonne de préférence au commerce et à l'industrie, dans les colonies allemandes, dans les provinces de la Baltique, dans les terres formant les apanages, dans celles de quelques grands propriétaires, cette proportion est beaucoup plus forte. En admettant ainsi la proportion moyenne de 1 à 300, nous obtiendrons, dans la classe des paysans, le nombre de 140,000 enfans jouissant d'une instruction élémentaire. Ainsi le nombre total des jeunes gens recevant un enseignement quelconque serait :

Dans le clergé.	120,000
Dans la noblesse.	45,000
Enfans de fonctionnaires civils et militaires. .	107,000
Enfans de marchands.	27,000
— de petits bourgeois.	250,000
— de serviteurs.	200,000
Cantonistes.	169,000
Paysans.	140,000
Total. . .	1,058,000

En déduisant de ce nombre celui des élèves qui se trouvent aux écoles de toute espèce, il en résulterait que 597,424 enfans jouissent du bienfait de l'enseignement dans la maison paternelle.

Comme il n'est question ici que de la Russie d'Europe, et que cette partie de l'empire compte une population de 48,000,000 d'ames, il résulte que la proportion des jeunes gens recevant une instruction plus ou moins étendue, à la population entière, est de 1 à 18. Cette proportion se trouve-t-elle en France dans tous nos départemens (1)? Et s'augmentant encore chaque jour, pourra-t-elle s'allier dans quelques années à certaines institutions de la Russie, ou du moins ne sera-t-elle pas un obstacle à tout système qui tendrait à servir les vues personnelles d'un souverain, et non les intérêts de la nation?

Tous ces faits, que je viens d'exposer, montrent quels obstacles apporterait au gouvernement russe qui voudrait entreprendre une guerre d'agression, la nature même des choses, et combien la politique extérieure de l'empereur doit être dominée par les intérêts nouveaux de la nation russe.

J'ai avancé, en commençant d'écrire ces notes, que le manque de population se fait encore plus sentir aujourd'hui, en Russie, que sous le règne de l'impératrice Catherine. La population s'est accrue en réalité; mais depuis que l'empereur a créé une marine et étendu la ligne militaire, le besoin d'hommes a augmenté, et il a fallu même retirer une grande partie des troupes de la Pologne, pour répartir l'armée d'une manière suffisante sur tous les points de l'empire.

(1) Un document publié, il y a peu de jours, par le ministre de la guerre, prouve qu'aujourd'hui parmi 326,298 jeunes gens inscrits sur la liste du dernier tirage, 155,839 savaient lire et écrire; 14,784 savaient seulement lire; 149,195 ne savaient ni lire ni écrire; restent 9,488 dont l'état d'instruction n'a pu être examiné; total : 326,298.

Les mêmes proportions à peu près ont été constatées parmi les 80,000 conscrits fournis par le tirage; car de ceux-là 40,186 savaient lire et écrire, et 34,569 ne savaient ni lire, ni écrire. Ce document tend à prouver que près d'une moitié de la population française *à l'âge de vingt ans* se trouve encore dépourvue de toute espèce d'éducation.

Sans doute, une guerre d'intérêts nationaux permettrait au gouvernement russe de dégarnir ses lignes militaires et ses provinces; mais le développement irréfléchi de ses forces dans une simple guerre d'ambition, dans une querelle de gouvernement, lui causerait de grands embarras, surtout si, comme dans les guerres de Turquie et de Pologne, la première campagne s'ouvrait sous de fâcheux auspices.

Il y a donc deux manières d'envisager la situation de la Russie, et l'emploi qu'elle peut faire de ses ressources. Si l'empereur avait le dessein d'étendre indéfiniment son empire, de conquérir la Perse, de s'emparer de la Turquie d'Europe, d'imposer ses idées politiques à l'Occident, et de tout dominer par les armes, l'empereur serait, de tous les souverains de l'Europe, celui qui aurait le moins le pouvoir de réaliser ses plans. Tout lui serait obstacle, et pour quelques ambitions que la sienne caresserait dans son armée et dans sa flotte, il verrait s'élever contre lui, au sein même de son empire, des oppositions de toute nature, oppositions d'hommes et de choses qu'il lui serait impossible de surmonter. Voilà donc dans quel cas on ne doit ni prévoir ni redouter la possibilité d'une guerre avec la Russie. Au contraire, s'il s'agissait de défendre son territoire menacé, tout seconderait l'empereur, comme aussi s'il s'agissait de faire une guerre maritime ou autre pour la défense des intérêts commerciaux de la Russie. Je ne parle pas de la Pologne, où résidait une question vitale pour l'empire russe, où il s'agit de l'honneur du nom russe et de la dignité de cette nation; mais c'est de ce point de vue de l'intérêt matériel, et uniquement de ce point de vue, qu'il convient de juger la question d'Orient, et, je crois, à peu près toutes les questions qui s'élèveront pendant bien long-temps entre la Russie et le reste de l'Europe, particulièrement entre la Russie et la France, entre la Russie et l'Angleterre. Déjà l'alliance de la Prusse et de la Russie, cette alliance fondée sur des liens de famille et une étroite conformité de vues politiques, se relâche par l'effet des intérêts commerciaux. La Russie exportait ses grains par Dantzig et par Thorn. La Prusse, devenue plus agricole, a fermé ces issues à la Russie. La Prusse, de son côté, faisait un libre commerce avec la Chine par Kiachta, et la Russie lui accordait le transit, ainsi qu'au reste de l'Allemagne. La Russie, devenue plus industrielle, a établi des comptoirs à Kiachta, ses marchands viennent eux-mêmes chercher le thé sur le territoire chinois. Elle a donc fermé la route des frontières chinoises à la Prusse. De nombreuses difficultés sont nées de cette situation, et un conseiller d'état prussien, M. de Westphalen, envoyé à Saint-Pé-

tersbourg pour faire un traité de commerce, s'est trouvé bientôt en si grande mésintelligence avec le ministre des finances, que celui-ci a jugé à propos d'appeler aux conférences M. de Liebermann, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, et homme très conciliant. Mais M. de Liebermann lui-même ne tarda pas à s'engager dans des discussions si vives, qu'il fallut rompre les conférences. On ne sait ce qui en adviendra. L'ancien traité de commerce entre la Prusse et la Russie était du 27 février 1825, et fait pour neuf années. Il a été prolongé le 11 mars pour une année en 1834, puis pour une autre (1).

Il ne faut se rapporter au témoignage des Russes, ni lorsqu'ils se placent au-dessus de toutes les autres nations, ni lorsqu'ils rabaissent leur propre valeur, car, sous ces différentes manières de se présenter au jugement des autres, il y a toujours quelques vues politiques. Ainsi, à Saint-Pétersbourg, les mêmes hommes, des hommes éminens dont l'opinion a du poids dans ces matières, dénigrent, comme à regret, la valeur de la marine russe devant quelques étrangers, tandis qu'ils vantent à d'autres l'excellence et la solidité des constructions, les progrès rapides des manœuvres, la science des officiers et l'aptitude des matelots. Il n'est pas facile de pénétrer les intentions de ceux qui tiennent ainsi deux langages. La vérité est que la marine russe, telle qu'elle est, n'est pas encore redoutable, à moins qu'il ne s'agisse d'un débarquement et d'un coup de main; qu'hivernant pendant huit mois dans l'enceinte des forts avancés de Cronstadt, que n'ayant pour champ de manœuvres habituel que deux mers fermées, deux lacs élevés à la dignité de mer, comme sont la mer Baltique et la mer Noire, ses progrès sont d'une extrême lenteur, et que la génération actuelle de ses matelots sera vieille et hors de service avant d'avoir acquis l'expérience d'un matelot anglais ou français de trente ans. Mais là doit s'arrêter le dédain que l'Angleterre et la France pourraient avoir pour l'exagération avec laquelle on vante la marine russe actuelle; le matériel de cette marine est irréprochable, au dire des meilleurs marins étrangers; il se perfectionne chaque jour, et en supposant qu'une alliance permît aux Russes d'emprunter à une nation maritime des officiers et des matelots pour diriger les siens, il s'ouvrirait pour elle de grandes chances de succès. Un officier de la marine anglaise, avec qui j'examinais une frégate russe sur le chantier, me disait que pour lui il la trouvait si bien construite, qu'il souhaitait de tout son cœur qu'une guerre maritime lui permît un jour de la capturer.

(1) *Collection des lois prussiennes* (en allemand), année 1825, pag. 934.

Cet officier a publié depuis, en Angleterre, des documens intéressans sur la marine russe (1). Venu à Saint-Pétersbourg dans l'été de 1836, il a été accueilli par l'empereur avec la bienveillance et l'urbanité parfaites que tous les étrangers trouvent près de ce souverain. Je citerai donc ses paroles, mais en faisant remarquer préalablement qu'un sentiment de patriotisme, bien louable sans doute, a, ce me semble, augmenté, aux yeux du capitaine Craufurd, depuis son retour en Angleterre, les inquiétudes que lui causent les progrès de la marine naissante de la Russie.

Ce qui a d'abord frappé M. Craufurd en Russie, c'est l'empressement que l'empereur met à montrer sa flotte et à fournir aux officiers étrangers tous les moyens de l'examiner; c'est aussi l'activité immense et la connaissance pratique de l'empereur en ce qui concerne les manœuvres et les détails de l'armement maritime. Un officier-général prussien, le comte de Bismark, venu à Pétersbourg dans l'été de 1835, et qui a publié ses observations sur l'armée russe après avoir assisté aux manœuvres de Tzarskoé-Célo, comme M. Craufurd a publié ses remarques sur la flotte russe après avoir vu les manœuvres de Cronstadt, parle avec le même enthousiasme de la capacité et de la science militaire de l'empereur, de la connaissance approfondie qu'il possède de tous les détails des troupes, et de la précision avec laquelle il les commande, portant la connaissance du *métier* jusqu'à donner les signaux des mouvemens de cavalerie par son trompette, non pas seulement en prononçant le mot du commandement, mais en marquant lui-même avec la voix les airs usités pour les marches (2). Il est facile de concevoir que les armées russes de terre et de mer doivent se ressentir d'un tel chef.

En cette année 1836, la flotte russe, mouillée à Cronstadt, se composait de vingt-sept vaisseaux de ligne, sans compter les frégates et les navires d'une moindre force. J'y ai compté moi-même trois vaisseaux à trois ponts, de 110 canons; six à deux ponts, de 84, et dix-huit de 74, et de plus, un vaisseau rasé armé de 56 canons comme une frégate, une frégate de 52, et dix-sept frégates de 44; enfin, trois grandes corvettes et un assez grand nombre de bâtimens légers. M. Craufurd, qui visita cette flotte en même temps que moi, assu-

(1) *The Russian fleet in the Baltic in* 1836, *with some remarks intended to draw attention to the danger of leaving our navy in its present extremely reduced state*, by H. W. Craufurd, commander in the royal navy. London, 1837.

(2) *Die kaiserliche russiche krieqsmacht im jahre* 1835, von dem général-lieutenant grafen von Bismark. Carlsruhe, 1836.

rait et a répété dans ses *Remarques* que la supériorité de ces vaisseaux sur les vaisseaux russes qu'il a vus, il y a peu d'années, dans la Méditerranée lui a donné sérieusement à réfléchir sur les progrès rapides que les Russes ont faits en aussi peu de temps.

L'officier qui commandait en chef les manœuvres de 1836 est un Anglais qui s'est distingué dans sa jeunesse par quelques entreprises hardies pendant la guerre contre la Suède. On trouve quelques Anglais dans la marine russe, mais en général ils sont avancés en âge.

« D'étranges idées naquirent dans mon esprit, dit M. Craufurd, lorsque je me trouvai, moi Anglais et officier anglais, en mer avec vingt-sept vaisseaux de ligne russes, portant des provisions pour quatre mois, et montés par 30,000 hommes qui étaient peut-être encore meilleurs soldats que marins. Je pensai alors que, pour défendre les côtes et les ports de notre pays, pour protéger sa navigation marchande dans la Baltique, la mer du Nord et le canal Saint-George, nous n'avions pas plus de sept vaisseaux en état de prendre la mer, et encore, je crois, avec des équipages incomplets. J'avouerai que, malgré toute ma confiance dans le génie et l'activité supérieure de mes compatriotes, je ne pouvais m'empêcher de craindre que la souveraineté des mers ne fût près de leur échapper.

« Le lendemain de notre départ, sur l'heure de midi, le vent souffla de l'est en brise légère qui permit à nos vaisseaux de prendre des bonnettes. A la nuit le vent sauta à l'ouest, nous eûmes des rafales, et on fit signal de jeter l'ancre. Le lendemain matin nons reprîmes notre marche, et, le temps étant assez beau, notre corvette passa au milieu de quelques navires. Je montai à bord de plusieurs d'entre eux. Dans l'après-midi nous arrivâmes au lieu du rendez-vous, et la flotte se forma sur trois lignes et en trois divisions, rouge, blanche, et bleue, commandée chacune par son amiral.

« Le jour suivant le temps était froid et désagréable, le vent frais et chargé de pluie; les navires doublèrent les ris de leurs perroquets. Dans l'après-midi, l'empereur rejoignit la flotte après avoir passé toute la nuit à la mer et avec un mauvais temps. Notre ambassadeur était avec sa majesté, résolu de voir par lui-même, autant que ses souffrances le lui permettraient; car, si j'ai bonne mémoire, il était malade.

« Le lendemain matin, c'est-à-dire le quatrième jour depuis notre départ, le temps ne paraissant pas vouloir s'améliorer, on fit le signal de rentrer à Cronstadt.

« Quelques instans après midi, le temps étant devenu plus sup-

portable, on put faire quelques manœuvres. La flotte était formée sur deux lignes; la seconde, qui avait le côté du vent, reçut ordre d'attaquer une des ailes de la première, et cela en doublant cette aile, de sorte que la division d'attaque eut les navires moitié au-dessous et moitié au-dessus du vent. La tête de la colonne attaquée dut virer et venir au secours de son arrière-garde.

« Je ne dirai pas que cette manœuvre fut bien exécutée. Quelques navires, dans leur empressement, firent trop de voile, aucun d'eux ne serrait assez vivement l'ennemi; le feu était trop lent, trop peu soutenu. Il est vrai de dire que le mauvais temps des jours précédens nous avait laissé une mer fort agitée; je crois cependant que l'empereur lui-même fut très mécontent de la manière dont ces mouvemens furent exécutés.

« Le tir à la cible est, dit-on, très juste dans la marine russe, mais je n'ai pas eu occasion de m'en assurer par moi-même. A bord de notre corvette, les marins s'acquittèrent de leurs fonctions, chacun selon son poste de combat, avec autant de silence, de régularité et de célérité que je l'ai jamais vu faire sur aucun de nos vaisseaux.

« Après la manœuvre nous fîmes voile pour Cronstadt, où nous arrivâmes le soir même. L'empereur, malgré les fatigues qu'il venait d'essuyer pendant trois ou quatre jours d'un temps constamment mauvais, inspecta aussitôt les fortifications de la place, et invita lord Durham à l'accompagner.

« Pour me tranquilliser comme marin, ajoute M. Craufurd, pour confirmer l'opinion que j'ai de la supériorité navale de l'Angleterre sur toutes les autres nations, je pensai que la corvette où j'avais reçu l'hospitalité avait été choisie entre toutes les autres parce que sa discipline était meilleure, parce qu'elle était mieux tenue à tous égards. Le capitaine et la plus grande partie de son équipage naviguaient ensemble depuis long-temps. Il les connaissait chacun comme chacun le connaissait. Il était facile et peu exigeant, excepté sur le chapitre de la discipline où il était inflexible. Je n'ai jamais vu une troupe de meilleure volonté, plus active, plus strictement obéissante.

« Si tous les bâtimens de la flotte russe étaient aussi bien tenus que celui-là, sans doute, nous aurions fort à faire dans une guerre contre la Russie. J'admets qu'il n'en est pas ainsi, mais quand je compare l'état actuel de ces navires à ce qu'ils étaient il y a quelques années à peine; quand je me rappelle d'un autre côté combien peu nous avons fait depuis la même époque, je trouve qu'ils ont gagné trop de chemin sur nous pour que nous ayons le droit de les mépriser.

« Lorsqu'ils naviguaient de conserve avec notre flotte dans la Méditerranée, les officiers russes mirent tous leurs soins à étudier ce qui se faisait à bord de nos navires, et le parti qu'ils ont su tirer de leurs observations est vraiment étonnant.

« Les aménagemens des navires sont complètement à l'anglaise. De plus la vigilance personnelle de l'empereur a produit chez les officiers et les équipages un *esprit de corps*, un désir d'apprendre et de tout faire pour le mieux, qui en feraient bientôt des marins, s'ils pouvaient rester plus long-temps à la mer.

« Les matelots paraissent forts, actifs, hardis. Leurs officiers leur apprennent à être sobres, obéissans, pleins de bonne volonté; et, quoi qu'on puisse reprocher à leurs bottes et à leur accoutrement militaire, quoiqu'ils soient forcés de passer neuf mois par an à terre, quoiqu'ils passent un an sur trois sans mettre le pied à la mer, ils font très convenablement leur besogne de matelots.

« *La Lionne* ne mettait pas plus de quinze minutes à changer sa grande voile de perroquet, et l'opération s'exécutait bien. Je n'ose pas dire que les autres navires en eussent fait autant, mais cet exemple suffit à prouver que peut-être ils le pourraient.

« Les bâtimens russes sont courts et un peu lourds, ce sont certainement de pesans voiliers, surtout les trois-ponts.

« Les vaisseaux de ligne sont armés chacun de quatre formidables canons, installés dans la batterie basse, et lancent, dans le sens de l'horizontalité, des bombes de quarante livres. On ne saurait calculer le ravage que causerait l'explosion d'un de ces projectiles dans l'intérieur d'un navire. Un vaisseau neuf de 84 est armé d'un grand canon de cette espèce qui lance des bombes du poids de cent vingt livres. Ce canon pèse, mesure anglaise, six tonneaux et cent quatre-vingt-douze livres. Il faut seize livres de poudre pour le charger, seize hommes pour le manœuvrer, et six minutes pour chaque coup. On dit que le bruit produit par l'explosion de cette machine est épouvantable.

« Il y a deux chantiers de construction à Saint-Péterbourg et un à Okhta, en remontant un peu la Néva. Sur les cales de Saint-Pétersbourg, il y a un trois ponts et un 84. Le premier doit porter 130 canons, et sera lancé en 1838. A Okhta, on construit un 74 sur les plans donnés par le directeur Juman; l'amirauté possède aussi des plans qui lui ont été fournis par presque tous nos plus habiles constructeurs, excepté toutefois l'inspecteur de la marine.

« La Russie a encore dans la mer Noire une escadre de dix-huit

vaisseaux de ligne commandés par un officier formé à notre service, l'amiral Lazareff. Il passe pour tenir son escadre dans le meilleur ordre. Mais sans parler de la flotte de la mer Noire, je crois pouvoir dire que vingt-six vaisseaux de ligne, avec des frégates et des bâtimens légers en proportion, montés par trente mille hommes, et munis de quatre mois de vivres, constituent une puissance assez imposante et assez prête à agir pour que je doive, moi Anglais, essayer d'attirer l'attention de mes compatriotes et sur ce point et sur l'état d'impuissance où nous laissons notre marine (1). »

J'ajouterai quelques mots au témoignage de M. Craufurd, pour en finir de la question du matériel de la marine russe.

On a dit que les vaisseaux russes ne peuvent durer plus de sept ans, et j'ai entendu cette assertion sortir de la bouche même de M. l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Il y a évidemment erreur dans cette opinion, et il est impossible d'oublier que le port de Riga appartient à la Russie. Or, on sait de quelle manière se fait le commerce de bois de construction (de mâture et autres), dont Riga approvisionne un grand nombre de chantiers de l'Europe. Autrefois ces bois venaient des forêts de la Lithuanie, mais comme ces forêts ont diminué par les coupes mal réglées, depuis plus de vingt ans, on exploitait à cet effet les forêts du gouvernement de Minsk, et depuis dix ans, les bois de construction de Riga viennent par le Dniéper et la Bérézina, d'où on les passe dans la Duna, des gouvernemens de Tschernigoff et Kieff, c'est-à-dire du cœur même de la Russie. Ce bois se dirige aussi maintenant par le Dniester sur Kherson, où il arrive rapidement. Il coûte peu de transport, puisqu'on l'abandonne au courant des fleuves, et servira désormais aux constructions des chantiers de la mer Noire. Le gouvernement russe a envoyé récemment à Kherson un *trieur* de bois de Riga, et des ouvriers lithuaniens, pour mettre le commerce de bois sur le même pied que dans cette ville. Ces trieurs jurés de Riga sont célèbres. Ils forment une corporation, qui répond de la bonne qualité de la marchandise. L'un d'eux se rend toujours sur les lieux où se fait la coupe, et choisit lui-même le bois, qui est revu de nouveau à Riga, et marqué de l'estampille de la compagnie. Les commandes se font ainsi de tous les ports de l'Europe à Riga, avec une confiance aveugle, et comme les choix du gouvernement russe dans les forêts de la couronne et autres sont contrôlés par des agens tirés de cette compagnie,

(1) *The Russian fleet*, etc., pag. 10 et suiv.

il y a lieu de croire qu'ils ne garderaient pas pour la marine russe des bois de qualité inférieure, et qui ne dureraient que sept ans (1).

Envisagée de ce point de vue des intérêts nouveaux de la Russie, qui est le point de vue véritable, la question d'Orient se simplifie, quoique les difficultés qu'elle présente ne soient pas pour cela résolues. Cette question, je ne la traiterai ici que sous son côté russe, et je n'aborderai l'Orient que par la Russie, avec les idées russes, les seules qu'il m'ait été permis d'apprécier.

D'abord, la conquête de Constantinople n'est pas une idée populaire en Russie, comme on a bien voulu le dire. L'armée se souvient des terribles maladies qui l'ont ravagée dans la campagne de Turquie, et dans les divers gouvernemens que j'ai parcourus, même ceux qui écoulent leurs produits agricoles vers la mer Noire, je n'ai pas trouvé trace de cette pensée. A Saint-Pétersbourg, la question est unanimement jugée par les hommes d'état. On y reconnaît qu'un souverain russe ne pourrait s'établir à Constantinople, qu'en renonçant à ce reste de prépondérance qu'exerce encore la Russie sur l'Europe, de Saint-Petersbourg, cette fenêtre ouverte sur la Baltique par Pierre-le-Grand, qui n'a pas placé sans raison la métropole à l'extrémité de l'Europe. La Russie a déjà deux métropoles, Saint-Pétersbourg et Moscou; elle en aurait trois, en s'établissant à Constantinople, et cette dernière aurait tant d'avantage sur les deux autres, qu'en peu d'années le siége de l'empire serait déplacé, et que la Russie perdrait cette unité dont elle a plus besoin que jamais; ce que sent très bien l'empereur Nicolas, qui ne recule devant aucune mesure, quand il s'agit de centraliser davantage les forces de cet immense empire. S'établir à Constantinople (et on ne peut prendre Constantinople sans s'y trouver attiré par mille causes que je suis prêt à déduire), s'établir à Constantinople, ce serait marcher à un but diamétralement opposé à celui de l'empereur actuel; ce serait démentir la pensée qui a fait dénationaliser la Pologne, qui a fait déporter les soldats et les officiers polonais au Caucase, au risque d'augmenter les périls qu'on court de ce côté, qui a entraîné le gouvernement de l'empereur à imposer la langue russe aux provinces allemandes, à y préparer le prosélytisme grec, malgré les mécontentemens que causent ces mesures dans ces précieuses et fidèles provinces, et on peut être assuré qu'à moins d'une nécessité bien grande, la Russie n'étendra pas ses limites aussi loin.

(1) Voyez un Mémoire sur le commerce des ports de la nouvelle Russie, par Jules de Hægemeister. Imprimerie de la ville d'Odessa, 1835.

La question est toute commerciale. L'empire russe n'a pas renoncé à l'ambition de devenir le plus grand empire du monde; mais il veut atteindre à cette suprématie par le développement de sa marine marchande, et non par les conquêtes de sa marine militaire, par l'extension de son commerce extérieur, et non de ses frontières; il veut inonder le monde de ses marchandises, et non de ses armées, et tandis qu'on se fortifie contre l'invasion présumée des soldats russes, la Russie s'apprête à fondre sur l'Angleterre et sur la France, et à les combattre sur terre et sur mer, en Europe et en Orient, avec ses étoffes de soie et de coton, et les produits si variés de ses différens climats.

Les armes ont assez fait pour la Russie en Orient, et l'Angleterre n'aurait plus à lui disputer, par une guerre, que Constantinople dont l'empereur ne s'emparerait qu'à son corps défendant. Que peut demander la Russie en effet, et quels empiétemens lui reste-t-il à faire? L'Angleterre l'a laissée s'établir aux sources du Danube, elle a souffert qu'elle ouvrît, depuis le traité de Bucharest, la mer Noire à ses provinces inférieures, elle l'a laissée dominer la mer d'Azoff depuis le traité de Kainardji, s'emparer de la Crimée par l'ukase de 1783, s'étendre le long de la Circassie jusqu'au Caucase, regagner la côte méridionale de la mer Noire par le traité qui lui livra, en 1802, la Mingrélie jusqu'aux grandes concessions de 1829 et de 1833, qui lui permirent de bâtir le fort de Saint-Nicolas sur le rivage qui forme la baie de Trébizonde. L'Angleterre a souffert que la Russie s'avançât jusqu'à l'Ararat que lui a ouvert le traité de Turkoman-Chaï en 1828; l'Angleterre a vu signer, en se contentant de protester, les traités d'Unkiarskelessi et d'Andrinople; aujourd'hui la Russie s'est établie en les séparant, au beau milieu des populations de l'Anatolie, de la Perse, de la Géorgie et du Caucase; elle occupe presque tout l'isthme qui sépare la mer Caspienne de la mer Noire; elle garde avec vigilance la *Porte de Fer* et le *Vlaly*, les deux seuls passages du Caucase; son pavillon flotte, depuis 1829, aux deux extrémités de la côte d'Abasie, déjà à demi conquise et où treize mille hommes de troupes régulières occupent sept points différens (1); elle n'a donc plus qu'à profiter de cette longue série de conquêtes, à les organiser, à les lier entre elles et tout le reste de l'em-

(1) En 1829, les ingénieurs russes exploraient déjà les mouillages de Redoute-Kale et de Poti pour y construire un port, et s'occupaient d'un projet pour rendre le Phaze et le Cyrus navigables. (*Annuaire officiel du corps des ingénieurs des voies de communication.* Saint-Pétersbourg, 1830.)

pire par le commerce et les communications, et à concentrer ses efforts pour l'occupation définitive de toute la côte de Circassie et du versant occidental du Caucase, occupation qui lui permettra de commercer avec toutes les côtes de la mer Noire et de la mer Caspienne, et d'écouler avec supériorité dans tout l'Orient les produits de sa nouvelle industrie.

La grande querelle de la navigation de la mer Noire entre la Russie et l'Angleterre deviendra plus vive à mesure que les ressources industrielles de la Russie se développeront. Le territoire que la Russie a acquis ou conquis au-delà du Caucase, a une étendue de cinq cents werstes de large sur mille werstes de longueur (quatre werstes égalent une lieue); il est situé sous le ciel le plus favorable, couvert en partie d'une population laborieuse, placé entre la mer Caspienne et la mer Noire, deux mers dont l'une ouvre une route commode pour expédier les produits du midi de l'empire aux ports de la Mingrélie, en Turquie, et dans toute l'Europe, et dont l'autre offre une voie peu coûteuse pour approvisionner, par Astrakan, tout l'intérieur de l'empire, et l'inonder de produits transcaucasiens. Ces produits sont de toute espèce et très bons; leur énumération seule et l'énonciation de leur nature sont bien faites pour donner à réfléchir à toutes les populations commerciales. Ce sont les grains de toute espèce, maïs, riz, etc., etc.; les produits naturels propres à la fabrication, et les objets manufacturés, coton, vins, tabac, bois de construction, chanvre, etc.; les plantes oléagineuses, les plantes propres à la teinture; les épices, les plantes médicinales les plus usuelles; la soie, la cire, le miel; le bétail, les chevaux, les chèvres soyeuses; les fourrures, l'alun, le sel, le sel naturel de Glauber, les naphtes et les métaux. Le gouvernement russe ayant vu, sur les rapports des missionnaires, que le coton à longue soie avait été naturalisé et cultivé avec succès dans les provinces de la Chine qui s'étendent jusqu'au 41° nord, où les fleuves gèlent pendant l'hiver, a pensé, avec raison, qu'il réussirait au-delà du Caucase, entre le 39° et le 43°, dans un pays protégé contre les vents du nord par de hautes chaînes de montagnes, et où l'hiver est inconnu dans les vallées. Aussi la Russie, qui payait, en 1825, 46,609,307 roubles à l'étranger pour ses achats de cotons bruts et manufacturés, a vu réduire chaque année cette somme, au point que, dans six années, elle pourra peut-être exporter les cotons de ses provinces du Caucase. Pour le vin, le gouvernement russe a tellement favorisé le perfectionnement de cette branche d'industrie, que le vin du Caucase,

envoyé de Baku, par Astrakan, à Moscou, se vend dans tout le nord de la Russie où se vendaient, il y a quelques années, les vins de France. Des propriétaires de Bordeaux ont acheté des terrains propres à la vigne entre les deux Chamakhis, et ils espèrent y obtenir des qualités qui ne le céderont pas de beaucoup à leurs produits de France (1). Que sera-ce donc quand la Russie aura atteint le but de tous ses efforts, quand elle aura conquis ces trente lieues de côte d'Abasie qui lui manquent pour posséder tout l'isthme entre les deux mers? — Quand alors elle pourra tracer librement une route commerciale entre les ports qui sont au revers occidental du Caucase, sur la mer Noire, et ceux qui sont de l'autre côté des monts, sur la mer Caspienne? — Les vins et tous les produits du pays caucasien, ainsi que les produits russes, afflueront alors à Odessa. La garance, qui n'est nulle part aussi belle ni en aussi grande quantité que dans les montagnes d'Ourmij; le safran, qu'on cultive en si grandes masses à Derbend et à Baku; la soie, qui est acclimatée maintenant dans les provinces du Caucase, où un fabricant français (M. Didelot) opère à lui seul une manipulation de trente mille poudes (le poude vaut quarante livres) de cette matière; la soie, dont les Russes ont appris la tordaison, le tramage et l'organsinage, grace aux agens qu'ils ont envoyés en Piémont et dans nos provinces du Midi, et qu'ils tissent à Moscou, où l'on fabrique les mêmes étoffes qu'à Lyon; le coton, qui s'améliore chaque jour par la culture, iront concourir à l'affranchissement de l'industrie russe, en approvisionnant les nombreuses fabriques de Moscou, d'où ces produits, travaillés à si bon marché, reviendront, en partie, vers la côte de Mingrélie, pour traverser la mer Noire et se répandre dans la Turquie, dans la Grèce et (du moins les Russes l'espèrent et le disent tout haut) dans l'Italie et dans le midi de l'Europe, où leurs bas prix pourront soutenir la concurrence avec les produits de la France et de l'Angleterre. J'ai eu tous ces produits russes sous les yeux, et je dois dire qu'ils méritent une attention sérieuse.

Mais ces grands projets ne peuvent se réaliser, ce grand mouvement commercial de la Russie ne peut commencer sérieusement, si la Russie ne s'assure la possession tranquille de tout l'isthme qui

(1) *Reise in die krym und den Kaukasus*. Berlin, 1815.— *Reise in die krym und die lænder der Kaukasus et Jagar*. Leipsig, 1830.—*Skizzen aus Rusland*, von Tietz.—Cobourg, 1836. — *Coup d'œil général sur les arrondissemens fluviaux de la Russie*. Riga, 1825.— *De la ligne du Caucase*, par J. Debout. Saint-Pétersbourg, 1829 (en russe). — *Considérations sur les communications d'eau de la Russie*, par Dmitri Dubenski (en russe). Moscou, 1825.

sépare la mer Caspienne de la Mer Noire, où se trouve le pays des Tcherkesses, qui résiste encore. Ce point gagné, la Russie n'aura pas besoin de Constantinople, où règne une grande tolérance commerciale; elle s'ouvrira de vastes débouchés dans tous les marchés de l'Orient, et son influence près de la Porte ottomane fera le reste. L'Angleterre se trouve, vis-à-vis du gouvernement russe, dans cette singulière situation, de le pousser à la conquête de Constantinople, si, en renouvelant avec succès ses tentatives en faveur des Circassiens de la côte d'Abasie, elle empêchait la prise de possession définitive de cette côte par les Russes, ou de courir de grands risques pour son commerce en Orient, si elle les laisse définitivement s'y établir!

Quant à l'Inde, le gouvernement anglais n'a jamais pensé sérieusement que la Russie voulût l'inquiéter de ce côté. Quand il fut fait mention, dans le parlement anglais, des empiètemens de la Russie dans l'Inde, c'était dans un temps où le cabinet anglais avait besoin de grands crédits pour réparer les fautes du cabinet précédent, et la négligence de l'amirauté, qui avait laissé singulièrement dépérir la marine; depuis quinze ans, on avait reculé le moment de demander de nouveaux crédits à ce sujet au parlement, et il fallait, à tout prix, en obtenir. Ce fut alors que la presse ministérielle fit sonner bien haut le péril que courait l'Inde du côté de la Russie. On obtint ainsi les fonds nécessaires pour l'augmentation et la réparation de la flotte, et les fonds votés, il ne fut plus question de l'Inde. J'ai rencontré des officiers russes qui ont parcouru, il y a quelques années, la distance qui sépare les dernières provinces russes des frontières de l'Inde. Ils sont encore épouvantés, à cette heure, des difficultés de ce voyage. En Russie, parmi les hommes d'état, on semble désirer que les Anglais fassent des progrès dans l'Inde, et s'avancent jusqu'à la province de Kaboul, où les Russes pourraient leur donner la main, circonstance qui donnerait à la Russie le commerce de transit que seraient obligés de faire par la Russie les Anglais établis dans cette partie de l'Inde, genre de commerce le moins périlleux et le plus régulier de tous. Je rapporte ces vues qui appartiennent à quelques hommes éminens en Russie, sans affirmer qu'elles soient justes, sans garantir qu'elles soient sincères.

Que la Russie cherche ou ne cherche pas à pénétrer dans l'Inde, qu'elle convoite ou qu'elle ne convoite pas la possession de Constantinople, il est certain qu'elle s'occupe activement de se rendre formidable en Orient, et qu'elle se prépare à soutenir avec avantage

une guerre de ce côté, si cette guerre lui devenait nécessaire. On a beaucoup parlé dans ces derniers temps de l'activité qui règne à Sébastopol et dans les établissemens russes de la mer Noire. Cette activité est particulière au caractère russe, à l'empereur actuel. C'est le mouvement sans égal imprimé par Pierre-le-Grand à un empire qui s'organise encore; mais ce mouvement, cette activité, donnent la force, et il est bon d'en suivre les effets dans tous leurs développemens.

De grands établissemens se préparent en ce moment à Kertsch, port situé vis-à-vis de l'entrée de la mer d'Azoff, et qui domine le détroit qui lie cette mer à la mer Noire. (C'était autrefois *Panticapée*, la résidence de Mithridate.) Kertsch a été cédé en 1774 à la Russie par la Porte. Par un ukase du 21 avril 1833, tous les navires destinés pour la mer d'Azoff sont tenus de faire quarantaine à Kertsch. Chaque année, le commerce de cette ville, vers la côte d'Asie, prend une plus grande extension, et a donné une certaine importance à la ville. Le port de Kertsch est, par sa position, à l'abri de tous les vents, et la force des vagues y est diminuée encore par le courant continuel du détroit qui joint une mer à l'autre. En 1833, la navigation y a commencé au 1er février, et a fini au mois de décembre. Elle a donc duré trois mois de plus qu'à Tangarok. Jusqu'à la deuxième guerre avec la Turquie, il se faisait à Kertsch un commerce d'échange avec les Circassiens et les Abases, de qui on recevait la cire, le miel, les fourrures, et auxquels on donnait le sel, qui ne se trouve pas de ce côté du Caucase. Il y a un an et demi environ qu'on découvrit, aux environs de Kertsch, d'immenses terrains réunissant toutes les conditions métallurgiques et minéralogiques pour l'établissement d'usines et de fonderies. Il faut savoir que, dans la dernière guerre avec la Turquie, les embarras qui s'élevèrent au moment de franchir les Balkans, se trouvèrent augmentés par le manque de boulets et de munitions de ce genre où se trouvait l'armée russe. Un noble jeune homme, dévoué à son pays, M. de Demidoff, se hâta d'offrir un don patriotique de 500,000 roubles de boulets pris dans ses usines de l'Oural; mais il fallait franchir des distances immenses, et l'arrivée de ce secours fut retardée de quelques mois. Depuis ce temps, le gouvernement russe cherchait, pour le cas d'une nouvelle guerre avec l'Orient, à s'assurer des ressources dans ses provinces méridionales. Il les fit explorer, et les découvertes faites à Kertsch ne tardèrent pas à être utilisées. Un officier du génie russe fut envoyé à Paris, pour donner à M. Anatole de Demidoff tous les renseignemens à ce sujet. La fortune de la famille Demidoff provient

d'une concession semblable, faite autrefois, dans le nord de la Russie, à l'aïeul de M. de Demidoff. L'espoir d'être utile à son pays l'a décidé, plus que des considérations de fortune, à se rendre lui-même, quoique malade, à Kertsch, et à commencer sur une immense échelle l'exploitation des terrains qui s'y trouvent. Les machines nécessaires ont été embarquées au Hâvre, il y a deux mois; M. de Demidoff les a suivies de près, et dans deux ans, la Russie aura sans doute des fonderies et des arsenaux à peu de distance de Constantinople. Je cite ce fait pour montrer qu'il ne faut pas tout-à-fait se fier aux garanties de paix que donne le développement commercial de la Russie.

Ce fait est significatif sans doute, mais il n'est pas alarmant. Il veut dire que la Russie se met en mesure de répondre à une agression contre sa nouvelle marine et son nouveau commerce, et non pas qu'elle veuille oublier toutes les idées de prudence que lui commandent, comme je crois l'avoir démontré, sa situation actuelle, ses premiers pas vers la prospérité commerciale et le crédit public. Il semble même que tout concoure à retenir le gouvernement russe dans ce cercle, et à diriger les combinaisons de sa politique ailleurs que vers des agrandissemens illimités. En Pologne même, dans ce foyer de troubles qui semblait devoir mettre la Russie aux prises avec l'Angleterre et la France; en Pologne, il se prépare un ordre de choses tout nouveau. Depuis la dernière révolution de Pologne, le pays était gouverné par la gendarmerie; la terreur partout. Aujourd'hui les arrestations sont devenues moins fréquentes, on gouverne le plus légalement possible. Si ces dispositions continuent, elles ne tarderont pas, grace au bel établissement fondé par le prince Lubetzki, à Varsovie, à donner un nouvel aspect à ce malheureux pays. Je parle de la banque de Pologne.

Napoléon avait rendu la liberté aux paysans polonais. C'est dans cet état que les trouvèrent ceux des propriétaires nobles polonais à qui il fut permis de rester en Pologne après l'insurrection de 1831, mais à la condition de résider dans leurs terres. L'agriculture est aujourd'hui leur principale, on peut dire leur unique occupation; mais la main-d'œuvre qu'il faut payer, et payer assez cher, les a obligés à chercher un moyen de diminuer ces frais, et d'exploiter leurs terres au meilleur marché possible. C'est dans ces vues que le prince Lubetzki a fondé, avec l'assentiment du gouvernement russe, la banque de Pologne. La banque vient au secours de tous les propriétaires qui veulent améliorer leurs terres. Elle leur prête des capitaux pour douze ans, à un intérêt d'un demi pour

cent par mois, avec faculté de rembourser leur dette et de l'amortir, selon leur volonté. La banque fournit encore des machines pour les exploitations industrielles, des instrumens d'agriculture d'après les meilleurs procédés; elle en fait venir des pays étrangers, en fait construire elle-même et entre dans tous les détails de l'administration rurale. Il y a peu de propriétaires qui ne soient aujourd'hui en relation avec la banque, dont les directeurs et les employés sont les Lubetzki, les Lubienki, les membres des premières familles de la Pologne, et elle étend chaque jour ses rapports et obéit avec zèle à l'esprit de son institution, qui est d'aider la noblesse à améliorer ses terres, et de la décider à les habiter. Singulier contraste qu'offre ici le gouvernement russe, dont la politique, en Russie, est de ruiner les propriétaires nobles et de les tenir éloignés de leurs domaines!

Résumons ces vues préliminaires sur la Russie et sa tendance actuelle. L'empereur Nicolas a eu peut-être, au commencement de la révolution de juillet, les mêmes velléités qu'eut jadis l'impératrice Catherine, quand la révolution de 1789 éclata. Il n'a pas ouvertement fermé la Russie aux Français, comme fit l'impératrice, mais il a opposé tous les obstacles possibles aux communications entre la Russie et la France; il n'a pas fermé ses ports à nos vaisseaux; il n'a pas déchiré les traités de commerce, mais il a été violemment tenté de le faire, et il l'eût peut-être fait sans les représentations de son vieux, sage et prudent ministre des finances. Qu'est-il résulté de ces dispositions? Comme ses prédécesseurs au trône et dans la voie des inimitiés contre la France, l'empereur s'est calmé en présence de toutes les considérations que j'ai signalées en commençant cet écrit, et qui s'élèvent aujourd'hui plus puissantes que jamais. Or, le caractère de l'empereur actuel le dispose à sentir mieux que personne l'importance de ces considérations. L'empereur a des idées vraiment chevaleresques, des pensées de religion qui ne l'abandonnent jamais, des sentimens nationaux poussés presque à l'excès; mais ce qui domine en lui, c'est l'esprit d'affaire le plus vif et le plus pénétrant, la faculté de s'arrêter à point, de ne pas laisser obscurcir son intelligence par la grandeur du pouvoir dont il dispose, de ne se dissimuler aucun obstacle, quelque petit qu'il soit, de juger avec supériorité les circonstances où les ménagemens feraient plus que la force, et de faire céder à propos à ce tact appréciateur toutes ses passions, toute la vivacité de son courage de soldat et de son orgueil de prince. S'il m'était permis de faire une comparaison, je dirais que l'empereur

a quelques qualités communes avec un souverain qu'il ne convient pas de nommer ici, et que ces qualités sont justement les plus propres à lui faire comprendre la situation de la Russie et l'importance du rôle pacifique que ses véritables intérêts, sa gloire bien entendue, l'appellent à jouer sur la scène politique du monde.

Dans les entretiens que l'empereur accorde aux étrangers, on le trouve toujours fier de son pouvoir absolu, fier des forces militaires dont il dispose, mais fier surtout des progrès que fait l'industrie sous son règne, et jaloux de les augmenter encore. Quant aux dispositions personnelles de l'empereur à l'égard de la France et du prince qui la gouverne, elles sont variables selon les évènemens, même selon les plus petits; et comme l'empereur s'est dévoué, avant tout, à la prospérité de son empire, on peut assurer d'avance que ses sentimens, quels qu'ils soient, seront toujours dominés par les intérêts de la Russie. Il faut espérer que ces intérêts bien entendus l'emporteront, et que l'empereur de toutes les Russies n'abdiquera pas le rôle d'un grand souverain pour se faire simple membre des coteries du faubourg Saint-Germain.

Les faits ont tant d'influence sur l'esprit de l'empereur Nicolas, qu'il reste peu à faire aux hommes. Aussi ne peut-on dire lequel de ses ministres est le plus influent, si toutefois il y a en Russie un ministre influent. Le comte de Cancrin, ministre des finances, jouissait depuis dix ans d'un grand crédit auprès de l'empereur : sa vieille franchise allemande fait sa force à la cour; mais sa disgrace, si elle avait lieu jamais, viendrait aussi un jour de là.

L'empereur, tout russe exclusif qu'il soit, a placé sa confiance dans trois Allemands, le comte de Nesselrode, le comte de Cancrin, et le comte de Benkendorff, le compagnon de tous ses voyages, son aide-de-camp général, chargé de la police de l'empire et de la sûreté de sa personne; mais la volonté de l'empereur est telle qu'il n'y a plus de lutte entre les intérêts moscovites et les intérêts allemands. Tout est russe aujourd'hui autour de lui; les dernières traces des idées de l'empereur Alexandre sont effacées, et le seul comte de Cancrin peut-être ose dire que la civilisation et la prospérité de la Russie ne se développeront largement que lorsque l'empereur Nicolas aura fait pour les marchands ce que Pierre-le-Grand a fait pour la noblesse, et les aura contraints de couper leur barbes, et de prendre les coutumes européennes. Mais tous les ministres de l'empereur ne sont pas aussi hardiment sincères. Il ne faut donc pas attacher trop d'importance à l'aversion de quelques-uns des fonctionnaires

de l'empire russe pour le gouvernement français. Ce sentiment disparaîtra en eux, sous la domination qu'exerce l'empereur sur les idées de ceux qui l'entourent, dès que les antipathies impériales auront faibli, et ces antipathies n'augmenteront pas par l'effet de l'antipathie des autres, dans un esprit où l'influence des évènemens parle plus haut que personne.

La conduite de l'empereur dépendra du degré de confiance qu'il aura dans la stabilité du gouvernement français. C'est la préoccupation constante de l'empereur, et ses dispositions à l'égard de la France, l'opinion même qu'il se forme de son gouvernement, varient selon les chances de durée que lui montrent tour à tour les évènemens. La France n'aura donc à s'inquiéter sérieusement de la Russie que dans ses momens critiques. Pour peu que le gouvernement français surmonte ses embarras intérieurs, le gouvernement russe arrivera progressivement à lui, en dépit de l'opposition de principes et de tout ce qui s'oppose à l'union des deux cabinets. Jusque-là la France n'abandonnera pas, sans doute, sa position de surveillance à l'égard de la Russie, la prudence dans ses rapports, et veillera surtout à ce que la Russie n'aide pas ses adversaires par d'indirectes diversions. Le temps viendra où la nature de ces rapports changera d'elle-même, ce temps que prévoyait déjà, il y a près de quarante ans, un homme qui a laissé de belles leçons politiques, M. d'Hauterive; ce temps qu'il définissait ainsi, est déjà bien rapproché et à demi venu. « Quand la Russie, disait-il, sera bien convaincue que les véritables sources de sa prospérité et de sa puissance sont dans son sein; quand elle prendra part elle-même à l'exportation de son superflu et à l'importation des objets de ses besoins; quand elle acquittera envers les états de l'Europe la dette de sa civilisation, et quand après avoir imité l'exemple de leurs arts, elle leur donnera celui de la sagesse, de la modération, de la justice; quand au lieu d'intimider les états faibles qui l'entourent, elle imitera la France, qui, en pareil cas, les protége et les assiste; quand elle sentira la nécessité de fonder le droit public en Europe, non sur des débris dispersés, non sur des regrets et des hypothèses, mais sur les faits, sur les circonstances, sur les forces réelles des états tels qu'ils existent; alors l'empire russe ne verra pas la France avec des yeux d'inimitié, il maintiendra l'équilibre du nord pendant que la France garantira celui du midi, et leur accord assurera l'équilibre politique du monde (1). »

(1) *De l'État de la France à la fin de l'an* VIII. Paris, 1800.

En attendant que ces prévisions fondées sur les meilleures et les plus sages combinaisons politiques s'accomplissent, il suffira au gouvernement français d'être fort, c'est-à-dire de s'établir avec fermeté au dedans, et de conserver soigneusement les alliés qu'il s'est acquis depuis la révolution de juillet, pour être respecté par le gouvernement russe, et préparer pour l'avenir de plus étroites relations. C'est là le principe fondamental de notre politique à l'égard de cette puissance, et c'est à Londres surtout que doit se faire notre diplomatie avec Saint-Pétersbourg. Pour tout le reste, il suffira d'agir avec dignité en Russie, d'éviter les occasions où le nom français pourrait être compromis, je dis même les plus petites, car, je le répète, l'empereur est influencé par les petites comme par les grandes choses; de choisir sérieusement et avec habileté les hommes que le gouvernement enverra à Saint-Pétersbourg, même dans les emplois secondaires de la diplomatie. Ce sont là de petites précautions sans doute, mais les grandes pensées ne s'accomplissent parfaitement que par les petits détails, et c'est une vérité qui ne reçoit nulle part mieux sa démonstration qu'en Russie.

Le peu que je viens d'écrire sur la Russie, et tout ce que je pourrai écrire un jour, se résumera par une seule idée.

Dans l'ordre intellectuel, la Russie est à nos portes. Nos pensées y arrivent, sans s'arrêter en Allemagne qu'elles ne font que franchir.

Ainsi, nous avons communiqué avec la Russie par le goût et l'esprit du XVIIIe siècle;

Puis, par l'esprit militaire et la grandeur guerrière de l'empire.

Nous y dominons encore maintenant par l'influence de notre civilisation industrielle.

Le jour de nos idées politiques viendra peut-être à son tour. Je parle des idées sages et modérées, de celles qui peuvent se concilier avec l'ordre public européen et les intérêts dominans des sociétés civilisées. La France n'a donc qu'à attendre ce jour-là avec confiance, et elle le rapprochera assurément si elle l'attend avec calme et surtout, je le répète, avec dignité.

Paris, le 10 juillet 1837.

JOSEPH SPECKBAKER

LE DIABLE DE FEU

(Der feuer Teufel).

HISTOIRE DE L'INSURRECTION TYROLIENNE DE 1809.

Le Tyrol est un des pays de l'Europe les moins visités et des plus dignes de l'être ; ses sites sont grands et magnifiques, ses habitans braves et dévoués, ses bourgades industrieuses. Son histoire est peu connue, et c'est l'une des plus intéressantes ; c'est l'histoire d'un peuple toujours prêt à repousser l'invasion. L'insurrection des montagnards tyroliens en 1809, ce digne pendant de l'insurrection espagnole, a laissé peu de souvenirs. L'attention des hommes était distraite alors par de trop grands évènemens, et les combats de géans qui se livraient d'un bout à l'autre de l'Europe, des rives du Tage à celles du Danube, détournèrent leurs regards de la lutte héroïque que soutenaient quelques paysans dans un coin montagneux de l'Allemagne. Les bulletins de 1809 nous parlent des insurgés tyroliens comme d'une poignée de brigands, fanatisés par les prêtres, payés par l'or de l'Angleterre, et guidés par des chefs à demi sauvages ; ces brigands, néanmoins, battirent trois armées envoyées pour les soumettre, et quand le reste de l'Allemaneg était aux pieds du conquérant, eux seuls, retranchés dans leurs montagnes comme dans une forteresse, tinrent tête aux vainqueurs d'Eckmuhl et de Wagram et ne cédèrent qu'au nombre.

Les chefs de ces paysans, paysans comme eux, nous présentent un singulier mélange de grandeur et de simplicité, de rudesse et d'héroïsme ; leurs noms sont restés obscurs ; cependant les Mayer, les Schenk, les Has-

pinger, les Speckbaker et l'aubergiste André Hofer ne sont certes pas des hommes ordinaires. La mémoire de ce dernier a seule échappé à l'oubli; celle de ses compagnons mérite d'en être tirée. L'histoire encore inédite de ces braves formerait certainement l'une des plus singulières chroniques de ce siècle si fécond en évènemens. Nous avons tenté d'en recueillir les curieux élémens. Déjà nous avons raconté ailleurs (1) l'histoire du fameux André Hofer; aujourd'hui nous voudrions faire connaître celui de ces braves qui, après l'aubergiste du Passeyer-Thal, a laissé, dans le Tyrol, les souvenirs les plus chers et les plus glorieux. Cet homme, c'est Joseph Speckbaker.

Joseph Speckbaker, surnommé le *Diable de feu (der Feuer Teufel)*, naquit à Gnadenwall, petit village aux environs de Hall dans le Tyrol, en 1768. Son père, fournisseur de bois des salines de cette ville, jouissait d'une certaine aisance; il mourut avant d'avoir pu s'occuper de l'éducation de son fils; sa femme le suivit bientôt dans la tombe, et Joseph, à peine âgé de six ans, privé de leur appui, fut confié à des parens éloignés qui durent singulièrement négliger leur pupille, puisqu'ils ne lui apprirent pas même à lire et à écrire.

Speckbaker cependant paraissait doué des plus heureuses dispositions. Mais peut-être l'extrême activité de son esprit, sa pétulance et son caractère indépendant le rendaient-ils incapable d'application et de toute étude suivie; peut-être l'exemple dangereux de compagnons la plupart plus âgés que lui le détournait-il de goûts sérieux, d'occupations sédentaires. Ardens chasseurs, braconniers infatigables, la poursuite du chamois, du bouquetin ou du coq de bruyère, remplissait chacune des journées des jeunes Tyroliens de cette époque. La chasse était pour eux un travail, un plaisir, un besoin; elle absorbait toutes leurs pensées, toutes leurs facultés. Ils passaient dans les forêts et au milieu des neiges des montagnes le temps que, de nos jours, leurs petits-enfans passent dans les écoles de village. Habitués aux privations, rompus aux fatigues, oublieux du danger, leurs corps s'aguerrissaient comme leurs ames. C'est à ce rude apprentissage que se formèrent ces terribles *landsturms*, qui seules tinrent tête aux vainqueurs de l'Europe.

Bientôt, grace à sa vigueur précoce, à son audace, ou plutôt à une certaine témérité imprévoyante qui ne lui laissait pas même soupçonner la présence du danger, Speckbaker, quoique le plus jeune, se distingua entre tous ses compagnons d'aventures. Son coup d'œil était perçant, sa main sûre, ses membres infatigables; son esprit, inventif comme celui de tous les Tyroliens, n'était jamais à bout de ressources; il suppléait à la force par l'adresse; il savait, dans l'occasion, joindre la ruse à l'audace : aussi, rarement une proie placée à sa portée pouvait-elle échapper à ses piéges ou à ses coups. Son nom ne tarda pas à devenir fameux dans les montagnes des environs

(1) *Voyages dans le Tyrol*, tom. II, pag. 30.

de Hall. A Wolders, à Rinn et à Dux, on ne parlait que des aventures et des exploits de Joseph, et les pâtres du Patscher-Kofel célébraient avec enthousiasme les merveilleuses actions du jeune braconnier.

Nous ne nous étendrons pas sur l'histoire des premières années de la vie de Speckbaker; quand il s'agit de la jeunesse d'hommes que leur esprit ou leurs actions ont élevés au-dessus du vulgaire, ces hommes fussent-ils même nos contemporains, la fable se mêle trop souvent à la vérité. Nous ne citerons qu'un seul fait, que des informations prises sur place nous font regarder comme bien avéré; ce fait doit donner à la fois une juste idée du courage, de l'adresse et de la force du jeune Tyrolien; c'est pour cela que nous le choisissons entre cent.

Speckbaker, nous l'avons dit, préférait l'air des montagnes aux bancs de l'école; mais comme il ne pouvait pas cependant passer tout son temps à chasser dans les bois, quelquefois il menait paître, sur les collines du voisinage, les troupeaux des parens qui l'avaient recueilli. Un jour qu'il conduisait leurs brebis sur les pentes du Patscher-Kofel, Joseph, alors âgé de douze ans, aperçut, à travers les branches d'arbustes sous lesquels il s'était couché pour se garantir de la chaleur du jour, un vautour des Alpes (*lammergeier*), qui planait, à une grande hauteur, au-dessus de son troupeau. L'enfant observa d'abord d'un œil distrait le vol de l'oiseau; puis, comme il le vit se rapprocher insensiblement en tournoyant dans les airs, il attacha un regard perçant sur chacun de ses mouvemens, et comprit, d'après sa manœuvre, que le vautour convoitait quelqu'une de ses brebis qui s'était écartée de la bande sans qu'il l'eût vue. Au lieu de se montrer et de chercher à écarter, par ses cris, son monstrueux ennemi (le lammergeier, armé d'ongles crochus et acérés, et dont les ailes déployées ont quelquefois jusqu'à dix-huit pieds d'envergure), l'enfant conçut aussitôt l'audacieux projet de lutter avec lui d'adresse et de force, et s'il se pouvait, de le prendre vivant. Sans perdre de vue l'oiseau qui descendait toujours, et, faisant en sorte de ne pas être aperçu, il se glisse sous les broussailles les plus épaisses, à travers les herbes hautes, vers le point où paraissait tendre le vol du vautour. Là, dans un petit pré, découvert en partie, paissait la brebis qui s'était écartée du troupeau. Speckbaker, toujours caché par les broussailles, s'approche d'elle le plus possible, et quand il est arrivé à la limite du fourré et qu'il ne peut plus s'avancer sans être découvert, il s'arrête et il attend.

Dans ce moment, le vautour avait suspendu son vol et planait. Bientôt, soit qu'il eût aperçu quelque chose, soit plutôt qu'après avoir reconnu sa proie, il voulût se replacer à distance pour prendre son élan et la mieux accabler, il remonta lentement dans les airs. Parvenu à une grande hauteur, il s'arrêta, parut immobile et comme cloué au ciel.

Speckbaker cependant ne se découragea pas. Il pensa qu'en s'éloignant, son ennemi, qui peut-être soupçonnait sa présence, avait voulu ruser avec

lui et l'engager à se montrer. Il resta donc toujours caché et continua à attendre avec patience.

Tout à coup, au moment où les yeux fixés sur le vautour qui ne semblait plus qu'un point noir dans l'espace, il s'étonnait de sa longue immobilité, Speckbaker voit ce point se détacher du ciel, glisser dans les airs, grossir, se développer, et, prompt et bruyant comme la tempête, l'oiseau géant tombe sur la brebis qui paissait à quelque pas de l'endroit où se tenait l'enfant, la terrasse, enfonce dans sa laine et dans ses flancs ses serres puissantes et s'efforce de l'enlever. C'était le moment de se montrer. En deux bonds, l'agile montagnard s'élance de sa cachette sur le monstre, le saisit corps à corps, et en dépit de sa résistance il s'en fût rendu maître, si ses compagnons, qu'il appelait à grands cris, fussent arrivés à temps. Grace à sa force prodigieuse, à son bec et à ses ongles crochus, peu à peu le vautour se dégagea de l'étreinte de son ennemi; mais en s'échappant, il laissa entre ses mains, comme un trophée, la moitié des plumes d'une de ses ailes, à laquelle s'était suspendu l'enfant tout sanglant, et qui, à demi enlevé de terre, ne pouvait cependant se résoudre à laisser échapper une si belle proie.

En grandissant, l'audace du jeune Speckbaker et sa passion pour la vie aventureuse s'accrurent encore. Armé d'une carabine et dans la compagnie de jeunes gens sans asile, et comme lui décidés à tout, chaque jour de sa vie était marqué par d'audacieuses entreprises de braconnage, souvent même par des scènes de rapine dont les ennemis naturels du Tyrol étaient, il est vrai, seuls victimes.

Les montagnes sauvages qui dominent le lac et la vallée d'Achen, et l'épaisse ceinture de forêts qui, du côté de l'Iserthal, sépare la Bavière du pays d'Inspruck, semblent en effet avoir été le théâtre de prédilection des exploits du Robin-Hood tyrolien. Non content de chasser le chamois sur les terres d'un peuple rival et souvent ennemi, Speckbaker voudra bientôt vivre à ses dépens. Il se rappelle, en dévastant les fermes et en pillant les habitations isolées de ces Bavarois qu'il hait, qu'au commencement du siècle son aïeul les a combattus.

« Dans mon enfance, nous dit-il dans un récit écrit de sa main, j'écoutais mon aïeul nous raconter ses combats d'autrefois, sous Maximilien Emmanuel; il nous disait comment les Bavarois avaient été vaincus par les Tyroliens, et il me tardait de les vaincre un jour comme lui. » Le souvenir de ces récits enflammait sa jeune imagination, quand, en pleine paix, à la tête de quelques amis, il faisait de hardies incursions sur les terres bavaroises. Il trouvait de puissantes émotions dans ces scènes de rapine et de déprédation qui le faisaient mettre hors la loi par ceux qu'il traitait déjà en ennemis. Bientôt la présence continuelle du danger, le plaisir de braver un adversaire puissant et d'échapper à sa poursuite, exaltent encore ses passions sauvages, et peut-être va-t-il passer de la vie vagabonde au brigandage, et de déprédateur devenir meurtrier, quand tout à coup il est arrêté sur cette

pente dangereuse par un de ces avertissemens du ciel que certaines ames savent seules comprendre. Un jour, dans la compagnie de quelques-uns de ces hommes sans aveu, qu'il appelle ses camarades, il va franchir encore une fois la frontière du Tyrol, quand le plus endurci de ces pillards, celui que les autres regardent comme leur chef, tombe raide mort à ses côtés, atteint de la balle d'un chasseur bavarois. Speckbaker songea d'abord à le venger; mais bientôt rappelé à la raison par cet exemple terrible, qu'il regarde comme le juste châtiment d'une vie criminelle, il dit adieu à ses compagnons étonnés, qui n'osent cependant mettre en doute son courage, retourne tranquillement à sa maison, et dépose sa carabine qu'il fait serment de ne plus reprendre pour de pareilles entreprises.

Il tint parole. Désormais, retiré dans la vallée qui l'a vu naître, il y mène une vie paisible et exemplaire; aussi ne tarde-t-il pas à être nommé inspecteur des salines de Hall, emploi que son père avait jadis exercé.

Speckbaker venait d'atteindre sa vingt-septième année quand il épousa Marie Schmeider, qui lui apporta en dot la petite propriété de Rinn et les châlets qui en dépendaient. Marie Schmeider était une femme de sens, de mœurs douces, et plus instruite que son mari. Elle voulut elle-même apprendre à lire et à écrire à Speckbaker, qui devint entre ses mains un écolier docile. Les amis de Speckbaker ne manquèrent pas de le railler sur ses nouveaux goûts. « Speckbaker veut devenir maître d'école, disaient-ils, lui qui n'a jamais pu entrer à l'école! » Lui-même en riait avec eux, sans pour cela renoncer à l'étude, car il craignait bien plus les reproches de sa femme qu'il n'avait redouté autrefois les châtimens de ses pédagogues. A la longue, il vint à bout de sa difficile entreprise, et il ne tarda pas à recueillir la récompense de son application; car, dans l'année qui suivit, il fut nommé membre du comité de jugement de son district, charge qui ressemble assez à celle de juge de paix. La métamorphose était grande, on le voit: le petit braconnier était devenu grave magistrat.

Speckbaker était marié depuis trois ans, et exerçait depuis quelques mois ses nouvelles et pacifiques fonctions, quand le contre-coup de la guerre que la France soutenait contre l'Europe se fit ressentir dans le Tyrol. On était arrivé à la fin de l'année 1797. Pendant le cours de cette année, les Tyroliens avaient vu avec étonnement de grandes armées autrichiennes traverser, à plusieurs reprises, leur pays, et aller s'abîmer dans les plaines de la Lombardie, où les attendait Bonaparte. Plus d'une fois les débris de ces armées s'étaient réfugiés en désordre dans les hautes vallées du Tyrol, plus d'une fois les fidèles habitans de ces vallées avaient recueilli les malades, soigné les blessés, et partagé avec les fuyards leur dernier morceau de pain. Plus tard, quand les Français avaient envahi les cercles italiens, quand leurs postes avancés avaient pénétré jusqu'à Trente et Lavis, et que le canon avait grondé sur l'Adige, ces braves montagnards, au bruit de l'orage qui se formait, avaient préparé leurs carabines et fait leurs provisions de balles et de

poudre, décidés qu'ils étaient à défendre ces derniers princes de la maison de Hapsbourg, auxquels ils étaient attachés par habitude et par instinct.

Joubert, qui de Trente avait pénétré jusqu'au pied du Brenner, mit le premier à l'épreuve la valeur de ces paysans, dont les pères, au commencement du siècle, avaient repoussé Vendôme. Il triompha, à Mülbach, de leur résistance obstinée, les vainqueurs de l'Italie l'emportèrent sur des bandes indisciplinées; mais si les Tyroliens ne surent pas vaincre, le champ de bataille, couvert des cadavres de ces hommes en vestes brunes, prouva du moins qu'ils savaient mourir.

Speckbaker parut-il dans les rangs des combattans de 1797? Nous l'ignorons. Peut-être les levées en masse de son canton n'arrivèrent-elles qu'après la retraite de Joubert par le Pusthertal. Quoi qu'il en soit, s'il prit les armes à cette époque, ce ne fut sans doute que comme simple soldat et obscurément.

Mais quand le traité de Presbourg, en 1805, a livré le Tyrol à la Bavière, quand une administration impolitique, les vexations et le mépris des délégués de Munich ont poussé à bout un peuple qui eut toujours l'étranger en horreur, Speckbaker commence à se montrer, et à résister de toutes ses forces à l'oppression de ses nouveaux maîtres.

Le fameux André Hofer, qui, plus tard, fut généralissime des Tyroliens, était l'ami de Speckbaker : il l'avait rencontré, pendant les premiers jours de l'occupation, à la grande foire de Sterzing. Ces deux hommes avaient aussitôt sympathisé : leurs haines et leurs affections étaient devenues communes; ils s'étaient compris. Hofer avait dignement apprécié l'audace et l'énergie du caractère de Speckbaker; Speckbaker, l'autorité mystique, la constance et le puissant bon sens d'André Hofer. Les deux montagnards s'étaient mutuellement avoué leurs espérances et leurs projets; aussi, lorsque, après son entrevue avec l'archiduc Jean et sa correspondance avec Chasteler, le brave aubergiste du Passeyer-Thal se fut décidé à frapper un grand coup, fit-il entrer aussitôt Speckbaker dans la conjuration des patriotes. Comme il était muni de pleins pouvoirs, il le nomma chef de l'Inn inférieur, et ce fut sur lui qu'il compta pour organiser l'insurrection des montagnards de cette partie du Tyrol.

Speckbaker justifia la confiance de son ami. Grace à son zèle, à son infatigable activité et à sa prudence consommée, avant la fin de la première semaine d'avril 1809, tout était prêt pour un soulèvement général aux environs de Schwatz et de Hall, et les Bavarois ne soupçonnaient rien.

L'Autriche venait de déclarer la guerre à la France; le jour de l'exécution du complot fut fixé au 10 avril. Chacun des chefs avait sa tâche; Speckbaker, pour sa part, devait se rendre maître de Hall et des ponts de l'Inn aux environs de cette ville.

La veille du jour arrêté, feignant d'être pris de vin, il engage une vive et joyeuse conversation avec quelques soldats bavarois, et entre avec eux

dans la citadelle de Hall. Là, tout en jasant et en se querellant avec ses nouveaux amis, il s'assure de la profondeur du fossé, des places qu'occupe chaque sentinelle, de la force des murailles et du nombre de leurs défenseurs. Quand il a su tout ce qu'il voulait savoir, il hausse le ton avec ses interlocuteurs; de rieur il devient goguenard, de goguenard insolent, si bien, qu'à la longue, ceux-ci, furieux de son impertinence, le prennent au collet et le poussent rudement hors des portes.

Ce même jour, comme le soleil allait se coucher, Speckbaker rentra au logis, embrassa sa femme Marie et son fils Anderl, qui, plus tard, devait le rejoindre, prit sa carabine, attacha à la boucle d'argent de son chapeau la plume noire, insigne des chefs, et, se mettant à la tête de quelques amis résolus qui l'attendaient dans un bois voisin, il profita des premières ombres de la nuit pour se glisser, par des chemins détournés, jusque sous les murs du monastère de Volders, où les avant-postes bavarois s'étaient fortifiés.

Il fallait surprendre l'ennemi avant qu'il eût pu songer à se défendre; autrement, le bruit d'un combat n'eût pas manqué de donner l'alarme dans Hall et aux environs, et peut-être d'appeler de nombreux défenseurs au secours du couvent. D'un autre côté, l'escalade était impossible. Speckbaker eut recours à un moyen auquel les Bavarois ne pouvaient être préparés. Il fait abattre dans la forêt voisine un arbre énorme, le fait grossièrement équarrir, et, quand la nuit est profonde, cinquante des montagnards les plus robustes, le chargeant sur leurs épaules, s'avancent sans bruit du côté du monastère. Les sentinelles bavaroises étaient placées à l'intérieur; aussi les Tyroliens pouvaient déjà toucher les madriers de la porte, que leurs ennemis n'avaient encore rien aperçu. Les cinquante montagnards prennent donc leurs mesures à leur aise, et, se servant de l'arbre entier comme d'un bélier, au troisième coup ils ont enfoncé la porte. Ils pénètrent sur-le-champ dans le monastère; ils font main-basse sur ceux qui veulent résister, enferment le reste dans les caves; puis, sans perdre de temps, maîtres du passage de l'Inn, ils s'avancent rapidement sur Hall, et se cachent dans un fourré, sur la rive gauche du fleuve, à peu de distance des portes de la ville, attendant le point du jour.

Vers minuit, quand tout était silence dans la ville, et que les compagnons de Speckbaker, blottis les uns contre les autres, commençaient à réfléchir sur la témérité de leur entreprise, et à se demander comment, étant si peu nombreux, ils pourraient se rendre maîtres d'une place garnie de bonnes murailles et défendue par une brave garnison, tout à coup une masse de flammes brille sur l'un des sommets du Patscher-Kofel qui domine la ville. A ce signal, des milliers d'étincelles pétillent sur toutes les montagnes de la rive droite de l'Inn, des feux brillent dans toutes les directions; la main qui les allume semble courir d'un sommet à l'autre avec une rapidité qui tient du prodige. En moins d'une heure, tout le pays est en feu, et la flamme de ces innombrables incendies se réfléchit, d'une manière sinistre,

dans les eaux de l'Inn. Dans le même moment, le silence de la nuit est troublé par les sons retentissans des trompes et des cloches. Le tocsin sonne dans chaque village; des cris aigus, prolongés, gutturaux, pareils à ceux que poussent les pâtres pour s'avertir entre eux (*jodeln*), retentissent d'un bord à l'autre des vallées, et une rumeur extraordinaire arrive de chaque partie de la montagne.

Plus de doute, toute la rive droite de l'Inn était soulevée; chaque village courait aux armes. Au point du jour, ceux qui défendaient Hall, tenant fermée la porte qui fait face au pont et à la rive droite de l'Inn, n'ouvrirent que la porte de la rive gauche, près de laquelle Speckbaker et sa troupe étaient cachés. Tout paraissant tranquille de ce côté, la garnison de Hall se hasarda bientôt à pousser une reconnaissance à quelque distance des murailles, pour se mettre en communication avec Inspruck. Speckbaker laisse les soldats s'engager dans la campagne; puis, tout à coup, sortant de son embuscade, il fond sur les sentinelles qui gardaient le pont-levis, les égorge, et se précipite dans la ville. La terreur y était à son comble; aussi, en un clin d'œil, les Bavarois, culbutés, furent-ils ou tués, ou pris, ou rejetés au-delà du pont. Les Tyroliens, dans cette affaire, ne perdirent que deux hommes.

Speckbaker employa tout le reste du jour à organiser sa troupe, qui grossissait d'heure en heure, et à armer les nouveaux arrivans. Vers le soir, il conduisit sa petite armée sous les murs d'Inspruck, où tout le pays semblait s'être donné rendez-vous. Le lendemain, plus de vingt mille paysans attaquaient vivement les faubourgs de la ville, que défendait le régiment du général Kindel, aidé de quelque cavalerie et autres troupes légères. Ces soldats étaient aguerris, les officiers qui les commandaient ne manquaient pas de bravoure et de résolution; néanmoins il fallut céder. Kindel essaya vainement de se retrancher au centre de la ville; il ne put résister à l'acharnement extraordinaire et au nombre toujours croissant de ces sauvages ennemis. Après quelques heures de combat, les Tyroliens étaient maîtres de la grande rue et des postes principaux. A l'approche de la nuit, les Bavarois avaient évacué le reste de la ville.

Inspruck, la capitale du pays, était tombée au pouvoir des insurgés, et cependant l'œuvre de la délivrance n'était pas encore achevée. Les Français, en armes, occupaient le Brenner sous le commandement du général Bisson. Les restes de la garnison d'Inspruck, réunis aux Bavarois de de Wrède, étaient retranchés sur les hauteurs voisines; et des rues de la ville on pouvait voir les soldats des deux nations se concentrer aux environs des faubourgs, et se préparer à une attaque décisive. Mais la confiance des Tyroliens égalait leur ardeur : elle était sans bornes, car elle ne reposait pas seulement sur des motifs humains, sur les raisonnemens de la prudence ordinaire, ou sur les calculs positifs qui, d'habitude, servent de bases aux actions des hommes; cette confiance, ils la puisaient dans des sentimens qui avaient sur eux un bien autre empire, dans une foi vive, ou plutôt une extrême crédulité, et

dans un dévouement aveugle à leurs maîtres. Ces paysans superstitieux avaient passé au pied des autels les heures qui avaient suivi leur première victoire, répétant en chœur les prières que leurs chefs lisaient à haute voix. Ces chefs, superstitieux comme leurs soldats, faisant entière abnégation d'un amour-propre bien naturel cependant, se regardaient comme les instrumens de la Providence; tous, et Speckbaker comme les autres, faisaient courir dans les rangs des montagards une foule de récits merveilleux qu'ils croyaient eux-mêmes, et qui tendaient à prouver le concours des puissances célestes. Un étrange évènement avait, il est vrai, accru ces dispositions naturelles des Tyroliens à la crédulité, et avait porté au comble l'enthousiasme de ces hommes simples et confians.

Parmi les officiers bavarois qui se trouvaient à Inspruck le jour de l'attaque des insurgés, il y avait un certain colonel Dittfurt, homme de cœur, de haute réputation militaire, de mœurs rudes et de passions intraitables. Cet homme haïssait les Autrichiens; il avait vivement poussé à la séparation du Tyrol, et, cette séparation opérée, il avait été envoyé dans les nouvelles provinces bavaroises pour prêter main-forte au nouveau système. Il avait séjourné quelque temps à Inspruck, et d'Inspruck il avait été détaché par-delà le Brenner, dans le val Cembra et le Pustherthal, pour mettre en vigueur les nouvelles lois de recrutement, auxquelles ces districts se montraient rebelles. Dittfurt avait brisé par la terreur la résistance des paysans. Détesté par eux, il les méprisait, et ne leur cachait pas son mépris. Aussi les montagnards des vallées méridionales du Tyrol avaient-ils en horreur le proconsul bavarois. Quand la révolution éclata, la mesure était comblée.

Lorsqu'à l'attaque d'Inspruck, Dittfurt vit ces misérables paysans triompher des meilleurs soldats de la Bavière, il ne put se résoudre à convenir qu'il s'était trompé sur leur compte, et encore moins à fuir devant eux. Au moment où les insurgés pénétraient dans la grande rue, et où ses soldats se retiraient en désordre, Dittfurt, après avoir fait de vains efforts pour les retenir, se jette seul, le sabre à la main, au-devant de l'ennemi. Quoique frappé de quatre balles, il continue à combattre, jusqu'à ce que, épuisé par la rage et par la perte de son sang, il tombe enfin au pouvoir de ses mortels ennemis. Ceux-ci l'entraînent dans un corps-de-garde voisin. Comme il ne faisait plus aucun mouvement, ils le croient mort, le jettent dans un coin, et continuent leur poursuite.

Quand Dittfurt sortit du long évanouissement où la fatigue et la douleur l'avaient plongé, le corps-de-garde était rempli d'insurgés vainqueurs; chefs et soldats se félicitaient de leur victoire. Tout à coup le cadavre oublié du Bavarois se soulève avec lenteur, se tourne du côté des assistans, et prenant la parole avec solennité :

— Quel est le général, s'écrie-t-il d'une voix forte, quel est le brave général qui a si habilement dirigé les paysans dans leurs attaques ?

— Les paysans n'ont pas de général, répond un des soldats tyroliens, et

s'ils ont vaincu, c'est que chacun d'eux combattait pour son Dieu, son empereur et son pays.

—Ils n'ont pas de général! reprend le blessé, et quel était donc cet intrépide officier qui donnait des ordres et combattait dans la mêlée? Je l'ai vu, sa tête était couverte d'un casque blanc orné de plumes blanches.

Les paysans étonnés se regardent entre eux, s'interrogent, se récrient. — Quel est donc ce chef mystérieux qu'eux seuls n'ont pu voir? sans doute un protecteur, un saint, un chérubin visible à leurs seuls ennemis! — Ces paroles, que le délire de la fièvre a peut-être inspirées à un mourant, courent de bouche en bouche, volent de rang en rang, exaltent l'armée entière. Les Tyroliens sont assurés de la justice et de la sainteté de leur cause, que Dieu a épousée, et à laquelle ses anges prêtent leur appui.

Aussi, dans les jours qui suivirent, Bisson et de Wrède furent-ils contraints de mettre bas les armes. Dès-lors tout le Tyrol, à l'exception du petit fort de Kufstein, fut au pouvoir des insurgés.

Cette guerre, cependant, présenta des phases diverses. Les Tyroliens, malgré leur confiance et leur héroïsme, ne furent pas toujours vainqueurs, et l'Innthal et Inspruck, théâtre de nombreux combats, furent tour à tour occupés par les deux partis. L'inertie des généraux autrichiens, la mollesse de leur concours, et surtout l'indiscipline des levées en masse, furent les causes des désastres qui suivirent les victoires des Tyroliens. Quand le tambour battait, que le canon grondait, et que le feu de la mousqueterie retentissait sur toute la ligne, ces hommes se battaient avec une intrépidité sans égale, et rien n'eût pu les arracher du champ de bataille. Mais si la nuit ou un orage surprenait les combattans, si un prompt succès couronnait leurs efforts, les vainqueurs se dispersaient plus rapidement que les vaincus. Nos héros se répandaient dans tout le pays, remplissant les auberges et les cabarets de chaque village; ou bien, leur carabine jetée négligemment en bandoulière, ils regagnaient tranquillement leurs montagnes, pour aller embrasser leurs femmes, leur porter les premiers les nouvelles de leur victoire, et se reposer quelques jours. Cette insouciance des vainqueurs fut l'un des caractères particuliers de cette guerre. On s'étonne, à juste titre, quand on voit ces braves Tyroliens au fort de l'invasion et de la lutte, tandis que l'on se bat sur un versant de la montagne, célébrer sur l'autre leurs fêtes patronales comme en temps de paix; et l'on s'étonne bien davantage encore de les voir, dans les cérémonies qui accompagnent leur mariage ou le baptême de leurs enfans, dépenser, en feux de joie et en folles réjouissances, une poudre qui devait cependant leur être si précieuse, et dont, certes, ils eussent dû se montrer plus avares.

Les Tyroliens occupaient Inspruck depuis près d'un mois, quand les Français, vainqueurs en Allemagne, vinrent se joindre aux Bavarois pour écraser ce que ceux-ci appelaient une *poignée de rebelles*. De nombreux détachemens traversèrent les frontières de l'ouest et du nord, et remontè-

rent l'Innthal, mettant tout à feu et à sang. Schwatz fut livrée aux flammes, et le 17 mai Inspruck retomba au pouvoir de ses anciens maîtres.

Les insurgés s'étaient repliés sur le Brenner; un découragement profond régnait dans leurs rangs; beaucoup avaient jeté leurs armes, et tout semblait perdu, quand la première victoire du mont Isel (29 mai 1809), due en grande partie à l'habileté et à la résolution de Speckbaker, vint rétablir les affaires des Tyroliens.

Les trois grand chefs de l'insurrection, André Hofer l'aubergiste, Haspinger le capucin, dit Barberousse, et Speckbaker, commandaient la petite armée tyrolienne. Hofer était le plus renommé, le plus mystique et le mieux obéi des trois chefs. Haspinger le capucin n'était pas le moins intrépide. On le voyait au fort de la mêlée, un énorme crucifix d'ébène à la main, exhortant ses compagnons, poursuivant les ennemis, et, comme il le disait, envoyant les uns en paradis en leur présentant le Christ à baiser, les autres chez Satan en leur brisant la tête avec la redoutable croix d'ébène. Speckbaker avait seul les qualités d'un général, une connaissance profonde du pays, un coup d'œil d'une étonnante justesse, une intrépidité rare et un admirable sang-froid dans l'action.

Au combat du mont Isel, Speckbaker occupait la droite de l'armée tyrolienne, et il était chargé d'emporter le pont de Volders et de détruire celui de Hall. Maître du pont de Volders dès le commencement de la journée, à la tête de six cents de ses compagnons les plus résolus, il se porte vers le pont de Hall. L'ennemi avait concentré toutes ses forces en arrière de ce pont, du côté de la ville, et un feu de mousqueterie et d'artillerie très vif, partant des remparts de la place, le balayait dans toute sa longueur et en défendait les approches. Speckbaker, arrivé à peu de distance du pont, fait faire halte à sa troupe, attache sa carabine en bandoulière, met le sabre à la main et montrant l'autre rive à ses compagnons : — *Amis*, leur dit-il, *c'est là qu'est le prix de la course, en avant et que saint Florian nous protége!* Tous s'élancent à la suite de leur chef sur le pont, et le traversent au milieu d'une grêle de balles et d'une pluie de mitraille qui fait de larges trouées dans leurs rangs. Arrivé à l'extrémité du pont, Speckbaker s'y maintient jusqu'à ce que ses compagnons aient mis le feu à la charpente et que la flamme commence à briller. Alors il regagne tranquillement l'autre rive faisant toujours face à l'ennemi, et quand la fumée s'éclaircit un instant, lui envoyant quelques balles. Ce fut ce jour-là que les Bavarois, émerveillés de son audace, le surnommèrent le Diable de feu (*der feuer Teufel*)!

Dans cette affaire Speckbaker avait son fils Anderl auprès de lui. Lorsque le combat devint plus sérieux et que les Tyroliens se préparèrent à attaquer le pont, Speckbaker, cédant à un sentiment d'inquiétude bien naturel chez un père, ordonna à l'enfant de se retirer. Comme Anderl, après s'être éloigné un moment, revenait, et se retrouvait toujours au premier rang à côté de Speckbaker, celui-ci, dans un moment d'impatience,

le frappa du plat de son sabre pour le chasser. Cette fois l'enfant s'éloigna en pleurant; mais, ne pouvant se résoudre à quitter tout-à-fait le champ de bataille, il se tint à quelque distance en arrière de la troupe que commandait son père.

En entendant les coups de fusil, Anderl cependant avait bientôt essuyé ses larmes, et il s'ennuyait fort de rester ainsi les bras croisés, quand il aperçut autour de lui les balles de l'ennemi qui ricochaient dans la poussière. L'idée lui vint d'utiliser son loisir. *Ce matin même, mon père se plaignait de la rareté des munitions et du manque de balles*, se dit l'enfant; *eh bien! je vais lui en faire une petite provision*. Sur-le-champ, tirant son couteau, Anderl s'avance au fort de la pluie de balles, épiant leur chute, ramassant celles qui tombent mortes à ses pieds, creusant le sol pour extraire celles qui s'enterrent en sifflant. Avant la fin de l'action son chapeau était rempli. Quand Anderl l'offrit à son père victorieux, Speckbaker l'embrassa, et lui promit qu'à l'avenir il lui permettrait de le suivre. — *Partout?* s'écria l'enfant avec joie. — *Partout!* répondit le père en pleurant.

En effet, le jeune Anderl accompagna désormais son père au combat, et lui fut plus d'une fois utile par l'adresse qu'il mettait à porter les ordres d'un corps à l'autre au plus fort de l'action. Les Bavarois laissaient passer cet enfant espiègle, ne se doutant pas que ce fût là l'aide-de-camp du général ennemi. Speckbaker avait aussi un autre messager qui souvent lui fut d'un grand secours. C'était un gros chien barbet. Lorsque le pays qui séparait Speckbaker des autres chefs était occupé par l'ennemi, l'animal, dressé à ce manége, traversait les lignes bavaroises, portant les dépêches d'un camp à l'autre dans une queue postiche.

Dans ce combat du mont Isel, les Tyroliens, au nombre de vingt mille hommes environ, occupaient toutes les collines qui s'étendent au pied du Brenner de Hall à Inspruck; ils furent vainqueurs sur toute la ligne, et la perte des Bavarois fut si considérable, que le général Deroy, qui les commandait, fut obligé d'évacuer Inspruck et de se retirer précipitamment par la rive gauche de l'Inn. Tandis qu'André Hofer faisait son entrée dans la capitale du Tyrol à la tête d'une partie de l'armée victorieuse, Speckbaker, sans perdre le temps en vaines parades, poussait l'ennemi sur le bas Inn et le chassait au-delà de Kufstein. Puis il revenait assiéger cette place, qui est la clé du Tyrol de ce côté. Ce siége ne fut pas heureux.

La petite forteresse de Kufstein, que la défense de Pitzenau contre Maximilien, dans le xve siècle, a rendue fameuse, est bâtie sur un rocher escarpé. Speckbaker tenta de la surprendre par un hardi coup de main; mais son attaque se fit sans succès : comme il manquait de grosse artillerie, il fut obligé de convertir le siége en blocus. Les habitans de la ville, que commande la forteresse, sont plutôt Bavarois que Tyroliens. Le major Aichner, commandant de la citadelle, entretenait des intelligences avec eux. Il savait par eux les dispositions des assiégeans, déjouait leurs plans d'atta-

que les mieux combinés, et se tenait en garde contre leurs surprises. Les femmes surtout étaient dans les intérêts des Bavarois. On raconte même que plusieurs d'entre elles s'étant rendues au camp tyrolien pour essayer de séduire les braves soldats de Speckbaker, celui-ci les fit saisir, et, pour tout châtiment, se contenta de les faire raser. Il les renvoya dans la ville au milieu des rires de ses compagnons. L'exemple fut d'un bon effet; il rendit circonspectes les dames de Kufstein, et comme Speckbaker avait juré de faire couper à leurs maris autre chose que les cheveux, s'il les prenait en flagrant délit de trahison, et que ceux-ci savaient que le *Diable de Feu* était homme à tenir parole, et le cas échéant, à leur trancher la tête, comme il avait coupé les cheveux de leurs femmes, les intrigues cessèrent, et bientôt la place fut réduite aux dernières extrémités. Elle allait capituler, lorsque les affaires changèrent de face.

L'Autriche venait de succomber à Wagram (17 juillet 1809); aux termes de l'armistice de Znaïm, ses troupes devaient évacuer le Tyrol. Le général Buol, qui commandait le peu d'Autrichiens qui avaient secondé les insurgés, donna l'ordre du départ. *Il n'est pas possible que l'empereur veuille abandonner ses fidèles Tyroliens!* s'écrient les montagnards; ils s'ameutent, retiennent les Autrichiens, et veulent égorger les prisonniers bavarois. Hofer, placé à la tête de l'insurrection, parvint seul à rétablir l'ordre. On laissa partir les auxiliaires réguliers, et ceux qui par devoir ou par faiblesse voulaient les suivre.

Speckbaker avait beaucoup d'amis dans les rangs des Autrichiens; ses talens militaires, son caractère aimable et franc, sa brillante valeur, l'avaient rendu cher aux officiers impériaux, qui lui faisaient les plus belles promesses, s'il voulait les suivre et prendre du service dans l'armée régulière. Il n'est pas de héros qui n'ait eu ses momens de faiblesse, car après tout les héros sont des hommes. On raconte que, séduit par les caresses de ses nouveaux amis et découragé par l'inutile blocus de Kufstein, ce brave chef se décida à suivre les Autrichiens qui s'éloignaient du Tyrol. Il avait fait ses adieux à sa femme et à ses enfans, et, monté dans l'un des petits chars du pays (*caretta*), il traversait le Brenner dans la compagnie de quelques officiers autrichiens et descendait les pentes du sud, du côté de Sterzing, pour prendre ensuite la route du Pustherthal, quand il rencontra Hofer qui gravissait la montagne, se dirigeant sur Inspruck. Le char descendait rapidement les versans du Brenner; mais quelque précipités que fussent ses mouvemens, l'œil perçant du chef reconnut aussitôt Speckbaker parmi les fugitifs. Hofer ne jeta pas un cri de surprise, ne prononça pas un mot de reproche; seulement son œil noir s'arrêta un moment sur le visage de son ancien compagnon. Il y avait dans ce regard tant de tristesse, d'étonnement et de dédain, que Speckbaker ne put long-temps le soutenir, et fut obligé de détourner la tête.

Pas un des compagnons d'Hofer n'avait reconnu Speckbaker. Hofer lui-

même avait gardé le silence, et cependant le reproche tacite que Speckbaker avait lu dans l'œil de son ami, était si cruel et peut-être si mérité, que, saisi d'une grande honte et de poignans remords, ce chef résolut de ne pas aller plus loin. A la première maison de poste, il quitta secrètement le char; deux heures après il rejoignait Hofer, qui le recevait à bras ouverts et pleurant de joie.

Haspinger le capucin, de son côté, s'était retiré dans son cloître; il en sortit après quelque hésitation et vint rejoindre ses amis. Kenmater, Schenk et Mayer, trois des chefs les plus influens du Brenner et des districts de l'Eisach, se rendirent aussi au camp. On tint conseil. On se décida à combattre et à ne pas abandonner le Tyrol tant que la résistance serait possible. Dès le lendemain de ce conseil, les hostilités recommencèrent avec plus de furie que jamais, et du 4 au 11 d'août, dans cette semaine qu'ils ont appelée la *mémorable semaine*, quand tout paraissait perdu, les Tyroliens, livrés à eux-mêmes, déployèrent une constance et une bravoure qu'on ne saurait trop admirer.

Hofer, à la sortie du conseil, s'était rendu dans le Passeyer-Thal pour hâter la levée en masse de sa vallée et des districts de Meran; Hofer, l'apôtre plutôt que le général de l'insurrection, Hofer plus propre à rendre un oracle qu'à donner un ordre, et, quoique brave, bien inférieur en talens militaires et en ressources, à ses compagnons Speckbaker et Haspinger.

Ces deux derniers chefs, établis sur la route du Tyrol méridional, au pied du Brenner et à l'entrée de la gorge affreuse qui, en avant de la petite ville de Sterzing, s'étend de Stilfes à Mittewald, devaient tenir tête à l'ennemi établi à Sterzing, le chasser de cette ville, s'il était possible, et lui couper, à tout prix, la route des districts tyroliens du midi, les seuls que l'invasion n'eût pas encore entamés.

De Stilfes à Mauls, la route, tracée au fond d'un précipice et coupée par des torrens qu'elle traverse sur plusieurs points, longe l'Eisach dans lequel ces torrens se précipitent. De hautes montagnes, dont les têtes granitiques s'élèvent presque à pic, dominent cette route de tous côtés. Les pentes les moins inclinées sont couvertes d'immenses forêts de sapins gigantesques qui croissent, comme par miracle, entre de gros quartiers de granit bleu et blanc, presque tous de forme cubique. Les montagnards avaient coupé ou barricadé ces ponts, abattu ces arbres énormes, et roulé sur leurs troncs amoncelés, que des cordes tenaient suspendus vers le haut des montagnes, ces blocs de granit et des débris de toute espèce. Ainsi préparés, ils attendaient.

Le 3 août, quelques escarmouches avaient eu lieu à l'entrée du défilé du côté de Sterzing. Le 4, au point du jour, les cloches d'alarme de tous les villages de la montagne annoncèrent l'approche de l'armée ennemie. En effet, un corps franco-saxon, sorti de Sterzing, se portait sur le premier pont à l'entrée du défilé. Les Tyroliens attendaient de pied ferme, et bientôt

un combat furieux, auquel la nuit seule put mettre fin, s'engagea entre ces montagnards résolus et leurs adversaires plus aguerris. Le lendemain, l'affaire recommença avec plus d'acharnement que la veille. Dix fois les Français furent sur le point d'emporter les ponts que défendaient Speckbaker et le capucin; dix fois ils furent repoussés avec une perte énorme. Les artilleurs, tués un à un par les tireurs les plus adroits, manquaient aux pièces. Les cavaliers et les fantassins étaient brisés contre les rocs, écrasés sur le chemin, ou précipités dans le torrent par les éboulemens que du haut de la montagne les paysans dirigeaient sur les groupes les plus épais. Exaspérés à la fin par cette résistance inattendue, les Français tentent un dernier effort; ils s'élancent en colonnes serrées sur le pont; ils vont s'en rendre maîtres, mais, tout en combattant, les Tyroliens y ont mis le feu, et ils ne l'abandonnent que quand ils le voient presque entièrement consumé. Arrêtés par ce mur de flammes, les soldats hésitent; leurs officiers essaient vainement de les pousser en avant. L'un d'eux, homme d'une bravoure digne d'un meilleur sort, espérant entraîner le reste de sa troupe, lance son cheval au milieu des flammes. Déjà il est parvenu aux deux tiers du pont, ses soldats s'ébranlent et vont le suivre, quand les poutres qui soutiennent le plancher, minées par l'incendie, cèdent sous les pieds du cheval; la charpente éclate et s'affaisse, le pont s'abîme avec fracas, et ses débris enflammés entraînent dans le torrent le malheureux officier.

Vers la nuit, les Franco-Saxons, découragés par cette malheureuse tentative, se retirèrent vers Sterzing, harcelés dans leur marche par des milliers d'ennemis. Les montagnards, qu'exaltait le succès de leurs frères, accouraient de tous les points du pays, fourmillaient sur les hauteurs, occupaient chaque défilé que les Français étaient obligés de forcer pour s'ouvrir un passage. Ils savaient que le maréchal Lefèbvre avait quitté Inspruck à la tête du reste de ses troupes et accourait à Sterzing, décidé à en finir d'un seul coup avec cette insurrection, dont il attribuait le succès à l'impéritie des généraux de Wrède et Deroy; ils fortifiaient donc encore les points que naguère ils avaient défendus avec tant de succès. Les vieillards, les enfans, les femmes, aidaient au travail, transportant des arbres, roulant des rochers, et préparant avec ardeur leur nouvelle et terrible artillerie de montagne.

Le lendemain de son départ d'Inspruck, le maréchal Lefèbvre concentrait toutes ses troupes aux environs de Sterzing. Pendant ce temps les chefs tyroliens Speckbaker et Haspinger, cantonnés sur les hauteurs qui s'élèvent à l'est et au midi de la ville, observaient tous ses mouvemens. Jusqu'alors, ces deux chefs avaient seuls soutenu l'effort de l'ennemi; ils attendaient impatiemment Hofer, et ce ne fut pas sans un vif sentiment de satisfaction, que le matin de ce jour ils aperçurent du côté de l'ouest, dans la direction de Telfs et de Gasteig, les levées en masse que le brave aubergiste amenait du Passeyer-Thal et de Méran. Ces bandes, répandues sur les hauts pâturages du Jaufen-Berg, tiraillaient avec les avant-postes de l'ennemi, et cherchaient à se mettre en communication avec leurs frères de l'Eisach.

A cette vue, les montagnards de Speckbaker poussent des cris de joie et sentent redoubler leur ardeur. Mais cette fois ils joignent la tactique au courage, ils laissent quatre mille Bavarois de l'avant-garde de Lefebvre traverser les premiers ponts de la vallée et pénétrer dans la gorge de Stilfes. L'escarpement des monts qui les environnent, la solitude et le profond silence qui règnent autour d'eux, et par-dessus tout le souvenir de la résistance désespérée que les montagnards avaient opposée à leurs camarades, frappent d'une secrète terreur ces hommes ordinairement si résolus. Ils marchent en silence, s'arrêtent brusquement, prêtent l'oreille au moindre bruit qui arrive de la montagne, repartent, mais pour s'arrêter bientôt de nouveau, sans se rendre ni aux prières ni aux menaces de leurs officiers, qui comprennent, comme eux, toute l'étendue du danger, et qui veulent les pousser en avant pour en triompher plus sûrement.

Tout à coup une voix qui semble partir des entrailles de la montagne fait entendre ces redoutables paroles : — *Etienne, est-il temps?* — *Non, pas encore,* répond une autre voix ; et tout rentre dans le silence.

On s'arrête, on délibère, on informe le maréchal Lefebvre de cette circonstance, et on attend de nouveaux ordres.

— *Dites à ces j.-f. que nous les suivons, et que s'ils ne veulent pas passer, nous allons les éperonner,* avait répondu Lefebvre. Les Bavarois se remettent donc en marche ; mais à peine ont-ils fait quelques centaines de pas, que la même voix s'écrie : — *Hans! au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, lâchez tout!* Aussitôt arbres, rochers, terrain, toute une partie de la montagne semble s'ébranler avec un bruit égal au bruit du tonnerre, et, avant que les Bavarois aient eu le temps de fuir, ou seulement de lever la tête, la redoutable avalanche les atteint et les écrase; chaque arbre, chaque roche laisse, en tombant, de larges vides dans leurs rangs; des compagnies entières sont broyées contre les rochers qui bordent le chemin; d'autres sont emportées dans le précipice, et noyées dans le torrent.

Au même instant, de toutes les pentes voisines, les Tyroliens ouvrent un feu meurtrier sur ceux que l'éboulement a épargnés. Les premiers rangs se rejettent en désordre sur les derniers, tous fuient, et bientôt trois mille hommes, courant à la débandade, se précipitent sur le corps de Lefebvre, qui les suivait. Alors la confusion la plus horrible envahit cette malheureuse armée, entassée dans ce défilé. Entraînés par leurs camarades, les soldats du centre et de l'arrière-garde jettent leurs armes sans avoir vu l'ennemi et fuient avec eux : canons, bagages, munitions, tout est abandonné dans le ravin. Cavaliers, fantassins, Français, Saxons, Bavarois, ne forment plus qu'une masse confuse. Cette foule effrayée traverse Sterzing sans s'arrêter, couvre les routes du Brenner, et fuit vers Inspruck, harcelée par les montagnards d'Hofer qui venait de se réunir aux soldats de Specbaker et d'Haspinger.

Lefebvre, après avoir vainement tenté de rallier les fuyards, fut entraîné dans leur déroute. Deux fois il fut sur le point d'être pris par l'ennemi, et

il ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Le 10 août il rentrait à Inspruck, où il apportait la première nouvelle de son désastre. Ce qu'il avait laissé de troupes françaises dans cette ville put seul empêcher les Tyroliens d'y pénétrer en même temps que les fuyards.

Le 13 août, vingt mille insurgés étaient encore rassemblés sous les murs d'Inspruck, où les débris de l'armée de Lefebvre, en nombre à peu près égal, s'étaient ralliés. Ces soldats, découragés par leurs précédentes défaites, se laissèrent battre une seconde fois sur les pentes du mont Isel. Dans cette affaire André Hofer commandait en personne, Haspinger et Speckbaker étaient ses lieutenans. Speckbaker était placé à l'aile droite de l'armée tyrolienne, et le *Diable de Feu* et ses redoutables compagnons eurent bientôt mis en fuite les troupes qui leur étaient opposées. Vers le centre, le pont de la Sill et le couvent de Saint-Vilten, où reposaient les corps des Tyroliens morts dans la précédente bataille, furent plus vivement disputés. Le sol, aux environs du couvent, était jonché de cadavres, et la victoire paraissait indécise, quand les Tyroliens, animés par la présence d'une image miraculeuse de la Vierge (1), à laquelle ils attribuaient déjà leur première victoire, tentèrent un dernier et terrible effort. Les Bavarois furent obligés de céder au fanatisme et à la bravoure de ces hommes; ils se retirèrent en désordre dans la ville, et avant le lever du soleil tout ce qui restait de l'armée d'invasion avait évacué pour la troisième fois la capitale du Tyrol, et se retirait précipitamment sur l'Inn inférieur.

Tandis qu'Hofer jouissait à Inspruck des honneurs du triomphe et organisait dans cette ville une sorte de gouvernement patriarcal, une monarchie primitive, le *Diable de Feu* s'attachait aux pas de l'ennemi, taillait en pièces son arrière-garde aux environs de Schwatz, et chassait les débris de l'armée de Lefebvre bien au-delà de la frontière du Tyrol.

Ainsi, au commencement de septembre, le pays était encore une fois purgé de soldats étrangers, et d'envahis les Tyroliens devenaient envahisseurs. En effet Speckbaker et le capucin pénétraient dans le pays de Saltzbourg, appelant aux armes les habitans et les engageant à se réunir à eux *contre les soldats de l'Antechrist*. La fortune favorisa d'abord ces deux chefs : ils poussèrent jusqu'à Reinchenhall, petite ville distante de quelques lieues seulement de Saltzbourg. Le capucin, auquel ces succès avaient tourné la tête, parlait d'aller à Vienne battre Napoléon et délivrer l'empereur François. Mais Speckbaker, mieux avisé, voyant que, loin de les seconder et de se joindre à eux, les montagnards du pays de Saltzbourg les évitaient et les regardaient passer avec une sorte de terreur, s'apercevant en outre que chaque jour le nombre de ses soldats diminuait, car ces braves gens retournaient chez eux par petites troupes, ennuyés qu'ils étaient de rester si long-temps sans voir leurs femmes et leurs enfans; Speckbaker songea à se rapprocher de la frontière du Tyrol, que menaçait une nouvelle et plus redoutable invasion.

(1) Image apportée dans le pays, dit la légende, par les chrétiens de la 10e légion.

Ses prévisions n'étaient que trop fondées; les terribles soldats de Wagram allaient envahir le Tyrol. Attaqué à Melek le 16 octobre, Speckbaker, après des prodiges de valeur, fut obligé de céder au nombre et à la bravoure de ses adversaires. Il perdit deux cents hommes; son fils Anderl, qui l'accompagnait, fut fait prisonnier; sa petite armée fut mise en déroute, et lui-même, grièvement blessé, il eut peine à s'échapper.

Toutes les routes qui conduisaient à Inspruck étaient couvertes d'ennemis. Rusca par Trente et Botzen, de Wrède et Deroy par les routes de la Bavière, s'avançaient au cœur du Tyrol, animés tous d'un violent désir de vengeance. Les insurgés se virent contraints une dernière fois d'abandonner la vallée de l'Inn et leur capitale, et de se retirer dans la montagne. Sur ces entrefaites arriva la nouvelle de la paix de Vienne. Les chefs tyroliens comprirent alors l'inutilité de toute résistance, et paraissaient décidés à se soumettre. Hofer lui-même, obéissant aux ordres de l'archiduc Jean, venait, par une proclamation, d'inviter ses compagnons à mettre bas les armes et à rentrer dans leurs foyers, lorsqu'un officier tyrolien du nom de Kolb, soit trahison comme le prétendent aujourd'hui ses compatriotes, soit folie comme on est plutôt porté à le croire, ameuta les paysans qui se séparaient, et publia hautement que l'avis communiqué à Hofer était faux; que l'Autriche, loin d'abandonner ses enfans les plus chers, allait bientôt les secourir; qu'il était chargé de le leur annoncer; que, loin de se soumettre, il fallait tenter un dernier et puissant effort. Les Tyroliens n'étaient que trop portés à regarder comme mensongère la nouvelle de l'abandon de l'Autriche. Ils crurent aux paroles de Kolb, ils reprirent les armes; cette démarche insensée fut l'arrêt de mort d'une foule de braves. Hofer et les autres chefs du centre du Tyrol s'étaient remis à la tête de leurs redoutables bandes; ils soutinrent héroïquement une lutte inégale, et, pendant cette dernière et fatale période de l'insurrection, qui comprend la seconde partie du mois de novembre, plus de sang tyrolien fut répandu que pendant tout le reste de la campagne. De braves chefs, comme Pierre Thalguter, succombèrent au champ d'honneur; d'autres, comme Mayer, furent pris et fusillés. Pierre Mayer avait été saisi les armes à la main; on lui demande s'il a eu connaissance de la proclamation du prince Eugène? S'il eût répondu *non*, il était sauvé. Sourd aux prières de ses amis, il aima mieux dire la vérité, et mourut à l'âge de quarante-cinq ans.

Kolb avait bientôt disparu; Hofer et son ami Holzknecht, restés seuls, se défendaient comme des lions dans les gorges du Passeyer-Thal. Baraguay-d'Hillers, ennemi généreux, leur offrit la vie sauve, s'ils mettaient bas les armes. Holzknecht céda et retourna dans son village; Hofer seul s'obstina et aima mieux se cacher que se rendre. Il se réfugia sur le sommet d'une montagne, au milieu des neiges, et fut livré à ses ennemis par le traître Donay; on sait sa mort héroïque dans les murs de Mantoue. Speckbaker, Haspinger le capucin, Eisenstekken, Sieberer et les autres chefs de l'Inn, mieux informés qu'André Hofer, et ne pouvant douter de l'authenticité du

traité de Vienne, avaient désarmé et dispersé leurs bandes. Haspinger, craignant d'être excepté de l'amnistie, se réfugia au couvent d'Einsiedeln en Suisse, et de là à Vienne, par Côme et le Véronais. Mais Speckbaker, retiré dans le hameau de Stallsins, eut l'imprudence ou la générosité de se remettre en campagne avec sa bande, à la réception d'une dépêche d'André Hofer, qui lui mendait qu'il l'attendait de l'autre côté du Brenner : bientôt Kolb prit la fuite; Hofer disparut, et Speckbaker fut obligé de se jeter dans la montagne, et sa tête fut mise à prix.

La bravoure du *Diable de Feu* était en grande renommée parmi les Bavarois. Ils connaissaient l'énergie de caractère du chef montagnard, les ressources de son esprit; ils redoutaient par-dessus tout la grande influence qu'il exerçait encore sur les paysans des districts de l'Inn, d'Inspruck à Schwatz : aussi attachèrent-ils une importance extraordinaire à se rendre maîtres de sa personne. Son signalement avait été mis à l'ordre du jour de chaque détachement; des descriptions de sa personne, accompagnées de gravures sur bois, représentant les traits de son visage et les détails de son costume, avaient été imprimées à Inspruck et répandues dans l'armée et dans les moindres cantonnemens de montagne; enfin de nombreuses patrouilles parcouraient, dans tous les sens, la haute chaîne de monts neigeux qui s'élèvent entre les vallées de la Zell et de l'Inn, où l'on savait que Speckbaker s'était réfugié. Les soldats bavarois, personnellement animés contre lui par le souvenir des mauvais tours qu'il leur avait joués et par l'appât des récompenses promises, le traquaient comme une bête fauve, lorsqu'ils étaient parvenus à le dépister. Quand ils avaient perdu ses traces, ils fouillaient les forêts, les châlets écartés, les cavernes, les arbres creux, et jusqu'aux fentes des rochers et aux mousses épaisses sous lesquelles on pouvait croire que le rusé montagnard s'était caché.

Speckbaker cependant luttait avec ses ennemis de constance et d'adresse. Ses aventures tiennent du roman.

Quand les Bavarois commencèrent leur poursuite, il se trouvait encore à la tête de treize de ses compagnons les plus résolus. Pendant quelques jours il rôda avec eux de châlets en châlets, passant d'une montagne à une autre, tenant tête quelquefois aux petits détachemens ennemis, se glissant entre les corps plus nombreux et manœuvrant de façon à s'échapper par le Pustherthal, en suivant les cimes des monts où la Zell prend sa source. Le jour de Noël, il arriva au village de Dux, situé au cœur des montagnes : il avait trouvé fermés tous les passages de la vallée; ses compagnons étaient épuisés de fatigue, et les vivres leur manquant depuis plusieurs jours, ils allaient périr d'inanition. Speckbaker les remercia de leur dévouement, prit congé d'eux et se cacha chez un ami.

Il commençait à peine à se reposer de ses fatigues lorsqu'on vint lui annoncer qu'un détachement bavarois traversait la montagne et s'approchait du village. Speckbaker ne voulait pas fuir; mais quand il vit de ses propres yeux

un de ses compagnons de la veille, le traître Holser, qui guidait ce détachement et qui déjà se dirigeait vers la porte du châlet où il s'était réfugié, il embrassa l'ami qui l'avait caché et qu'il craignait de compromettre, grimpa sur le toit du châlet, de ce toit sauta sur un rocher, de ce rocher gagna l'Alpe voisine, et, grace à sa merveilleuse agilité, tandis que les ennemis le cherchaient encore dans la maison de Dux, il gravissait déjà l'une des cimes les plus élevées du voisinage. Il ne prit de repos que lorsqu'il fut parvenu bien au-delà de la région des sapins et à la limite des neiges.

Pendant les vingt-sept jours suivans, ses ennemis, toujours sur sa piste, lui firent une chasse furieuse et furent vingt fois sur le point de le prendre; mais Speckbaker était aussi opiniâtre que ses adversaires: il était plus adroit qu'eux, et, grace à la parfaite connaissance qu'il avait du pays et à son admirable présence d'esprit, il leur échappa toujours. On a peine à comprendre comment il put résister, pendant tant de jours, à la fatigue, au froid et à la faim. La faim surtout le réduisit aux plus terribles extrémités. Il ne pouvait se procurer de vivres que par surprise, et une fois il resta quatre jours entiers sans rien manger. Ces cruelles épreuves avaient épuisé ses forces, sans que pour cela sa constance fût ébranlée. Il sentit cependant qu'un plus long séjour dans la montagne était impossible, et qu'il fallait se rapprocher des lieux habités. Il trompe alors la surveillance des deux détachemens bavarois qui le serraient de plus près et redescend par la vallée de Volders, vers les rives populeuses de l'Inn. Comme il traversait une forêt, aux environs de Talferberg, il rencontra sa femme et ses enfans qui, obligés de fuir de ce dernier village, où on avait voulu les saisir comme otages, erraient à l'aventure, ne sachant où reposer leur tête. Cette rencontre fut déchirante; le brave chef embrassa en pleurant des êtres qui lui étaient si chers et qu'il ne croyait plus revoir, et, mettant toute sa sollicitude d'époux et de père à les guider dans la montagne, il les conduisit, par des sentiers peu fréquentés, au hameau de Volsberg, où tous restèrent quelque temps cachés.

Cependant, depuis que les Bavarois avaient perdu les traces de Speckbaker, le désir de s'emparer de sa personne était plus vif encore. Le prix promis à celui qui le livrerait avait été doublé; 700 florins devaient être la récompense de cette trahison. L'indiscrétion d'un ami, la faiblesse de l'un de ces pauvres paysans que la guerre avait réduit à la misère la plus affreuse, et que devait tenter une somme aussi considérable, pouvaient perdre Speckbaker. Il se décida à quitter encore une fois sa femme et ses enfans et à reprendre la vie aventureuse du proscrit.

On était au cœur de l'hiver, qui sévissait avec une extrême rigueur; les neiges couvraient en grande partie les monts du voisinage. Speckbaker, qui n'avait plus seulement à lutter contre les embûches et les entreprises des hommes, mais aussi contre l'inclémence de la saison, sentit bien qu'il ne pouvait tarder à succomber, si, fatigué par les courses du jour, il était

obligé de passer, sans abri et à ces hauteurs, les longues nuits de l'hiver. Dans l'une de ses courses précédentes, il avait remarqué, près du sommet du Gemshaken, l'un des pics les plus escarpés et les plus sauvages du pays, une caverne dont l'entrée paraissait inaccessible. Le chasseur de chamois, surpris par la tourmente, aurait pu seul tenter de s'y réfugier, car, pour ne pas se laisser choir dans le précipice, il fallait avoir un pied sûr, une main ferme, un œil que le vertige ne troublât point. Ce fut là que Speckbaker se retira. A l'aide d'un domestique fidèle, il transporta, dans ces solitudes élevées, la quantité de provisions nécessaires pour subsister jusqu'au printemps, des armes, de la poudre, des vêtemens; et choisissant une nuit du commencement de janvier, nuit de tempête, pendant laquelle la neige tombait à flocons épais, le pauvre fugitif, assuré que la trace de ses pas serait aussitôt effacée par le vent de la surface mobile des neiges, gagna rapidement sa mystérieuse demeure.

Speckbaker était bien résolu à ne pas quitter cette retraite de tout l'hiver; et c'était pour se défendre, s'il le fallait, dans l'espèce de forteresse où il s'était établi, qu'il avait emporté des armes. La défense, en effet, était facile. Un seul sentier presque perdu sous les neiges conduisait aux environs de la caverne, et le téméraire qui eût voulu franchir l'espace qui s'étendait de la plate-forme, où ce sentier se perdait, à l'entrée de la grotte, eût été obligé de gravir des talus presqu'à pic et de suivre une étroite corniche, naturellement taillée dans le roc, à plus de cent pieds au-dessus de l'abîme. Mais une appréhension des plus vives s'était emparée de l'esprit de Speckbaker; il se rappelait la trahison de Holser, et il craignait d'être surpris pendant son sommeil. Cette fois encore son esprit industrieux vint à son aide. Il disposa au milieu d'une touffe de broussailles une carabine placée de façon que l'homme qui essaierait de gravir la corniche de rochers devait forcément en faire partir la détente. L'explosion l'avertirait, et lui donnerait le temps ou de fuir ou de se mettre sur la défensive, selon que les assaillans seraient plus ou moins nombreux.

Ainsi établi dans la montagne, Speckbaker se condamna à ne sortir que le soir et avec les plus grandes précautions. Il passait une partie des nuits à rassembler le bois mort dont il avait besoin pour alimenter le feu qui lui servait à faire cuire ses provisions et à réchauffer ses membres glacés, car les blessures qu'il avait reçues au combat de Melek, rouvertes par ses fatigues, le faisaient cruellement souffrir, et le rendaient plus sensible qu'il ne l'avait jamais été à l'impression du froid. Son foyer était établi au fond de la caverne; il ne l'allumait que la nuit ou dans les journées brumeuses, lorsque les nuages ou les brouillards couvraient d'un voile épais le sommet de la montagne, et que la fumée qui s'échappait de la bouche de la caverne, se mêlant aux vapeurs des nuages, ne pouvait trahir la présence d'un homme sur ces cimes escarpées. Ce fut ainsi qu'il passa les mois de janvier et de février.

Dans les premiers jours de mars, la neige qui couvrait les Alpes commença à fondre, et la température s'adoucit. Le 14, vers le milieu du jour, comme, à la faveur d'un brouillard épais, Speckbaker s'était aventuré hors de la caverne, et qu'il ramassait quelques rameaux de bois sec sur une des pentes voisines, une avalanche, se détachant du sommet de la montagne et tombant avec le fracas du tonnerre, l'enveloppa de sa masse mouvante avant qu'il eût pu songer à fuir, l'entraîna dans sa chute, et dans l'espace de quelques secondes le porta au fond de la vallée, à plus d'une demi-lieue de distance. Cette fois encore la Providence vint au secours du proscrit, car Speckbaker ne fut pas tué par une chute si effroyable. Cependant, comme il se relevait tout étourdi du coup, il sentit une vive douleur au haut de la cuisse, et en s'examinant, il s'aperçut qu'il avait la cuisse démise. Tout retour à la caverne lui était désormais interdit; il lui eût été impossible d'y remonter. D'ailleurs, les souffrances horribles qu'il éprouvait ne lui laissaient que trop comprendre que maintenant il ne pouvait se passer du secours des hommes. Le malheureux se voyait dans la cruelle alternative de mourir d'une mort lente dans ces solitudes, succombant aux angoisses de la douleur ou de la faim, ou de gagner le hameau voisin, au risque de tomber entre les mains de ses ennemis. Speckbaker se décida à ce dernier parti. Il rassembla ce qui lui restait de forces, et s'appuyant sur un bâton, il se traîna avec des peines et des souffrances infinies au bas de la montagne, jusqu'à ce même châlet de Volgsberg, où, deux mois auparavant, il avait trouvé un asile avec sa femme et ses enfans. Il arriva à ce châlet vers les dix heures de la nuit, après sept heures de marches. L'ami qui déjà l'avait caché une fois, l'accueillit encore avec empressement; il lui donna un lit, des alimens, et profita du reste de la nuit pour aller en toute hâte chercher un chirurgien aussi habile que discret, qui fit sur-le-champ la réduction du membre luxé. Comme il achevait l'opération, le jour commençait à poindre. Alors seulement Speckbaker put goûter un peu de repos. Il passa, couché dans un coin du châlet, toute la journée du 15; mais il n'était pas au bout de ses fatigues et de ses souffrances. Vers le soir, une patrouille bavaroise parut aux environs de Volgsberg; ces soldats, d'un moment à l'autre, pouvaient entrer dans le châlet où Speckbaker était couché; son départ fut décidé pour la nuit même.

Vers les neuf heures, quand les ténèbres furent profondes, et que tout parut tranquille dans la montagne, l'hôte de Speckbaker et Spielthenner, le chirurgien, sortirent avec précaution du châlet, et chargeant alternativement le malade sur leurs épaules, ils le portèrent, par des sentiers détournés et presque impraticables, au village de Rinn, où, comme nous l'avons vu, Speckbaker avait sa maison. Cette course fut pénible. Plus d'une fois les courageux amis du proscrit, pliant sous le fardeau, furent contraints de faire halte non loin des postes bavarois; plus d'une fois, glissant sur une neige durcie par la gelée, ils furent sur le point de tomber dans les pré-

cipices, ou bien, s'enfonçant jusqu'aux épaules dans des neiges nouvellement tombées, ils coururent le danger de s'abîmer et d'être ensevelis vivans. Enfin, après une marche de plusieurs heures et des fatigues inouies, ils arrivèrent à l'entrée d'un petit bois, sur la lisière duquel était bâti le châlet qui servait d'étable à la ferme de Speckbaker. Ils se glissèrent sous le fourré jusqu'à la porte de cette étable, l'ouvrirent sans bruit, et déposèrent le malade dans un coin, ayant soin de le bien cacher sous un tas de foin. La présence des Bavarois, qui occupaient le corps-de-logis principal de l'habitation de Speckbaker, à moins d'une portée de fusil de cette étable, obligeait le proscrit et ses amis à toutes ces précautions. Spielthenner et son compagnon n'osèrent même réveiller personne dans la maison; la nuit était fort avancée, ils serrèrent une dernière fois dans leurs bras leur cher Specbaker, et le quittèrent, s'en remettant pour le reste à la Providence.

Vers les quatre heures du matin, George Zoppel, fidèle domestique de Speckbaker, venant donner du fourrage au bétail, entra dans l'étable.

— *Zoppel!* murmura son maître avec précaution.

Zoppel se signa et regarda autour de lui d'un air effrayé en reconnaissant cette voix qui semblait sortir des entrailles de la terre.

— *Zoppel!* répéta Speckbaker en écartant le foin qui le couvrait et en se montrant à son serviteur effrayé.

Cette fois le pauvre homme tomba à genoux, les mains jointes, croyant voir le spectre de son maître, et n'osa pas proférer une parole. Speckbaker, cependant, l'eut bientôt détrompé et rassuré; puis, tous deux avisèrent aux moyens d'échapper à la surveillance des Bavarois.

Grace aux ressources inventives du chef tyrolien, ce moyen fut bientôt trouvé. C'était de s'enterrer vivant. En conséquence, Speckbaker ordonna à Zoppel de creuser dans l'intérieur de l'étable, sous la place où se tenaient les bestiaux, un trou assez long et assez large pour recevoir le corps d'un homme. Quand cette fosse fut creusée, il s'y étendit, se fit recouvrir d'une couche de terre et de fumier d'un demi-pied d'épaisseur, ne laissant qu'une étroite ouverture à travers le fumier pour pouvoir respirer. Quand tout fut achevé, Zoppel se retira.

De la nuit du 15 mars au 2 mai suivant, c'est-à-dire pendant une période de plus de six semaines, Speckbaker, espèce de cadavre vivant, resta enterré dans cette fosse, ne pouvant changer ni de vêtement, ni de position, et osant à peine faire renouveler le fumier qui l'entourait, et dont l'infection l'eût trahi. Chaque matin, son fidèle Zoppel lui apportait une petite provision de pain, d'œufs et de laitage pour le jour. Il déposait ces vivres à côté de son maître, dans le fumier, sans proférer une parole, et sortait. Les Bavarois étaient si voisins, et leur surveillance était si active, qu'un mot aurait pu perdre le proscrit. Pendant tout le temps que Speckbaker resta gisant dans l'étable, Zoppel n'osa pas faire savoir à Marie, sa femme, qui était alors rentrée dans sa maison avec ses enfans, que son cher époux était

si près d'elle. Malgré ces précautions excessives, Speckbaker fut plus d'une fois sur le point d'être découvert. Un jour même, un officier bavarois, cherchant des armes qu'on disait cachées dans l'étable, et fouillant le fumier avec son sabre, s'approcha tellement de la fosse où gisait le malade, que celui-ci sentit le froid de la lame qui effleurait son visage, et qu'en allongeant le bras, il eût pu prendre le pied du Bavarois.

Vers la fin d'avril, la position de Speckbaker devint tout-à-fait intolérable; l'humidité du terrain, où s'infiltraient les eaux des neiges, la gêne horrible que lui causait une immobilité aussi prolongée, l'air infect qu'il respirait, et, par-dessus tout, l'épouvantable saleté qui l'entourait, avaient lassé sa constance. Néanmoins ses forces étaient revenues, et son inaction forcée avait hâté sa guérison. Il résolut de tout tenter pour quitter ce séjour de misère.

Le 2 mai, quand il se leva et qu'il sortit de sa fosse, ses vêtemens, pourris, tombaient en lambeaux; et, quoique sa cuisse fût parfaitement remise, qu'il ne souffrît plus, et qu'il se sentît aussi fort que par le passé, ses membres étaient tellement raidis par le manque de mouvement, qu'il fut obligé de rester jusqu'au 5, pour les exercer la nuit, et leur rendre quelque souplesse. Dans la soirée du 4 au 5, il permit enfin à Zoppel d'avertir sa femme, et de la lui amener. Quand Marie entra dans la cabane, où elle vit son pauvre Speckbaker qu'elle croyait mort, lorsqu'elle sut tout ce qu'il avait souffert, et qu'elle appritqu'il était resté si long-temps caché près d'elle, elle fondit en larmes, tomba dans les bras de son mari, et eut grand'peine à étouffer ses sanglots. Pendant cette scène touchante, la nuit avançait; Marie venait à peine de retrouver son cher Joseph, qu'il fallait songer à se séparer. Elle voulut du moins l'accompagner une partie du chemin, et ne le quitta que quand le jour commençait à poindre, et que Speckbaker allait gravir les dernières cimes des monts voisins.

Les Bavarois avaient perdu la trace de Speckbaker depuis le commencement de janvier : ils n'avaient reçu ni la nouvelle de sa sortie du Tyrol, ni celle de son arrivée en Autriche; ils le croyaient mort de misère ou de froid au milieu des neiges des Alpes, et leur surveillance s'était un peu relâchée. Speckbaker se garda bien de les détromper; il ne marchait que la nuit, évitant avec soin les lieux habités. Ses amis eussent pu le reconnaître, et leur joie lui fût devenue fatale. Speckbaker, nous l'avons vu, était un homme de courage; il avait un cœur résolu. Vingt fois il avait affronté la mort, s'avançant avec calme à travers une grêle de balles, se jetant à la gueule des canons; et cependant, il l'avoua depuis, le seul mobile de ses actions pendant ce long hiver, si pénible pour lui, c'était la peur ! la peur de la mort ! d'une mort ignominieuse, sur un échafaud, de la main d'un bourreau! Cette peur lui fit braver mille dangers, toujours renaissans; cette peur soutint sa constance au milieu de la plus affreuse détresse; cette peur le couchait vivant dans une fosse, et le retenait à demi mort de froid, de fatigue et de faim, au

milieu des neiges et des glaces; cette peur l'obsédait jour et nuit, et, dans cette dernière circonstance, elle lui donnait encore la force d'entreprendre le plus périlleux voyage. Il fallait, en effet, se rendre du centre du Tyrol en Autriche, en suivant les cimes des Alpes de Saltzbourg, de la Carinthie et de la Styrie. Des milliers d'ennemis occupaient les cols qu'il devait franchir, ou gardaient le passage des torrens et des rivières. Il fallait donc s'aventurer d'une cime à l'autre, remonter les rivières jusqu'à leur source, et traverser les torrens en sautant de rochers en rochers. Speckbaker ne fut pas rebuté par de pareils obstacles. Quand il eut donné à sa femme Marie le baiser d'adieu, il se dirigea d'abord sur les hauts sommets des Alpes de Volders et de Wattenthal; et, passant aux environs du village de Dux où quatre mois auparavant il s'était séparé de ses amis, il s'enfonça hardiment dans les montagnes du Zillerthal. Là, il fut bientôt arrêté par la Zell, torrent profond et impétueux qu'il était impossible de franchir à gué, et qu'il ne pouvait passer que sur des ponts, à moins de faire un détour de plus de trente lieues.

En rôdant tout le jour sur les montagnes du voisinage, Speckbaker avait pu s'assurer que tous ces ponts étaient gardés par des postes ennemis, et cependant il fallait passer sur l'un d'eux. Quand la nuit fut venue, il s'approcha de la rivière; à la lueur d'un feu de bivouac, il vit que la sentinelle bavaroise qui gardait le pont le plus voisin dormait, et que ses compagnons, couchés autour d'un feu, en faisaient autant. Il se glissa avec précaution sur le pont, et le traversa sans être aperçu. Il continua ensuite sa course vers l'est, et passa dans Pintzgau. Les fatigues des premières journées de ce pénible voyage l'avaient épuisé; sa faiblesse était grande, et il était obligé néanmoins de faire de longues marches, et de se tenir sans cesse en mouvement. S'il se fût arrêté, le froid, fort vif encore à ces hauteurs et dans cette saison de l'année, eût raidi ses membres, et l'eût jeté dans un engourdissement que la mort eût bientôt suivi. Enfin, après d'incroyables fatigues, et après avoir échappé à mille dangers, il franchit les confins de la Styrie, et se retrouva sur un sol hospitalier, au milieu d'amis. Quelques jours après il arrivait à Vienne, où la cour impériale l'accueillit avec la distinction que méritait son courage. Comme les portes du Tyrol lui étaient fermées, et qu'il se trouvait sans ressources, l'empereur lui fit don d'une belle habitation sur les frontières de la Hongrie. Avant de s'y établir, Speckbaker consulta sa femme, qui résidait toujours dans le Tyrol. Dans ses lettres, il l'engageait à quitter son village, à venir le rejoindre et vivre avec lui en Hongrie. Voici l'une des réponses de Marie, témoignage naïf et touchant de son amour pour son époux, de ses sollicitudes de mère, et de l'attachement des Tyroliens au sol natal.

15 janvier 1811.

« Mon mari chéri, mon bien-aimé Joseph, s'il vous est bien pénible de vivre séparé de moi, et si le fardeau de nos peines domestiques accable votre esprit, croyez qu'il n'est pas moins cruel à votre femme de vivre loin de vous. En vérité, quand je regarde mes enfans, mon cœur se brise; et cédant à mes premières réflexions, pauvres enfans! suis-je prête à m'écrier, en quoi votre sort diffère-t-il aujourd'hui de celui d'orphelins privés de leur père? et moi, que suis-je? sinon la malheureuse veuve d'un proscrit qui n'a plus même de nom! Ah! puisse le Dieu du ciel prendre pitié de vous, chers enfans, et pourvoir à votre avenir! Oh! mon Joseph, vous savez combien votre femme vous aime; ainsi, au nom de son amour et au nom de Dieu, elle vous supplie de ne pas lui en vouloir si elle vous répète ce qu'elle vous a si souvent dit, et si elle vous le répète aujourd'hui plus fortement que jamais. Oh! oui, plutôt que d'aller en Hongrie, ou dans quelque autre pays aussi éloigné, j'aimerais mieux (hélas! c'est bien cruel d'être obligé de le dire), j'aimerais mieux mendier avec mes enfans! Grace au ciel, quoique cela puisse bientôt arriver, je n'en suis pas encore réduite à cette extrémité. Hélas! oui, cher époux, si le sort nous est toujours aussi contraire, bientôt peut-être aurez-vous pour femme une mendiante! mais je suis obligée de m'arrêter, car mes larmes inonderaient mon papier.

« Il est cependant une pensée, mon très cher Joseph, qui doit vous consoler dans votre malheur, comme elle console votre pauvre femme, c'est que nous n'avons pas attiré sur nous la misère et l'infortune qui nous accablent par de coupables ou de folles actions. Notre attachement à notre bon empereur François et le désir ardent que nous éprouvons de redevenir Autrichiens, ont seuls tout fait; seuls ils ont mis votre vie dans le danger le plus imminent, et ils ont réduit votre femme et vos pauvres petits enfans à la pauvreté et à la détresse la plus affreuse. Oh! cher homme, prenez courage! Jetez-vous aux pieds de notre gracieux empereur qui est encore si bon pour vous et peignez-lui la position de votre femme dans le Tyrol.

« Pardonnez-moi si je ne vais pas vous rejoindre; vous savez, hélas! combien ma santé est délabrée, et s'il me serait possible de supporter un si long voyage. Ah! ne croyez pas que ce soit seulement un propos de *bonnes femmes*, c'est encore l'avis de beaucoup de gens sensés; oui, le climat de la Hongrie est mortel à ceux qui n'ont pas un bon tempérament et une constitution robuste, et vous aimez trop votre femme, j'en suis sûre, pour vouloir sa mort. Faites, au reste, ce que vous croirez devoir faire; moi, je prierai Dieu pour que notre bon empereur François vienne à notre aide, et peut-être Dieu exaucera-t-il mes prières. Mais si sa volonté est que nous demeurions dans l'affliction, ne demandez que ce que vous pourrez obtenir; et si l'on vous assigne une autre résidence, tâchez que ce soit dans la Styrie ou

près de là; si l'on vous refuse, s'il faut renoncer à tout espoir de voir notre cher pays redevenir autrichien, s'il ne vous est plus permis de retourner dans le Tyrol, alors, ô bien-aimé de mon cœur! alors je viendrai vous rejoindre!

« Que je vous remercie donc, cher Joseph, pour votre souhait de nouvel an. Oh! oui, que Dieu veuille que nous nous retrouvions sous le gouvernement de l'Autriche dans notre cher Tyrol!

« Pour que vous puissiez faire plus aisément comprendre à ceux qui veulent nous servir tout ce que notre position a de misérable, cher époux, je ne dois rien vous cacher. Sachez donc, et je vous dis cela à mon grand chagrin, certaine que je suis de vous affliger; sachez que nos bestiaux sont tous malades, nous avons déjà perdu le tiers de notre troupeau, et d'un jour à l'autre nous pouvons perdre le reste. J'ai déjà dépensé cinquante florins en médecines et en drogues. C'est, comme vous le pensez, un lourd surcroît à ajouter aux impôts qui nous écrasent. Je vous le répète encore une fois, cher époux, implorez quelque soulagement pour votre femme dans l'abandon, et pour vos malheureux enfans. Je vous dis mille bonnes et douces choses, et je vous recommande bien à Dieu et à la bonté de notre bienveillant empereur; écrivez-moi bientôt et ne cessez pas d'aimer votre fidèle épouse.

« MARIE SPECKBAKERIN.

« *P. S.* Vos enfans vous embrassent tendrement; ils prient pour vous avec ferveur. — *Notre père ne reviendra-t-il donc jamais?* me demandent-ils souvent. »

A la paix de 1813, le Tyrol ayant été rendu à l'Autriche, Speckbaker retourna dans ses chères montagnes pour y passer le reste de ses jours; mais les fatigues, les souffrances et les privations avaient altéré sa constitution robuste, et, malgré les soins de sa femme, sa santé ne put jamais se rétablir parfaitement. Vers le commencement de l'année 1820, ses forces commencèrent à décliner sensiblement, et avant la fin de cette même année il rendit le dernier soupir entre les bras de la pauvre Marie, à l'âge de cinquante-deux ans. Joseph Speckbaker fut enterré avec les honneurs dus aux majors, dans la cathédrale de Hall, à la droite de la porte de l'ouest. Une table de marbre noir couvre sa tombe (1).

Si vous parcourez le Tyrol et que vous vous arrêtiez dans la petite ville de Hall, demandez la demeure de Speckbaker. On vous conduira dans l'une des plus modestes habitations de la ville; là vous serez cordialement accueilli par une femme déjà avancée en âge, à la physionomie grave, douce et tout-à-fait allemande. Cette femme, c'est la veuve de Speckbaker. Trois jolies

(1) L'église de Hall, Saint-Nicolas, érigée sous les Maulstache, renferme aussi le tombeau magnifique du chevalier Baldauf.

filles, pleines d'intelligence et de grace, vous feront les honneurs du logis. La femme vous parlera longuement de son brave Joseph, entremêlant son discours de ces profonds soupirs qui partent d'un cœur bien gros, et de temps en temps essuyant une larme en cachette. Les filles vous apporteront leurs petites et précieuses reliques. L'une vous montrera le portrait et les livres favoris de son père; l'autre, une chaîne d'or, présent de l'empereur François; la troisième, un rosaire donné par le pape. Pendant ce temps un jeune homme, à l'air vif et martial, à la physionomie franche et ouverte, se tient dans un coin de la chambre, les bras croisés et la tête penchée sur sa poitrine; il semble rêver, et l'on voit au feu qui brille dans ses yeux, attachés sur le portrait du guerrier, de quelle nature sont ses rêves. Ce jeune homme, c'est l'un des fils de Speckbaker, non pas l'espiègle et courageux Anderl, le ramasseur de balles. Anderl, le prisonnier de Mekel, que le roi de Bavière fit généreusement élever, occupe aujourd'hui un petit emploi dans une ville du voisinage (1). Celui qui se tient là, c'est le fils cadet du chef tyrolien : il rêve aux exploits de son père, comme son père rêvait aux exploits de son aïeul. Il voudra vous conduire au pont de Hall, à la ferme de Rinn, au monastère de Volders, lieux témoins des victoires et des glorieuses épreuves de son père. Vous comprendrez, aux vives et chaleureuses paroles qui s'échappent tumultueusement du cœur du jeune homme, que l'héritage paternel n'est pas échu à d'indignes fils; et au moment de vous quitter, vous serrant la main avec effusion, il vous dira avec une franchise un peu sauvage ce que pense aujourd'hui chaque Tyrolien : *Vous êtes venu en ami dans notre cher Tyrol, vous êtes mon frère!.... Mais, par les cendres de mon père, ne venez jamais en ennemi!*

F. Mercey.

(1) Il est directeur des fonderies d'Ienbach, près de Schwatz.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1837.

La dissolution prochaine de la chambre et les élections occupent tous les esprits. Tous les partis s'agitent, les espérances abattues renaissent, et tout annonce que les élections, si elles ont lieu, seront vivement disputées sur tous les points de la France.

Un journal de l'opposition a sagement remarqué que l'extrême gauche n'obéissait pas à un sentiment bien entendu de ses intérêts en demandant à grands cris, comme elle le fait, la dissolution de la chambre. Tout porte à croire, en effet, que la gauche ne fera pas ses affaires dans les nouvelles élections. Sans doute, ce parti se trouvera renforcé à la chambre, ainsi que le sera le parti légitimiste, de quelques députés nouveaux; mais l'adjonction de ce petit nombre de députés ne servira qu'à donner aux centres une énergie plus vive, et peut-être même à changer en humeur agressive contre les deux partis extrêmes l'esprit de conservation qu'ils ont montré dans cette session. Nous avons laissé les centres calmes et disposés à soutenir un ministère modéré; on les retrouverait alors, tels qu'ils étaient en 1830 et 1831, vifs, emportés, prêts à marcher avec un ministère d'intimidation. En pareil cas, les élections tourneraient au profit des doctrinaires. Est-ce là ce que demandent le parti de la restauration et le parti du mouvement?

Le parti doctrinaire a calculé ses chances, et l'on peut être assuré qu'il travaillera partout dans les colléges électoraux, pour lui-même d'abord, puis pour les légitimistes, toutes les fois qu'il aura lieu de craindre l'élection d'un député modéré. Les légitimistes serviraient cette fois à rétablir la fortune politique des doctrinaires, fondée sur l'opposition républicaine, qui leur fait défaut aujourd'hui. Depuis deux ou trois ans, en effet, les doctrinaires vivaient d'un reste de peur de la république; ils faisaient encore flot-

ter aux yeux des faibles quelques lambeaux de ce vieux fantôme évanoui. L'amnistie et ses suites, toutes différentes de celles que les journaux du parti avaient prédites, en ont fini du système de la peur. Au grand regret des doctrinaires, le parti républicain, vaincu par tous les hommes d'ordre, dont la plupart figurent ailleurs que dans les rangs doctrinaires, le parti républicain est retourné dans ses ateliers. Parmi les amnistiés, les uns ont accepté franchement l'ordre social qu'ils ont trouvé fermement établi au sortir de leur prison; les autres, gardant leur rancune, mais reconnaissant leur faiblesse, se sont soumis aux lois. A-peine si quelques infractions partielles à la loi d'amnistie donnent prise au *Journal de Paris*, le *Moniteur* des doctrinaires, et lui fournissent le prétexte de demander l'abolition des mesures de surveillance. Il faut donc trouver d'autres ressources. Le parti légitimiste les fournira. On sait déjà qu'un grand nombre de légitimistes se disposent à se présenter dans les colléges électoraux, où ce parti n'ira pas tout entier, car la condition du serment en éloignera tous les *purs;* mais on espère qu'il s'en trouvera un assez grand nombre pour créer dans la chambre nouvelle une opposition de droite qui irritera les centres. On achèvera de les passionner en les effrayant de l'alliance de la restauration et de la république, qu'on leur montrera assise à leur gauche, et rien n'empêcherait plus la formation du ministère normal, du ministère qui doit tout remettre à sa place, et rendre à la France la prospérité, le bonheur, l'ordre, la tranquillité, au roi la sécurité, toutes choses perdues sans doute, depuis que M. Guizot a quitté le ministère de l'instruction publique, et M. de Rémusat le poste de sous-secrétaire d'état.

Le parti doctrinaire l'a dit lui-même : le maniement des affaires lui reviendra quand ses prédictions journalières se seront réalisées, quand la France sera livrée à de nouveaux troubles, quand une administration sage, précautionneuse, prudente et modérée, ne lui conviendra plus. L'amnistie a eu ses suites bien constatées et bien réelles : elles se font sentir tous les jours. Le journal doctrinaire par excellence nomme cette situation des esprits *une détente;* il se plaît à croire qu'elle ne sera que passagère; selon lui, la force (lisez la violence) peut seule gouverner le pays. A la bonne heure; nous admettons, avec les doctrinaires, que la tension des esprits a cédé devant les mesures d'ordre et de conciliation à la fois, qui ont été prises depuis la formation du ministère actuel. C'est donc au ministère à faire en sorte que les esprits ne se *tendent* pas de nouveau. Or, quelques troubles partiels, quelques actes de désordre isolés ne seraient pas pour nous une démonstration suffisante d'une nouvelle tension des esprits, et nous ne pensons pas que le pays, que les électeurs en tireraient la conclusion que la France serait assez malade pour être livrée aux remèdes héroïques que lui gardent les doctrinaires.

En attendant que ce jour arrive, le parti se console en semant la nouvelle d'une division profonde entre M. Molé et M. de Montalivet. Il s'agirait ou de

la dissolution de la chambre, ou de la question d'Afrique, ou des affaires d'Espagne, ou de toute autre chose, il n'importe. La chose importante est que la division existe, ou qu'elle ait lieu bientôt. C'est la consolation qu'on se donne en attendant le grand jour des troubles, qui arrivera infailliblement. Nous sommes bien fâchés de ravir cette consolation aux doctrinaires; mais M. de Montalivet et M. Molé, tombés tous deux, le même jour, dans leur disgrace, et par le même motif, se sépareraient moins que jamais au moment de les combattre en bataille rangée, dans les élections, comme ils se le proposent. Le parti doctrinaire a nié le mouvement à ce cabinet, et il a marché; il l'a défié de faire quelques actes importans, le ministère en a fait aussitôt plusieurs, que le parti doctrinaire n'eût jamais osé faire; et, maintenant, il se dispose à se présenter face à face à ses adversaires, et à faire loyalement décider la question entre eux et lui. Et devant ce défi, les doctrinaires se bornent à comploter tout bas et à chercher des germes de division parmi les membres du ministère! N'avions-nous pas dit avec raison, il y a deux mois, qu'on verrait bientôt de quel côté se trouvent l'action, le courage, la résolution, et qui sont les timides et les faibles de ceux qui accusent chaque jour les autres de lâcheté et de poltronnerie, et de ceux qui poursuivent leur route en dédaignant de répondre.

Le *Journal de Paris*, si largement doté par les doctrinaires, rédigé aujourd'hui par toutes les fortes têtes du parti, doit être regardé comme son organe. Après avoir renié le *Journal de Paris* quand ils étaient au pouvoir, les doctrinaires l'adoptent et le soutiennent aujourd'hui. Or, le *Journal de Paris* professe toujours les mêmes principes; rien n'a changé dans cette feuille, ni ses idées, ni son langage. Si ces idées appartiennent aujourd'hui au parti doctrinaire, il faut que ce parti ait changé lui-même d'idées, ou, ce qui est plus vrai, qu'il les ait dissimulées lorsque ses membres les plus influens faisaient partie du ministère. La situation actuelle vaut mieux des deux parts; elle est plus franche, plus nette, et les élections la rendront encore plus claire.

En cherchant donc, dans l'organe officiel, les idées du parti sur les élections, nous y trouvons une longue discussion où l'on montre tout le danger des mandats impératifs. Nous ne sommes pas des partisans absolus de cette manière de régler les rapports d'un député avec ses électeurs. Nous en sentons tous les inconvéniens. Mais sans adopter le principe du mandat impératif, il nous semble juste de reconnaître aux électeurs la faculté de donner au député de leur choix un mandat en quelque sorte conditionnel. N'est-il pas juste, en effet, que les électeurs s'entendent avec le député sur les principes que celui-ci doit défendre à la chambre, et la profession de foi exigée des députés n'est-elle pas déjà une sorte de traité entre les contractans? Que serait-ce donc, si cette sortie contre les mandats se trouvait motivée par un fait qui intéresserait autant le parti que l'élection de M. Duchâtel au Hâvre? M. Duchâtel, on le sait, fut élu par un arrondissement où sa famille possède de grandes propriétés; mais une élection au Hâvre,

cité commerciale de premier ordre, serait un beau fleuron à la couronne d'un ancien ministre du commerce! Les électeurs du Hâvre, les principaux commerçans surtout, sont très bien disposés, et donneraient volontiers leurs voix à M. Duchâtel, dont personne ne saurait nier les connaissances spéciales et la capacité administrative. Mais tout en rendant justice à ces hautes qualités, les électeurs du Hâvre voudraient, dit-on, recevoir de leur nouveau député l'assurance qu'il ne partage pas les idées exagérées d'un parti dont l'éloignerait sa connaissance des affaires, des hommes et des choses. Ce ne serait pas là un mandat impératif. Une simple profession de foi, bien précise, bien nette, de la part de M. Duchâtel, suffirait aux électeurs du Hâvre, et c'est contre cette demande que le parti cherche à le fortifier. On craint que, lié par cet engagement, M. Duchâtel ne se jette de plus en plus dans les idées de modération qui lui sont naturelles, et on veut lui ôter tous les moyens de sortir de l'enceinte du camp doctrinaire. L'élection de M. Duchâtel au Hâvre ne se fera cependant qu'à de certaines conditions, conditions honorables sans nul doute, et qui n'obligeraient l'ex-ministre à renier aucun de ses antécédens. Mais ce n'est pas le compte du parti, qui en est aujourd'hui à l'exagération de ses propres principes. Périssent donc les élections plutôt que les doctrines!

La loi des sucres a été votée à la chambre des pairs à la majorité de quatre-vingts voix contre trente-huit. Le ministre des finances s'est en vain efforcé de l'améliorer. L'engagement qu'il a pris de l'examiner dans l'intervalle de la session, et d'en méditer les effets avant l'époque de sa mise en vigueur, est le seul espoir qui reste à tous les intérêts qui se trouvent blessés par cette loi. Le plus important de ces intérêts, celui de l'état, doit particulièrement en souffrir, car la loi des sucres est faite pour nuire à nos rapports avec nos colonies, et pour détruire l'activité de la marine marchande, cette source féconde de matelots pour notre marine royale. La loi des primes pour la pêche de la baleine a créé, depuis quelques années, plus de deux mille matelots, les meilleurs marins du monde; elle a donné un mouvement inoui à deux de nos principaux ports; une loi des sucres bien faite eût encore augmenté ce mouvement, et elle eût fourni un plus grand nombre de matelots. Le ministère sent aussi bien que personne les inconvéniens de celle-ci, et nous ne doutons pas que dans l'intervalle des deux sessions il ne prépare tous les travaux nécessaires pour ramener avantageusement cette question devant la chambre prochaine.

La mission que s'est donnée le ministère actuel, de calmer les esprits et de consolider l'ordre par une bienveillante fermeté, doit l'appeler sur le terrain des améliorations matérielles. Les actes politiques, si importans et si nombreux qu'il a faits, ont absorbé toutes ses pensées. Maintenant il doit s'attacher à procéder à cette seconde partie de sa tâche. L'adoption de la loi des sucres, l'ajournement de la loi des chemins de fer, laissent un vide que ne combleront pas toutes les lois de travaux publics adoptées dans les der-

nières séances de la chambre, lois utiles d'ailleurs, dont on ressentira bientôt les effets. Que les élections, si elles ont lieu, ne lui fassent pas négliger ce devoir, dont il s'occupe déjà, nous le savons; que les lois d'industrie qui doivent vivifier le commerce soient présentées dès le début de la session prochaine : il n'aura rien à craindre des intrigues d'un parti qui, pour un homme spécial et utile qu'il renferme dans son sein, compte tant d'ames aigries et d'esprits égarés, occupés uniquement de satisfaire leur ambition aux dépens des intérêts réels du trône et du repos de la France.

La constitution du royaume de Hanovre, détruite par le nouveau roi, existait en vertu d'une déclaration royale du 12 août 1814 et d'une charte du 7 décembre 1819. Toutes les branches du pouvoir exécutif étaient réunies dans la main du roi; le pouvoir législatif et le droit de voter les impôts, partagés entre le roi et les deux chambres. Dans la première chambre siégeaient les seigneurs des états, les possesseurs de majorats, les députés de la *chevalerie*, et ceux qui avaient ce droit en vertu de certains emplois. Dans la seconde chambre se trouvaient les députés des villes, les chefs des corporations et les possesseurs de terres libres. Tous les députés étaient nommés par l'élection pour six ans. Les présidens, vice-présidens, syndics-généraux et vice-syndics-généraux étaient élus par les chambres. Les états du royaume tenaient une diète annuelle.

Le royaume de Hanovre, que son nouveau roi traite avec tant de rigueur, n'est pas aussi restreint qu'on semble le croire. Le cercle de Hanovre compte 320,000 habitans et onze villes. Celui de Lunebourg, 300,000 habitans et douze villes; et les sept cercles réunis, qui composent le royaume, ont ensemble 1,600,000 habitans. La Prusse sera sans doute appelée, par les évènemens et par sa situation, à recueillir les résultats de la conduite du roi actuel de Hanovre.

Nous donnons textuellement la proclamation de l'ancien duc de Cumberland.

« Ernest-Auguste, par la grace de Dieu, roi de Hanovre, prince royal de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, duc de Cumberland, duc de Brunswick et Lunebourg, etc.

« Il a plu à la divine Providence d'appeler à elle feu notre souverain Guillaume, roi de la Grande-Bretagne et de Hanovre, et de jeter ainsi dans une douleur profonde notre maison royale et tous ses fidèles sujets. Le royaume de Hanovre nous étant advenu par succession, suivant le droit de primogéniture établi dans notre maison royale, nous en avons pris possession avec tous les droits héréditaires et attributions qui y sont attachés. En conséquence, nous annonçons, par la présente, notre avénement au trône, et nous espérons avec confiance que tous nos serviteurs, vassaux, sujets royaux, ecclésiastiques et séculiers, nous prêteront serment de fidélité et d'obéissance, et nous seront toujours dévoués avec amour et sympathie; de notre côté,

nous les assurons de notre bienveillance royale et de notre protection souveraine, et ce sera le but de nos vœux les plus ardens et de nos constans efforts, de travailler avec une sollicitude paternelle à la prospérité et au bien-être des sujets que la divine Providence nous a confiés.

« Après avoir ainsi déterminé le but de nos efforts, nous avons acquis la conviction que, sous plus d'un rapport, la loi fondamentale ne répondait pas à nos désirs, dont l'objet unique est d'assurer le bien-être de nos fidèles sujets. Résolu de manifester immédiatement et avec franchise notre opinion sur cet objet important, nous n'hésitons pas à déclarer à nos fidèles sujets que nous ne trouvons pas dans la loi fondamentale, qui d'ailleurs n'a aucune force obligatoire pour nous, une garantie suffisante de leur bonheur que nous cherchons à consolider par tous nos efforts, conformément aux devoirs que nous a imposés la divine Providence. Toutefois nous sommes bien éloigné de vouloir arrêter notre résolution sur cet objet si intéressant avant d'avoir approfondi et examiné avec soin les questions qui peuvent s'y rattacher.

« Notre volonté royale, au contraire, est de soumettre à l'examen le plus consciencieux la question de savoir s'il faudra changer ou modifier la constitution, ou s'il conviendrait de revenir à l'état de choses qui a existé jusqu'à l'époque de la promulgation de la loi fondamentale actuelle; à cet effet, nous convoquerons les états-généraux pour leur communiquer notre résolution royale. Nos fidèles sujets ont trouvé autrefois leur bonheur et leur satisfaction dans les dispositions de l'ancienne constitution héréditaire de leur pays. Un lien de dévouement, de fidélité et de confiance envers le souverain, transmis de génération en génération, assurait le bonheur du prince et celui de ses sujets. Nous souhaitons avec ardeur établir un rapport aussi avantageux. Nous n'avons pas exigé de nos ministres d'état et de cabinet, liés par un serment prêté à la loi fondamentale, leur contre-seing pour le présent décret d'avénement. Il n'a été contresigné que par notre ministre d'état et de cabinet, de Schele, qui a prêté serment entre nos mains, en laissant de côté tout engagement envers la loi fondamentale.

« Plein de confiance dans l'amour du peuple hanovrien, nous espérons que nos fidèles sujets attendront avec calme, et avec la plus grande confiance dans nos intentions paternelles, l'examen que nous ferons de la loi fondamentale, et qu'ils seront convaincus que nous aurons sous les yeux leur bien-être en procédant à cette investigation. Nous voulons en même temps que, jusqu'à nouvel ordre, tout suive dans notre royaume la marche accoutumée, et nous ordonnons que la présente proclamation soit affichée dans tous les lieux publics, et que, deux mois après, elle soit renvoyée à notre ministre de cabinet, après que la publication en aura été constatée.

Hanovre, 5 juin.

« ERNEST-AUGUSTE.

« G. V. SCHELE. »

— Un arrêté de M. le préfet de la Seine a prescrit d'enlever, avant le mois d'août prochain, tous les monumens funèbres élevés dans le cimetière de l'Ouest (barrière de Vaugirard), antérieurement à 1824. Quelques-uns de ces monumens ont été érigés à la mémoire d'hommes de lettres morts sans postérité, et dont les tombeaux auraient été ainsi dispersés par les agens de l'administration. L'Académie française ayant été informée de cette circonstance, le secrétaire perpétuel a adressé au préfet de la Seine la lettre suivante, qui honore également l'Académie et la mémoire des écrivains qui en sont l'objet :

« MONSIEUR LE PRÉFET,

« L'Académie française me charge d'avoir l'honneur d'appeler votre attention bienveillante sur un fait pour lequel on réclame de sa part une intervention qu'elle ne peut exercer que sous la forme d'un avertissement et d'une prière. Parmi les pierres tumulaires dont le déplacement a été ordonné par la préfecture de la Seine sur le terrain de l'ancien cimetière de Vaugirard, se trouvent la tombe et les restes d'un écrivain célèbre, M. de La Harpe, mort sans postérité, et sans représentant de famille.

« Il semble à l'Académie, monsieur le préfet, qu'à défaut d'héritiers directs d'un homme qui a honoré les lettres, sa mémoire, et tout ce qui l'intéresse, demeurent sous la protection de l'état, et des autorités déléguées par lui.

« Si, dans cette pensée, monsieur le préfet, vous jugiez convenable de prendre des mesures pour assurer la translation et le dépôt funèbre dans un autre lieu des restes de M. de La Harpe, l'Académie s'empresserait de s'associer par une députation à ce témoignage honorifique, qu'elle ne peut provoquer que de ses vœux, dans l'intérêt des lettres; et elle serait reconnaissante de la bonté que vous auriez de lui en donner avis, et de lui indiquer peut-être d'autres dispositions semblables que vous auriez également ordonnées, par respect pour d'autres souvenirs que la même enceinte peut renfermer, et qui toucheraient à la gloire littéraire de la nation, puisque le nom de Colin d'Harleville s'y trouve compris.

« Agréez, etc.

« VILLEMAIN. »

— Nous ne faisons qu'annoncer aujourd'hui la récente publication que M. Michelet vient de donner de deux volumes, dont l'un continue son *Histoire de France* (1), et en forme le tome troisième, et dont l'autre est un appendice de cette histoire. Notre vieux droit avait quelques symboles, quelques formules poétiques; ces formules et ces symboles, dès l'époque de saint Louis et surtout sous Philippe-le-Bel, disparaissent et sont rayées par les légistes. M. Michelet a pensé qu'il serait neuf et piquant d'en exposer l'origine et le caractère, au moment où les traces en vont disparaître. De là son volume

(1) Librairie de Hachette, rue Pierre-Sarrasin.

sur les *Origines du Droit français*, digression du texte narratif, mais devenue trop considérable pour y être intercalée. Quant au volume même qui continue le texte de l'*Histoire de France*, il commence aux vêpres siciliennes et va jusqu'à la mort de Charles V, et presque à la fin du XIVe siècle. Ce qu'une lecture extrêmement rapide nous fait entrevoir d'intérêt, de vues et de tableaux dans cette portion de récit, ne saurait trouver place dans une courte note; nos lecteurs ont pu en juger déjà par le morceau des *Templiers*. Nous tâcherons un jour d'aborder, avec l'examen et le détail qui conviennent, cette œuvre historique d'un homme aimé du public, et que recommandent tant de qualités brillantes, ingénieuses et patientes, tant d'imagination et d'érudition. Ce nous sera même une occasion, peut-être, d'entamer une série des historiens modernes qui a manqué à la *Revue* jusqu'ici et de caractériser dans leurs travaux et leur manière, les Augustin Thierry, les Fauriel, et aussi M. Michelet. Cette idée qu'il a eue de faire entrer dans sa publication récente, un volume sur les *Origines du droit*, puisées dans les symboles, cette idée, qui est une application à la France de ce que M. Grimm a tenté et accompli pour le droit germanique, se rattache aussi à certaines vues chères à Vico, et l'ingénieux et éloquent interprète de ce dernier n'a donc fait, dans cette digression considérable, que suivre l'ordre naturel de ses inspirations et de ses vues.

— Le *Cours d'embryogénie comparée*, professé par M. Coste au Muséum d'histoire naturelle de Paris, vient de paraître. On sait qu'envisageant la science du développement de l'homme et des animaux sous un point de vue plus vaste et plus philosophique qu'on ne l'avait jamais fait avant lui, M. Coste, aidé par l'Institut et par le gouvernement dans les nombreux sacrifices qu'il s'était imposés lui-même, a pu porter cette étude au rang des sciences naturelles les plus avancées, et que *l'embryogénie comparée* devient, en quelque sorte, son œuvre, aucun savant, avant lui, n'ayant essayé de réaliser un semblable travail.

Cette publication, accompagnée d'un atlas et d'un texte explicatif des planches, est donc, sous tous les rapports, un ouvrage complètement original, qui manquait à l'enseignement, et dont le besoin était d'autant plus vivement senti, que l'embryogénie semble appelée à porter sa part de solution dans les plus grands problèmes philosophiques. M. Coste a tâché de démontrer dans son cours comment le panthéisme et le matérialisme devraient se retirer devant les inductions et les lumières qui se tirent de l'embryogénie. Ses nombreux auditeurs retrouveront dans la publication de ce cours tous les détails qui ont pu leur échapper, et ceux qui n'ont pas entendu le professeur liront avec intérêt un ouvrage dans lequel les connaissances naturelles sont présentées comme une démonstration scientifique des doctrines spiritualistes.

F. BULOZ.